

Confinement : le même dispositif reconduit au 13 juillet P. 24



POSTE
Suspension des retraits en espèces pour les personnes morales P. 2

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

Le procès de Karim Tabbou renvoyé au 14 septembre P. 4

JUSQU'AU 15 JUILLET Délai supplémentaire pour la vignette automobile

Lire l'article de Houari Barti page 3

ENTRETIEN AU **Le Quotidien**
Plus de 1000 articles par semaine

«Les jeunes Algériens veulent participer à la construction de l'Algérie de demain»

Lire l'entretien réalisé par Amine Bouali page 4



Ph.: Rachid K.

RENCONTRE VIRTUELLE ENTRE ACTEURS ÉCONOMIQUES ALGÉRIENS ET ALLEMANDS

Un «bilan» Covid-19 et des perspectives de «sortie de crise»

Lire l'article de M. Mehdi page 2

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ PUBLIQUE
«La hausse des contaminations était prévisible»

Lire l'article de Zahir Mehdaoui page 3



Ph.: Rachid K.

Rencontre virtuelle entre acteurs économiques algériens et allemands

Un «bilan» Covid-19 et des perspectives de «sortie de crise»

«Les Algériens aident les Algériens», la première vidéo-conférence économique consacrée à la situation de crise Covid-19, a eu lieu, il y a quelques jours, via la plateforme numérique 'Zoom Video Communications' de services de téléconférence. La «rencontre» a regroupé un panel composé d'une quinzaine d'experts, entrepreneurs et chefs d'entreprises, algériens et allemands, de divers secteurs, pour un partage d'expérience, de réflexions et de propositions pour une meilleure sortie de crise».

M. Mehdi

La rencontre a été organisée par Hamid Ghilès Hamdi (chef d'entreprise BTPH et membre de la Chambre de commerce algéro-allemande - AHK), Djamel Khelifati (DG Kdconcept), et Idir Iharkouken (DG Alcomnet). Ont, également, pris part à ce débat virtuel de plus de deux heures, Nacira Haddad (Experte audit - FCE), Samia Lagha (Cadre dirigeant chez Pepsi Algérie), Sami Agli (Président du FCE), Louai Djaffar (Fondateur d'Emplotic), Chamseddine Bezzitouni (Président Jil FCE), Hakim Ait Ammar (Avocat d'affaires - Allemagne), Martin Schramm (Economiste - Allemagne), Islam Bazine (Chef d'entreprise - AHK), Zine Artebas (Consultant - Allemagne), Ahmed Miliani (Représentant d'une entreprise allemande spécialisée dans le solaire), Selmi Elyazid (Economiste - Allemagne).

La rencontre a démarré par la présentation des situations vécues depuis le début de la crise Covid-19 par les entreprises représentées dans ce débat, les réponses apportées par les autorités algériennes, en comparaison avec les mesures prises en Allemagne.

Pour Zine Artebas, un des «principaux problèmes» posés par la crise Covid-19 c'est d'avoir suscité la fermeture des frontières. Il estime à «environ 30%» l'impact financier de cette crise. Selon lui, en Allemagne, les aides «ont ciblé uniquement les entreprises qui étaient réellement en difficultés» en raison du confinement. Pour Martin Schramm, les expériences vécues par les entreprises allemandes «sont très différentes». Si globalement les entreprises n'ont «pas de problèmes économiques», elles ont vécu des «problèmes de relation avec leurs clients» en raison des problèmes de «l'arrêt des déplacements». Ajoutant, à titre d'exemple, qu'au port de Hambourg «la manutention a baissé de l'ordre de 20 à 30%» depuis le début de la crise sanitaire, estimant que globalement «l'économie allemande a baissé de 5 à 6%». Hakim Ait Ammar, dont le cabinet travaille à établir des relations d'affaires entre entreprises algériennes et allemandes, évoque trois aspects de la crise engendrée par le Covid-19. «Ce qui nous manque en Algérie, ce sont les choses de base. Nous avons des plateformes électroniques comme le registre de commerce (RC), mais qui ne sont pas valorisées», dit-il. Pour lui, il y a «un problème d'accès à l'information» (pour l'investisseur étranger), et que cette information «soit vérifiée».

En relation directe avec la crise, M. Ait Ammar évoque le «manque de définition» dans la législation algérienne, citant le «cas de force majeure» en cette période de crise sanitaire. Selon lui, «un effort réglementaire» aurait dû être mené en Algérie en ce sens.

Pour Selmi Elyazid, s'il n'y a pas de comparai-

son à faire avec l'Allemagne, «on peut, par contre, extrapoler, à travers de bons exemples, puisqu'ils ont pu aider aussi bien des PME que de très petites entreprises, et à travers cela de discerner et cibler les sociétés algériennes qui correspondraient à ce niveau là».

«TRANSFÉRER LES BONNES PRATIQUES»

Pour Mme Nacira Haddad, malgré les difficultés «que, nous en tant qu'opérateurs, nous évoquons à propos de notre écosystème», l'Algérie a une «capacité de résilience» et du «potentiel pour aller de l'avant». «Ce que nous pouvons faire, sans nous comparer à une grande puissance économique qu'est l'Allemagne, c'est de regarder où ils excellent et voir les niches d'améliorations que nous pouvons apporter à notre écosystème économique, en transférant les bonnes pratiques». Mme Samia Lagha, cadre dirigeant chez Pepsi Algérie, évoque à son tour les «enseignements de la crise Covid-19». Une crise qui a «impacté notre business», et lui a en même temps permis de «mettre des plans» de «sécurité des travailleurs» mais aussi de «continuité de l'activité» de manière à «préserver les intérêts de l'entreprise». Au nom du FCE, Sami Agli dresse un bilan au-delà de la période de crise sanitaire. «Nous sortons à peine d'une année 2019 de crise politique, sociale et économique. En janvier 2020, l'économie avait un peu repris, la situation est devenue assez complexe avec cette crise sanitaire mondiale, aggravée avec la chute historique des prix du pétrole», affirme le président du FCE. M. Agli espère que «cette situation va nous interpeller pour revoir, de manière profonde, notre modèle économique» et «notre manière de travailler». La note positive que voit M. Agli dans cette crise, c'est «la digitalisation qui s'est imposée à nous, pour maintenir l'activité économique autrement».

«S'ADAPTER»

La part du digital dans l'économie est revenue également dans les interventions de deux patrons d'entreprises du secteur numérique. Djamel Khelifati (Kdconcept), également patron d'une entreprise en France, a longuement évoqué la nécessité du recours au «télétravail». «On a cette chance de travailler dans le digital. Nos agences n'ont pas arrêté de travailler durant cette crise, grâce au télétravail», par contre, cette situation a eu comme effet négatif, «une baisse de l'ordre de 50%» du carnet de commandes des entreprises, explique-t-il. Pour Idir Iharkouken (Alcomnet), le digital est «le moyen qui permet aux entreprises algériennes de continuer à survivre, communiquer et exercer». «Si cette crise Covid-19 serait survenue il y a cinq années, je ne sais pas comment on aurait pu s'adapter», dit-il faisant encore allusion au manque d'infrastructures et d'outils IT, à l'époque (y compris de l'Internet mobile). Dans ce sens, M. Iharkouken appelle à «accélérer» des projets numériques tels que le paiement mobile (m-paiement).

L'EMPLOI: «DUREMENT FRAPPÉ»

Dans le BTPH, Hamid Ghilès Hamdi (membre AHK), dresse un bilan «catastrophique», en «l'absence d'aide» et de la «commande publique». Pour Louai Djaffar (Emplotic), «le secteur de l'emploi est durement frappé» depuis le début de la crise Covid-19. «C'est la première chose que font les entreprises en cas de crise. Arrêter de recruter, optimiser la masse salariale, et essayer de ne pas licencier», explique-t-il. Pour illustrer l'impact de la crise sanitaire sur l'emploi, en Algérie, M. Louai affirme que «sur le 2^e trimestre 2020, nous avons perdu 50% d'activités».



Ph.: Rachid K.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le choix entre deux maux

Au moment où presque tous les pays amorcent un déconfinement prudent, autorisant les déplacements à l'intérieur de leurs frontières, les liaisons internationales restent, elles, enclines aux appréhensions de l'importation du Covid-19 par les voyageurs. La peur reste de mise face à la pandémie, dont la levée officielle n'a pas été prononcée. Pis, elle est renforcée par des alertes cycliques des spécialistes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), rappelant qu'on n'est pas encore arrivé au bout du tunnel. Pas tant que le Covid-19 garde toute sa virulence. Et, pas tant qu'on n'a pas développé un vaccin contre cette maladie du siècle. Dans un souci purement économique, notamment l'urgence du sauvetage d'une saison touristique presque ruinée, les restrictions des déplacements entre pays commencent peu à peu à sauter à travers le monde. A l'intérieur de l'espace Schengen, où la réouverture progressive des frontières terrestres et aériennes a été entamée à la mi-juin, on annonce que la levée de tous les contrôles devrait avoir lieu au début du mois de juillet. Mais l'état des lieux demeure très compliqué quand il s'agit d'aborder la réouverture des frontières extérieures de l'Union européenne. Selon un constat global, sur tous les continents, la réouverture des frontières se fait d'une manière très sélective, avec maintien du principe d'isolement pour les pays où le taux de contamination par le coronavirus est élevé. En Afrique, excepté le cas tunisien, dont les frontières sont rouvertes depuis le 27 juin, avec condition de présentation d'un test PCR négatif fait au moins 72 heures avant le départ pour

les voyageurs arrivant de régions à risque élevé, tous les pays du continent se résignent à un isolement jusqu'à nouvel ordre. L'Algérie n'échappe pas à la règle. Le président Tebboune a ordonné le maintien de la fermeture des frontières terrestres, maritimes et aériennes « jusqu'à ce que Dieu nous libère de ce fléau ». Entendre jusqu'à la fin de la pandémie. Ne faudrait-il pas craindre que le principe de réciprocité entraîne un isolement du pays sur le plan international, avec tout ce que cela véhicule de néfaste pour l'économie nationale ? La menace pandémique n'étant pas clairement cernée, ne serait-on pas mieux attentif de mettre en place un mécanisme souple et adéquat, en adoptant les mesures qui s'imposent pour réduire le risque d'importation du Covid-19, en vue de la réouverture partielle des frontières pour permettre le redémarrage de la machine économique, intimement lié à la circulation des biens, des matières premières et de certaines catégories de personnes ? Certes, l'Algérie privilégie la santé du citoyen plus que tout autre aspect économique, mais le repli ou l'isolement du pays pourrait lui être à la longue fatal, notamment dans le décor d'un nouvel ordre mondial en marche. Il s'agit de faire un choix entre deux maux, en gardant une marge de manœuvre dans le mouvement mondial post-pandémique, ou qui se veut comme tel, et qui tend vers le rétablissement de liaisons internationales aussi partielles, ou conditionnées, soient-elles. Car, il est important de concevoir des stratégies sur la base de considérations qui tiendraient compte, surtout, du fait que le nouveau coronavirus devrait persister durant de nombreuses années, voire pour toujours.

Poste

Suspension des retraits en espèces pour les personnes morales

Les retraits en espèces auprès des bureaux de poste sont exceptionnellement suspendus pour les personnes morales, titulaires de Comptes Courants Postaux (CCP), et ce, pour faciliter aux citoyens les retraits en espèces de leurs salaires, allocations et pensions de retraites, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications. La même source précise que suite à cette mesure, décidée sur instruction du président de la Républi-

que, «ces personnes morales peuvent bénéficier des moyens de paiement scripturaux disponibles, moyennant l'utilisation de chèques certifiés, de virements de compte à compte ou de la présentation d'un chèque postal à l'encaissement via le système de télé-compensation avec la place bancaire». La disponibilité des liquidités dans tous les bureaux de poste est garantie par, notamment, l'installation d'une cellule chargée du suivi quotidien de la disponibilité des

fonds au niveau des bureaux de poste, composée des représentants du secteur de la poste et des télécommunications et de la Banque d'Algérie, souligne le communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications. «Cette période exceptionnelle constitue une réelle opportunité pour promouvoir davantage l'utilisation de la monnaie scripturale et des moyens de paiement électroniques par l'ensemble des citoyens, afin de rationaliser les retraits en espèces», conclut-il.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E. Quargla: S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021.64.96.39 - Fax: 021.61.71.57
Pub Tél.: 021.64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Quest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52 - Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Jusqu'au 15 juillet Délai supplémentaire pour la vignette automobile

Houari Barti

Les automobilistes ont un délai supplémentaire de 15 jours, soit jusqu'au 15 juillet prochain pour l'acquisition des vignettes automobiles, a annoncé hier le ministre des Finances, Aymane Benabderrahmane, en marge d'une journée d'études portant sur «la mise en œuvre de la réforme budgétaire». Devant prendre fin le 30 juin, le délai pour l'achat de la vignette automobile «a été prolongé de 15 jours» a ainsi déclaré le ministre, hier, en marge d'une journée d'étude à laquelle ont pris part des secrétaires généraux des différents ministères accompagnés de leurs responsables financiers. Sur un autre plan, M. Benabderrahmane a réaffirmé la volonté de l'Etat de ne recourir ni à l'endettement extérieur ni à la planche à billets, assurant que le gouvernement «possède des marges que nous allons exploiter sans lésiner sur aucun moyen pour faire face aux besoins budgétaires de l'Etat». Le premier argentier du pays a, également, précisé que l'ensemble des départements ministériels élaborent leurs prévisions budgétaires sectorielles en coordination avec le ministère des Finances, soulignant au passage qu'en boostant le secteur des finances, on va booster la cadence des investissements économiques.

Concernant le thème de cette journée d'études, le ministre a fait savoir qu'il s'agit d'évoquer le début de réforme globale des finances publiques afin d'instaurer plus de transparence «et donner plus de diligence aux responsables des différents départements ministériels et organismes publics à l'effet de préparer leurs budgets sur un objectif triennal». «Cela permettra aux gestionnaires de maîtriser les flux budgétaires et à l'Etat de se projeter sur des espaces temporels plus conséquents, notamment pour éviter d'être pris au dépourvu», et éviter ainsi de dévier des objectifs initiaux ainsi que les réévaluations budgétaires qui ont impacté négativement le budget de l'Etat dans le passé, a-t-il soutenu. La programmation prévisionnelle triennale des budgets des différentes institutions publiques, dans le cadre de la Loi organique de septembre 2018 relative aux lois de finances (LOLF), permettra plus de maîtrise des finances mais aussi plus de transparence, a-t-il encore soutenu.

Concernant la mise en œuvre de la LOLF, il s'agit, selon M. Benabderrahmane, d'informer tous les organismes publics sur les nouveautés portées par cette loi organique,

qui leur permet de programmer l'ensemble de leurs dépenses dans un cadre triennal et non plus annuel.» Cela permettra une meilleure maîtrise des dépenses publiques», a-t-il plaidé, expliquant que la mise en place d'un cadre temporel a pour but de faciliter les mesures de calcul des recettes et des dépenses. Il s'agit ainsi, selon le ministre, de faciliter pour l'ensemble des départements ministériels la mise en place d'un budget prévisionnel pour suivre les dépenses publiques dans un cadre transparent et moderne, affirmant que «la priorité est de maîtriser les dépenses et de les orienter vers les investissements productifs». Interrogé sur les réformes de son secteur, le ministre a rappelé que la réforme du système financier et du système bancaire en particulier constitue une priorité pour le président de la République. «Nous travaillons à instaurer les réformes financières», a-t-il dit. Selon lui, ces réformes concernent notamment la gouvernance des banques et leur restructuration afin de parvenir à un système bancaire moderne, notamment via la digitalisation qui devra également concerner, a-t-il ajouté, les différentes administrations dépendant du ministère des Finances. Concernant le niveau des liquidités bancaires, M. Benabderrahmane a assuré que celles-ci se trouvent «à un niveau acceptable», ajoutant que les banques sont en mesure d'octroyer des crédits actuellement. «Les comités de crédit sont fonctionnels contrairement à ce que certains disent», a-t-il insisté. «Nous travaillons à créer un investissement productif. Nous allons mettre à disposition tous les outils et les mesures techniques, organisationnelles et juridiques pour faciliter l'investissement», a-t-il affirmé. Concernant le financement des besoins budgétaires de l'Etat, le ministre a rappelé l'instruction du président de la République visant à ne pas se tourner vers l'endettement extérieur quelle que soit sa forme. «Nous travaillons à éviter cette voie qui pourrait nous entraver dans notre démarche de développement et dans l'indépendance de nos décisions économiques et financières», a souligné M. Benabderrahmane, avant de préciser qu'il existe d'autres pistes que le gouvernement compte exploiter dans le cadre du financement des besoins budgétaires de l'Etat. «Nous avons des marges que nous allons exploiter et nous n'allons lésiner sur aucun moyen pour parvenir au financement du déficit et faire face aux besoins budgétaires de l'Etat», a-t-il enfin indiqué.

Covid-19 298 nouveaux cas et 8 nouveaux décès

Deux cent quatre-vingt-dix-huit (298) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 303 guérisons et 8 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 13571, soit 31 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 905 alors que le nombre des patients guéris est passé à 9674, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à

l'évolution de la pandémie de la Covid-19. Il a, à ce propos, fait remarquer que les personnes âgées de 60 ans et plus représentent 75% du total des décès. En outre, 33 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, alors que 7 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures. Selon la même source, 22 wilayas ont enregistré entre 1 et 5 cas, tandis que 19 wilayas ont notifié plus de six cas chacune. Par ailleurs, 42 patients sont actuellement en soins intensifs, a fait savoir Dr Fourar.

Institut national de la santé publique «La hausse des contaminations était prévisible»

Zahir Mehdaoui

Le directeur de l'Institut national de la santé publique, Lyes Rehal, a affirmé hier que la hausse des contaminations au coronavirus, ces derniers jours, était prévisible. «La hausse des contaminations était prévisible après l'allègement des mesures de confinement», a-t-il déclaré sur les ondes de la radio chaîne 1, en rappelant toutefois que les décès liés à l'épidémie ont connu un recul ces dernières semaines.

Le directeur de l'institut et non moins membre du Comité de suivi de propagation du virus, a assuré que ce qui comptait le plus,

c'est la baisse des décès mais aussi le nombre très bas des malades atteints du Covid-19 dans les services de soins intensifs. L'invité de la radio a indiqué que les personnes âgées entre 25 et 49 ans sont les plus exposées au coronavirus pour cause de leur activité alors que les gens âgés et qui souffrent de maladies chroniques sont les plus exposés à la mort.

Il appellera en outre que les personnes qui présentent les symptômes doivent absolument se diriger vers les centres spécialisés pour effectuer un dépistage. Lyes Rehal a salué par ailleurs les efforts du gouvernement pour faire respecter les lois

pour ce qui concerne les mesures de lutte contre la propagation du coronavirus, rappelant également au passage les efforts déployés dans le cadre des enquêtes épidémiologiques pour identifier les foyers.

Il soulignera en outre que pas moins de 60.000 enquêtes épidémiologiques ont été réalisées à travers le territoire national. L'intervenant a affirmé qu'à l'avenir, le comité scientifique va se focaliser sur la mise en place d'une stratégie d'identification de l'épidémie et son développement ainsi que de veiller à l'application des mesures de prévention en attendant de trouver un vaccin.



Belkacem Ahcene Djaballah

Dimanche 28 juin 2020 : tenue d'un Conseil des ministres. Entre autres points de l'ordre du jour, la pandémie du Covid-19.

L'amertume (et la colère ?) du Président, d'où «le durcissement des sanctions à l'encontre de tous les contrevenants, individuellement ou collectivement, aux mesures de prévention, le renforcement de la surveillance épidémiologique, du contrôle quotidien du fonctionnement des hôpitaux et du stock de matériels de dépistage et le maintien de la fermeture des frontières terrestres, maritimes et aériennes». On le voit bien maintenant, il y a un véritable problème de communication. On s'aperçoit que certainement trop pris par la réorganisation et la maîtrise de la chaîne sanitaire pour faire face au fléau, on s'est contenté de façons de faire une «com' de crise» assez classique, non adaptée et non évolutive : une conférence de presse tous les jours pour présenter les chiffres, des spots à la radio et à la télé certes nécessaires mais non suffisants car «bouffés» par les spots publicitaires commerciaux qui poussent à la consommation des produits et de la vie et «étouffés» par les discours trop pointus d'experts. La souffrance et la mort rôdent autour de nous, mais on fait comme si elles n'existaient pas, n'étant visibles qu'à travers les statistiques. Certains en profitent pour les réduire à des manipulations politiques opérées par on ne sait quelle main de l'étranger ou, pour les intégristes religieux, celle de Dieu lui-même. Difficile de lutter contre de telles idées fixes que l'on retrouve d'ailleurs dans bien des pays développés.

Il s'agit, ici et maintenant, d'élaborer en urgence un véritable plan de communication de crise et d'imposer son déroulement à tous les acteurs du paysage communicationnel. Avec pour unique axe stratégique faire prendre conscience du grand danger, mortel, encouru par la société dans toutes ses dimensions. Et avec pour matériau non plus les discours et les explications déjà assez nombreuses, mais la vie, les souffrances et la mort de l'individu, de sa famille, de son immeuble, de son quartier, de son village, de sa ville, de son outil de travail.

Rappels aux vivants : Mardi 25 février 2020 : 1(contaminé) - 0 (décès) /8-0/17-0/19-0/20-0/72-6/90-9/ 139-15 (8^{ème} jour) /201-17/ 230-17/264-17/302-19/367-25/409-26/454-29/511-31/584-35/716-44/847-58/986-63/1171-105(21^{ème} jour)/ 1.251-130/ 1.320-152/1.423-173/1.458-193/1.572-205/1.666-235/1.761-256/1.825-275/1.914-293 / -1.983-313/ 2.070-326 /2.160-336/ 2.268-348 / 2.418-364/ 2.534-367 / 2.629-375/ 2.718-384 / 2.811-392/ 2.910-402 / 3.307-407/ 3.427-415/ 3.256-419/ 3.382-425/3.517-432/ 3.649-437/ 3.848 (29/4/2020, + 199 contaminés. Pic ?) -444 / 4.006-450/ 4.154-453 / 4 295-459/ 4.474-463 / 4.648-465/ 4.838 - 470 / 4.997-476/ 5.182-483 / 5.369-488/ 5.558-494 / 5.723-502/ 5.891-507 (59^{ème} jour) / 6.067-515 / 6.253-522/ 6.442-529 / 6.629-536/ 6.821-542 / 7.019-548/ 7.201-555 /7.377-561/ 7.542-568 / 7.728-575/

Les chiffres De l'amertume

**7.918-582 / 8.113-593/ 8.306-600 / 8.503-609/ 8.697-617 / 8.857-623/ 8.897-630/ 9.134-638/ 9 267-646 / 9.394-653/ 9.513-661 / 9.626-667/ 9.733-673 / 9.831-681/ 9.935-690/ 10.050-698 (85^{ème} jour/6-6-2020, Déconfinement) / 10.154-707/ 1.0265 - 715/ 10.382-724/ 10.484-732/ 10.589- 741/ 10.698- 751/ 10.810-760 / 10.919- 767 / 11.031-777/ 11.147-788/ 11.385 contaminés (+117) - 811 décès (+12)... et 8.078 guéris (+135)
-Vendredi 19 juin 2020 : 11.504-824... et 8.196 guéris (+ 118)... et 53 sous traitement / 11.631 (+127) - 837 (+12)... et 8.324 guéris/ 11.771 (+140) - 844 (+8)... et 8.422 (+98).
-Mardi 23 juin 2020 : 12 077 (+ 157) - 861(+9)... et 8.635 guéris (+115) / 12 248 (+171) - 869 (+8)... et 8753 guéris (+ 118) / 12 445 (+197) -878 (+9)... et 8.920 guéris (+128)/ 12 685 (+240) - 885 (+7)... et 9.066 guéris (+146).
-Samedi 27 juin 2020 : 12.968 (+283) -892 (+ 7)... et 9.202 guéris (+136)... et 49 sous traitement.
-Dimanche 28 juin 2020 (107^{ème} jour) : 13.273 contaminés (+305) - 897 décès (+5)1... et 9.371 guéris (+49)... Ceci sans compter les patients mis sous traitement spécifique, l'hydroxychloroquine associée à l'azithromycine (plus de 30.000 ?) > les personnes âgées de 60 ans et plus représentent 75% du total des décès. En outre, 33 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, alors que 21 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures. 13 wilayas ont enregistré entre 1 et 5 cas, tandis que 14 wilayas ont notifié plus de six cas chacune.**

Répartition par wilaya : Blida : 1.579 cas (+17) / Alger: 1.411 cas (+9)/ Sétif: 1130 cas (+32) / Oran : 824 cas (+41) / Constantine: 572 cas (+15) / Ouargla : 425 cas (+19) / Aïn Defla: 423 cas (+0) / Tipasa: 401 cas (+4) / Béjaïa: 344 cas (+0)/ Batna: 332 cas (+59)/ Tlemcen: 324 cas (+3) / Médéa: 286 cas (+2)/ Oum El Bouaghi: 261 cas (+15)/ Bordj Bou Arreridj: 247 cas (+0)/ Annaba : 240 cas (+0)/ Tiaret: 237 cas (+0)/ M'sila: 233 cas (+0)/ Djelfa : 233 cas (+2) / Tizi Ouzou: 229 cas (+6)/Biskra: 199 cas (+1)/Mascara: 197 cas (+0)/Khenchela: 189 cas (+0) / Laghouat: 188 cas (+4)/ Bouverdès: 186 cas (+0)/ Skikda: 184 cas (+8)/ Béchar: 179 cas (+0)/ Bouira: 169 cas (+14)/ Adrar: 166 cas (+2)/ Tébessa : 165 cas (+13)/ El Oued: 163 cas (+4)/ Ghardaïa: 140 cas (+9)/Aïn Témouchent: 136 cas (+0)/ Mostaganem : 130 cas (+0)/ Mila : 120 cas (+4)/ Souk Ahras: 120 cas (+1)/ Sidi Bel Abbès: 117 cas (+0)/ Guelma: 104 cas (+12)/ Jijel: 103 cas (+5)/ Tissemsilt: 102 cas (+0)/ Chlef: 99 cas (+0)/ Naâma: 77 cas (+0)/ El Bayadh: 75 cas (+0)/ Relizane: 72 cas (+0)/ El Tarf: 59 cas (+3)/ Tamanrasset: 44 cas (+1)/ Saïda: 32 cas (+0)/ Tindouf: 16 cas (+0)/ Illizi: 11 cas (+0).

Droits de l'homme et libertés aux Etats-Unis

«Je n'ai pas compris pourquoi vous n'avez pas rappelé comment ces mêmes Etats-Unis traitent les migrants dans leur territoire, comme par exemple de mettre des enfants dans des cages en les séparant de leurs parents...»

Ghania Oukazi

C'est la réaction d'une historienne parisienne après sa lecture des deux articles parus l'un dans l'édition du samedi et le second dans celle d'hier (lundi) sur l'inscription de l'Algérie par les Etats-Unis dans leur liste noire des pays accusés de traite des êtres humains (rapport du département d'Etat de juin 2020). «Nous y revenons, nous ne voulions pas noyer dans les articles des agissements aussi racistes et inhumains que celles de l'administration de Donald Trump et d'autres présidents américains avant lui», lui avions-nous répondu. Dont acte. On relève dans l'encyclopédie «Wikipédia» qu'«entre 2001 et 2017, les Etats-Unis ont dépensé plus de 100 milliards de dollars dans la militarisation de leur frontière avec le Mexique. Cette militarisation a créé un nouveau marché pour les cartels, parfois décrit aussi lucratif que le trafic de drogue. Tous les candidats à l'immigration doivent désormais payer les cartels, sous peine de s'exposer à un risque de mort. Certains migrants sont aussi contraints de transporter de la drogue comme droit de passage. «La Border Patrol (police des frontières ndlr) est critiquée pour ses méthodes jugées cruelles. Les condamnations pour homicide demeurent néanmoins très rares, suscitant la colère de certaines associations de défense des droits de l'homme. En 2016, un rapport des autorités américaines souligne le risque de «corruption endémique» présent au sein de la force. Celle-ci est largement infiltrée par les cartels de drogue et des dizaines d'agents ont été retournés», relève-t-on dans Wikipédia. Qu'elle soit dirigée par les démocrates ou les républicains, l'administration américaine n'a jamais sanctionné les employeurs qui recourent à l'exploitation de la main-d'œuvre migrante clandestine en raison, disent les analystes américains, «du trop important lobby des producteurs agricoles du sud-ouest de ce pays».

«DES ENFANTS MIS DANS DES CAGES DE FAUVES»

L'historienne parisienne rappelle des faits terrifiants plus récents. «Ces images qui ont fait le tour du monde en 2018 où on voit des enfants mis dans des cages de fauves». «Ils ont été séparés de leurs

parents qui ont traversé illégalement les frontières», dit-elle choquée. Elle rappelle que «les Nations unies font état de plus de 100.000 enfants détenus aux Etats-Unis parce que leurs parents les ont ramenés pour prétendre à l'asile politique». C'est conformément à une décision de justice de 1997 «Fores» que les Américains avaient maintenu en détention un grand nombre d'enfants issus de parents migrants venus notamment du Mexique. La Haute-Commissaire aux droits de l'homme a fait part de son inquiétude à ce propos et a jugé illégal l'emprisonnement des enfants et contraire aux conventions des Nations unies. «Des centaines d'enfants supplémentaires ont été séparés de leur famille depuis juin 2018», a-t-elle déclaré dans une conférence de presse qu'elle a animée à Genève en septembre 2019. Donald Trump a décidé par cette mesure jugée «immorale et criminelle» par les organisations des droits de l'homme, de punir les migrants clandestins en les séparant de leurs enfants pendant que la justice étudie leur demande d'asile. Il a instruit son administration de lutter aux frontières contre l'émigration clandestine avec une «tolérance zéro». Son ministre de la justice avait averti en mai 2017 les migrants clandestins que dès leur arrestation, ils seront jugés et inculpés pour entrée illégale sans qu'il leur soit donné le temps pour déposer une demande d'asile. «Si vous faites passer un enfant, nous vous poursuivrons. Et cet enfant sera séparé de vous, comme requis par la loi», avait prévenu Jeff Sessions. «De 2001 à 2017, le nombre de migrants morts en traversant le désert est estimé à plus de 6.000», relève-t-on dans les médias étrangers. La construction du fameux mur le long de la frontière sud des Etats-Unis ainsi que la mise en place de dispositifs sécuritaires musclés ont poussé à l'augmentation du nombre de migrants morts qui tentent de traverser cette frontière, pour atteindre, selon des médias, «un millier par an». Il faut en outre rappeler que dès les premiers mois de son investiture à la Maison Blanche, Donald Trump a signé des décrets pour interdire l'entrée aux Etats-Unis de réfugiés venus de pays musulmans à l'exemple de la Syrie. Les analystes rappellent que Trump n'est pas le premier président américain à voter des

lois discriminatoires et racistes.

«LE PRÉDATEUR» DES TEMPS MODERNES

Connus et réputés historiquement d'être un pays d'esclavage et de maltraitance des noirs en particulier et des migrants en général, les Etats-Unis ont toujours cultivé ce genre de politiques. Ils ont aussi pris comme prétexte les attentats du 11 septembre pour mettre en place les pires méthodes de torture et d'emprisonnement de ceux qui, avec ou sans preuves, étaient à leurs yeux «des terroristes». Abou Ghrib, cette prison de l'horreur en a été leur démonstration à cet effet. Au nom de leur guerre contre le terrorisme, «tout leur est permis», disent des analystes. «Leurs forces de police ont visé les migrants illégaux venus de pays arabes et musulmans pour les mettre sur les bases de données criminelles du FBI», soutiennent-ils. C'est la terrifiante description d'une Amérique, démocrate ou républicaine soit-elle, qui recourt à la discrimination, au racisme, au sexisme et à d'autres méthodes de gouvernance, d'atteintes aux droits de l'homme, aux valeurs universelles de tolérance et de liberté pour régenter le monde par la force des armes, de la torture et des sanctions. C'est ce que le monde moderne appelle «la communauté internationale». Evénements rapportés plus récemment dans «Le Prédateur, Trump et les femmes», une traduction française de 2020 du livre paru en 2019 sous le titre «All the president's Women, Donald Trump and the making of a predator» écrit par Barry Levine et Monique El-Fai-zy. «Au début de son mandat, Trump a révoqué le décret sur le salaire équitable et la sécurité des lieux de travail -pris en 2014 par Obama- qui imposait la transparence des salaires et bannissait les clauses d'arbitrage forcé, entravant les poursuites pour harcèlement sexuel» lit-on dans ce pamphlet. Trump a aussi proposé, écrivent les deux Américains, «des coupes budgétaires sur les bons d'alimentation et le WIC, un programme qui fournit une aide alimentaire, du lait maternisé, une éducation nutritionnelle, un soutien à l'allaitement, et un accès aux services sociaux et de santé aux femmes à faibles revenus et aux enfants de moins de cinq ans». De même, Trump, continuent-ils de dévoiler, a dissous le Conseil de la Maison Blanche sur les femmes et les filles, un organe consultatif créé en 2009 par Obama, pour garantir l'égalité des sexes. «Depuis longtemps, Trump a tendance à insulter les femmes en public (...), rapportent-ils encore.

Tribunal de Koléa

Le procès de Karim Tabbou renvoyé au 14 septembre

Le tribunal de Koléa (Tipasa) a décidé, hier, de renvoyer le procès de Karim Tabbou, président de l'Union démocratique et sociale (UDS) (parti non agréé), au 14 septembre prochain.

La décision du renvoi du procès de Karim Tabbou, poursuivi, depuis septembre dernier, pour «atteinte au moral de l'Armée» a été prononcée, sur demande du collectif de défense de l'accusé. Il s'agit du 4e report consécutif de ce procès. Le collectif de la dé-

fense a refusé que l'accusé soit jugé à distance au moment où les autorités judiciaires ont décidé, au titre des mesures visant à freiner la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), la suspension de la sortie des détenus des prisons pour assister aux audiences. Le procès de Karim Tabbou avait déjà été reporté les 6 et 27 avril puis le 1er juin derniers. Pour rappel, le parquet de Koléa avait transféré l'affaire au juge d'instruction qui a ordonné, le 11 septem-

bre dernier, sa mise en détention provisoire. Le 25 septembre, la chambre d'accusation de la Cour de Tipasa a ordonné sa mise en liberté et son placement sous contrôle judiciaire. Poursuivi dans une autre affaire, Karim Tabbou a été arrêté au lendemain de sa libération le 26 septembre et mis sous mandat de dépôt par le tribunal de Sidi M'hamed d'Alger. Ce dernier l'a condamné le 24 mars dernier à un an de prison dont six mois avec sursis.

ENTRETIEN

Pierre Audin au **Le Quotidien**

Édition Nationale d'Information
D'ORAN

«Les jeunes Algériens veulent participer à la construction de l'Algérie de demain»

Entretien réalisé par
Amine Bouali

Pierre Audin est le fils du martyr Maurice Audin et de la militante anticolonialiste Josette Audin. Cet ancien professeur de mathématiques, aujourd'hui à la retraite, avait à peine un mois lorsque son père, membre du Parti communiste algérien et militant de l'indépendance de l'Algérie, a été arrêté à Alger, torturé et exécuté le 21 juin 1957 par l'armée coloniale française. Depuis, cet homme juste a poursuivi à sa façon le combat de son vaillant père et n'a cessé de prouver son amour exigeant de l'Algérie. Membre du comité d'organisation du Prix Maurice Audin de mathématiques, créé afin de perpétuer la mémoire de Maurice Audin et pour que se développe la collaboration algéro-française en mathématiques, il a accepté de répondre à quelques-unes de nos interrogations sur ce sujet précis.

Le Quotidien d'Oran : *Le Prix de mathématiques Maurice Audin qui a été créé en 2004 en mémoire du chahid Maurice Audin, votre père, et pour que se développe la collaboration algéro-française en mathématiques sera-t-il décerné cette année 2020, malgré les perturbations causées par la pandémie du Covid-19 ? Ce Prix récompense à chaque fois deux lauréats : un mathématicien algérien exerçant en Algérie et un mathématicien français exerçant en France.*

Pierre Audin : Ce Prix de mathématiques, qui avait existé de 1958 à 1963, c'est le mathématicien Gérard Tronel, aujourd'hui décédé, qui a eu l'idée géniale de le recréer au début des années 2000. Militant dans le Comité Maurice Audin pendant la guerre (la guerre d'Indépendance. NDLR) et après, il cherchait un moyen de faire avancer la vérité concernant Maurice Audin. Grâce à lui, depuis 2004, de façon symétrique, deux lauréats, l'un en France, l'autre en Algérie, traversent la Méditerranée pour exposer leurs travaux à leurs collègues. C'est une façon d'entretenir la coopération entre les mathématiciens des deux pays et c'est aussi une façon de regarder vers l'avenir et de construire cet avenir en s'appuyant sur le passé et en tirant les leçons d'une histoire hélas tragique à de nombreux égards. Cette année, la pandémie a retardé les opérations mais il y aura bien un Prix en 2020.

Q.O. : *Dans le même esprit que le Prix Maurice Audin, une chaire Maurice Audin de mathématiques vient d'être dernièrement instituée. Elle doit permettre à un mathématicien algérien d'aller poursuivre sa recherche, pendant quelques semaines, avec des collègues en France, et la même chose doit se passer pour un mathématicien français en Algérie. Pouvez-vous nous parler davantage de cette chaire Maurice Audin et des raisons et objectifs qui ont motivé sa création ?*

P.A. : Le 13 septembre 2018, le président de la République française s'est rendu chez ma mère pour lui remettre une déclaration officielle : il y reconnaissait que la France avait institué un système destiné à terroriser la population algérienne (arrestations arbitraires, torture, exécutions sommaires), système dont mon père, comme des milliers d'Algériens, a été

victime. Depuis cette déclaration, un site web 1000autres.org a d'ailleurs été ouvert, qui concerne ces milliers de victimes. Dans les suites de cette déclaration, il y a cette initiative de l'Institut français d'Algérie de créer, en partenariat avec le MESRS, une chaire Maurice Audin qui accueillera un mathématicien français pendant quelques semaines. Cette chaire aurait déjà pu être créée en 2019, mais côté algérien, il n'y avait plus vraiment d'interlocuteur officiel. J'espère que, malgré la pandémie, ce projet va finir par aboutir. En attendant, le CNRS a accepté d'assurer la partie française : création d'une chaire Maurice Audin pour accueillir un mathématicien algérien qui travaillera pendant quelques semaines avec des collègues de sa discipline. La chaire Maurice Audin a ainsi été attribuée pour 2020 à M. Abdennasser Chekroun, maître de conférence à l'université Abou Bekr Belkaid de Tlemcen.

Q.O. : *Vous êtes un Algérien de cœur Monsieur Pierre Audin, l'Algérie, son présent, son avenir, le sort de sa jeunesse ne vous laissent pas indifférent. Votre « idéal algérien » n'est-il pas simplement la poursuite du combat de votre regretté père ?*

P.A. : Comme on dit, les chiens ne font pas des chats. Je suis le fils de Maurice Audin mais aussi le fils de Josette Audin : c'est elle qui m'a élevé, j'avais un mois quand mon père a été arrêté et assassiné. J'ai vécu mon enfance à Alger. Ma mère est née à Bab El Oued, elle a milité pour une Algérie indépendante, elle a passé sa vie à essayer d'abord de retrouver son mari, puis de faire condamner les tortionnaires et l'assassin, puis de faire savoir la vérité. La déclaration présidentielle du 13 septembre 2018 est arrivée quelques mois avant son décès, survenu après 61 ans de combat personnel et militant. Elle se désespérait de voir que l'Algérie n'était toujours pas devenue le pays pour lequel elle et son mari s'étaient battus. Elle s'est éteinte quelques jours avant le déclenchement du Hirak du 22 février 2019. Elle n'aura pas su que le peuple algérien avait repris la lutte, que la jeunesse algéroise manifestait place Maurice Audin pour une Algérie libre, indépendante, démocratique, fraternelle, multiculturelle.

Depuis quelques années il m'arrive de retourner en Algérie pour des actions de diffusion de la culture scientifique, en particulier en mathématiques. A ces occasions, j'ai travaillé avec des étudiantes et des étudiants algériens : ils sont extraordinaires, ils cherchent à apprendre, ils cherchent à expliquer, à faire partager leur plaisir de faire des mathématiques et les autres sciences. Ils veulent participer à la construction de l'Algérie de demain, aider à son développement, l'enrichir grâce à leurs compétences. Plus question pour eux de rester sur le bord du chemin : ils veulent avoir une reconnaissance, une carrière. Il reste beaucoup à faire certes mais ce pays est magnifique, son peuple est merveilleux et sa jeunesse est dynamique. Vendredi après vendredi, mardi après mardi, j'ai vu les reportages et les vidéos réalisés par les journalistes comme Khaled Drareni, j'ai reconnu les mêmes jeunes, passionnés et fiers de leur pays, que ceux avec lesquels j'ai pu travailler : j'ai confiance en eux, ils vont faire avancer l'Algérie.

De l'imprimerie à la numérisation Nous avons raté la première, allons-nous rater la seconde également ?

Beaucoup d'historiens s'accordent à dire que si le monde arabo-musulman a prolongé sa décadence, c'est aussi à cause de son indifférence, sa négligence, voire son hostilité affichée face à cette nouvelle découverte du 14^e siècle, que fut L'IMPRIMERIE.



Par Abdelkader Meknassi

En effet, des théologiens refusèrent cette technique innovante au nom du sacro-saint respect de la tradition et, surtout, pour la préservation de leur notoriété et autorité sans limites sur la masse populaire. Aussi, les copistes ont rapidement formé une puissante corporation, ils sont 80.000 à Istanbul au 17^e siècle, fort peu encline à renoncer à ses privilèges lucratifs, ce qui conduisit les sultans ottomans, Bayazid II (1485) et Sélim Ier (1515) à en interdire l'usage. Un vrai paradoxe pour une nation dont l'écriture sainte recommande fortement la lecture à chacun de ses membres notamment par le premier verset révélé, *ĀḤḤ*, mais qui s'obstine, néanmoins, à refuser de promouvoir une découverte qui devait, justement, mettre le livre à la portée de tous. Une attitude régressive, mercantile, à l'horizon étroit, dont nous payons, sans doute, le prix fort jusqu'à aujourd'hui. Car, si les ouvrages théologiques ont connu un essor important grâce à l'impératif religieux qui leur a garanti une meilleure préservation, voire même une diffusion importante, ceux dédiés aux sciences profanes : astronomie, mécanique, médecine et botanique, n'ont pas eu la même chance.

C'est ainsi que la diffusion du savoir cumulé durant plus de huit siècles, ne semblait pas constituer une priorité pour les califes et les rois de cette époque. D'ailleurs comment pouvait-il en être autrement, des sociétés où de telles sentences : «ABSTIENS-TOI D'APPRENDRE UN MÉTIER SANS MAÎTRE», ou encore, «TON ENNEMI EST CELUI QUI EXERCE TON MÉTIER», sont tenues pour des règles que tout le monde accepte et applique sans réfléchir.

Ainsi, le principe qui consiste à garder jalousement pour soi la connaissance, et à ne la transmettre qu'avec beaucoup de parcimonie, de préférence à son disciple direct, était scrupuleusement appliqué et perpétué d'une génération à l'autre. C'est ainsi qu'on créa sciemment la rareté du livre, et par conséquent la rareté du savoir, aussi, celui-ci devenant le monopole de quelques nantis il ne pouvait que périr avec le temps. Nous

avons, donc, raté cette révolution culturelle et par ricochet la révolution industrielle que l'Europe avait connue à la fin du 18^e siècle avec l'invention de la machine à vapeur de James Watt. Il faut attendre le 19^e siècle et la Nahda (Renaissance) pour voir se développer réellement la typographie, au Caire et à Beyrouth.

ENTRE-TEMPS, QUE S'EST-IL PASSÉ EN OCCIDENT ?

En Occident, en revanche, nombreux furent ceux qui cherchaient un moyen de fabrication permettant la multiplication rapide et à moindre coût de tout genre de publications. Cette découverte va contribuer largement à la diffusion rapide des connaissances techniques et scientifiques, de la pensée philosophique, et de l'art littéraire pendant la Renaissance. Des textes anciens ou plus récents, dans les domaines de la religion, de la littérature, de l'histoire et de la philosophie, connurent une large diffusion. Ainsi, les fidèles furent incités à lire la Bible, désormais facile d'accès. Le mot d'ordre porté par Luther fut d'encourager l'étude personnelle et, notamment, la confiance de chacun en ses propres capacités intellectuelles pour comprendre les écritures sacrées.

Le monde assista donc pour la première fois au Royaume-Uni et en France à la diffusion des premières encyclopédies regroupant tout le savoir humain dans divers domaines, compilé en plusieurs volumes. Diderot et Dalmont entreprirent l'élaboration de la version française de ce travail colossal, qui leur a coûté 24 années de leur vie. Ces derniers défendaient avec zèle, et à juste titre : LE DROIT DE CHAQUE HOMME À LA CONNAISSANCE ET LA LIBERTÉ DE PENSER.

À L'ÈRE DE LA NUMÉRISATION DE LA CONNAISSANCE, SOMMES-NOUS À NOUVEAU EN TRAIN DE RÉÉDITER LES ERREURS DU PASSÉ ?

Aujourd'hui, la numérisation informatique, une nouvelle révolution dans le domaine de la préservation et la diffusion du savoir

humain, ne se limite plus aux objets en 2D (deux dimensions), comme les textes et les images, elle est passée aux objets 3D ; des objets volumiques, à l'image des œuvres archéologiques ou techniques, témoins de l'évolution culturelle et industrielle de l'humanité. Ces nouvelles techniques de protection et de diffusion du patrimoine universel, permettent non seulement l'examen à distance par une approche tridimensionnelle de ces œuvres, mais aussi, lorsqu'elles sont jumelées aux technologies de l'impression 3D, une reconstitution volumique fidèle de ces œuvres, que des visiteurs pourront voir ou, encore mieux, manipuler dans d'autres lieux d'exposition, sans que cela ne présente le moindre risque pour les œuvres originales, demeurant désormais en lieux sûrs. C'est ainsi que des établissements d'enseignement secondaire et supérieur, peuvent aujourd'hui bénéficier de l'emprunt temporaire de ces répliques d'œuvres originales, pour servir de support d'étude aux étudiants et lycéens, comme le fait régulièrement le musée du Louvre à Paris, et d'autres également.

Smartphones, tablettes et liseuses, le support de lecture connaît depuis les années 2000 une mutation fulgurante. Les nouvelles générations lisant de moins en moins les livres sous leur format papier. En effet, les supports numériques semblent détrôner les supports papier, puisqu'ils permettent aujourd'hui d'avoir à portée de quelques clics des milliers d'ouvrages et tous autres produits numériques : journaux, périodiques, documents audios et vidéos... Une véritable médiathèque ambulante tenant entre le pouce et l'auriculaire, avec de surcroît, en matière de recherche documentaire, l'avantage incontournable qu'offre les multiples liens hypertextes.

Le monde occidental a pris, encore une fois, conscience, contrairement à nous, de l'importance de cette mutation vers le numérique pour l'archivage et la diffusion du savoir et de la culture universelle. Beaucoup de pays n'ont pas lésiné à mettre les moyens idoines pour ne pas enregistrer de retard par rapport aux autres. Le gigantesque marché du WORLD WIDE WEB est devenu un es-

pace de brassage des cultures du monde entier, une AGORA à la taille de la planète, où des milliards d'idées voyagent, se croisent, se côtoient, et se fécondent mutuellement. Même les barrières de la langue sont tombées grâce aux algorithmes de traduction en temps réel.

SI LE 18^e SIÈCLE FUT CELUI DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE, LE 21^e SIÈCLE SERA INCONTESTABLEMENT CELUI DE LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

Des bibliothèques et médiathèques numériques voient le jour un peu partout, depuis plus de quinze ans. Précurseur dans le domaine, l'entreprise Google lance en 2004 «Google Books» qui propose aujourd'hui pas moins de 25 millions d'ouvrages, d'autres institutions lui emboîtent le pas à leur tour, en proposant en libre consultation et téléchargement leurs collections d'ouvrages numérisés, à l'instar de «Gallica», le pôle numérique de la Bibliothèque nationale de France en 1997, qui propose à l'heure actuelle pas moins de 5 millions de documents numériques «Europeana», une plateforme d'accès aux bibliothèques numériques des pays européens en 2008, avec plus de 50 millions de produits numériques mis à disposition des internautes, la «British Library» en 2012, une des plus fournies, avec pas moins de 170 millions de références et 14 millions de livres archivés, la «Digital Library of America» en 2010, offrant un libre accès à plus de 36 millions d'objets numériques, et d'autres encore. Ainsi, Wikipedia recense, aujourd'hui, pas moins de 190 institutions dans le monde offrant un accès libre à des contenus informatifs numériques.

ET SOUS LE CIEL ALGÉRIEN, QUOI DE NEUF ?

Très peu d'initiatives ont vu le jour sous le ciel algérien, comme «Khizana algérienne du patrimoine», ou «Nooobooks» ; encore dans un stade embryonnaire puisque le nombre d'ouvrages numérisés reste très faible, quelques milliers seulement. Les sites en ligne dédiés, censés proposer des services de consultation et de téléchargement d'ouvrages, sont très souvent inaccessibles.

Quelle place allons-nous réserver à ces nouvelles technologies de préservation et de diffusion du savoir ? Quelles garanties avons-nous de préserver notre patrimoine culturel et nos valeurs pour la postérité, si nous prenons le risque de faire abstraction de ces nouveaux modes de conservation et de transmission de notre mémoire collective ? Quelle place aurons-nous dans ce monde si notre pensée est absente dans le Big Data qui s'offre à notre jeunesse et au monde entier ? Quelles attaches nos enfants auront-ils avec leur passé si celui-ci n'a plus sa place dans la modernité et se laisse ensevelir sous les strates du temps qui passe ? Nos enfants sont happés par les pays qui ont fait de la modernité leur crédo, comme le sont nos richesses naturelles à l'état brut, d'ailleurs.

Allons-nous rester passifs devant cette hémorragie qui nous vide de notre substance, faisant de nous un tronc d'arbre creux dont les racines ne sont plus connectées aux feuilles, à tel enseigne qu'ils ne donnent naissance qu'à des fruits insuffisamment mûrs, ou au contraire, allons-nous provoquer ce sursaut qualitatif tant espéré, afin de susciter un éveil collectif de la conscience citoyenne qui, pour le moment, a pris la forme d'un HIRAK agréant toutes les générations, et provoquant un volume d'échange inédit d'informations sur les réseaux sociaux ?

CETTE EFFERVESCENCE NUMÉRIQUE VA-T-ELLE ENFIN ACCOUCHER D'UNE CONSCIENCE CITOYENNE ET ÉVEILLÉE, POUR ASSUMER PLEINEMENT SON DESTIN ?

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'EL BAYADH

DAIRA D'EL BAYADH

COMMUNE D'EL BAYADH

NIF : 098432015682

Avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales.

N°05/2020

Le président de l'APC d'El Bayadh lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour l'opération suivante :

انجاز الطريق الرابط رأس العين الكرابو على مسافة 1,2 كم بلدية البيض

Les soumissionnaires qui sont intéressés par le présent avis d'appel d'offre peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés publics (APC D'EL BAYADH) contre une somme de 8000.00DA.

Les offres doivent être déposées au niveau du secrétariat du P/APC de la commune d'el bayadh accompagnées obligatoirement des pièces et documents exigés par la réglementation en vigueur et correspondant au cahier des charges :

* **DOSSIER DE CANDIDATURE** : Comprend :

- La déclaration de candidature .

- La déclaration de probité.

- Les statuts pour les sociétés

- Certificat de qualification et de classification professionnelle catégorie quatre (04) ou plus activité principale travaux publics. En cours de validité.

- les bilans financiers de l'entreprise des trois (03) derniers années

- moyens humains doit être justifiés par la DAS ou affiliation par la CNAS diplôme attestation de travail CV

- moyens matériels appuyés par des cartes grise et assurances en cours de validité pour le matériel roulant et PV de constat de l'huissier de justice de l'année courant pour autres matériels.

- Références professionnelles de l'entreprise. Appuyée par des attestations de bonne exécution.

- Le numéro d'identification fiscale (NIF)

- C20.

* **OFFRE TECHNIQUE** : Comprend :

- La déclaration à souscrire signée par le soumissionnaire.

- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « Lu et accepté ».

- planning prévisionnel des travaux signé avec délai de réalisation

- un mémoire technique justificatif des documents constituent l'offre technique

* **OFFRES FINANCIERES** : Comprend :

- Lettre de soumission dûment remplie et signée .

- Bordereau des prix unitaires (BPU)

- Le devis quantitatif et estimatif (DQE)

- les soumissionnaires déposeront une enveloppe extérieure fermée anonyme renfermant trois (03) plis fermés et séparés l'un comportant (dossier de candidature) l'autre (l'offre technique) et la 3ème comportant (l'offre financière).

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 05/2020

OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

انجاز الطريق الرابط رأس العين الكرابو على مسافة 1,2 كم بلدية البيض

les délais accordés est de 15 jours à compter de la première parution de l'appel d'offres dans les quotidiens nationaux les offres doivent être déposées à l'adresse sus-indiquée au plus tard le jour ouvrable correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 14 heures 00mn.

- Toutes offre reçue après expiration du délai de dépôt des offres, sera écartée, le cachet de la poste ne fait pas foi.

- L'ouverture des offres candidature, techniques et financières aura lieu de dernier jour correspondant à la limite de dépôt des offres à 14 heures 00mn au siège de L'APC en séance publique et en présence des soumissionnaires.

- les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 105 jours à compter de la date de dépôt des offres.

EL BAYADH LE 30/06/2020
LE P/APC

ANEP N° 2031004432 Le Quotidien d'Oran 30/06/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE TLEMCCEN
ADRESSE : HAI NASSIM IMAMA-TLEMCCEN
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCAL : 096813510015929



N° d'enregistrement : 3.61.....D.M.O/2020

Tlemcen le : 24 JUIN 2020

Avis d'attribution provisoire N° 01/B.E.T/2020

Conformément aux dispositions des articles N° : 65 et 82 du Décret Présidentiel N°: 15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le Directeur Général de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la Wilaya de Tlemcen informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à l'avis d'appel d'offres du concours national de maîtrise d'œuvre restreint (étude et suivi des travaux en « T.C.E » y compris « V.R.D ») N° : 01/B.E.T/2019, relatif au projet de construction de 350 logements publics locatifs (L.P.L) à Chetouane (Ouzidane / El Hamri), Commune et Daira de Chetouane, paru dans la presse nationale « Le Quotidien d'Oran » et « المجتمع » en date du 10 Décembre 2019, qu'à l'issue de la séance de la commission de jury tenue en date du 10 Juin 2020, et de la commission d'évaluation des Offres en date du 23 Juin 2020, le marché public de maîtrise d'œuvre est attribué provisoirement au soumissionnaire (bureau d'étude) suivant :

Bureau d'étude (matricule fiscal)	Note totale (prestation + financière y compris bonus) (sur 114 points)	Délai des études	Délai prévisionnel de suivi des travaux	Critère de choix	Montant corrigé de l'Offre financière en « T.T.C » (étude et suivi) en (D.A)
LEHFA Abdelkarim (ARTEC) 197913010023542	99,88	Trois (03) Mois soit Quatre Vingt Dix (90) jours	Quarante Cinq (45) Mois	Meilleure Offre	41 932 118,59

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs dossiers de candidatures, des Offres techniques, des Offres des prestations et des Offres financières, sont invités à se rapprocher des services de l'O.P.G.I, sis à Hai En Nassim, Mansourah Tlemcen, au plus tard dans les trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis d'attribution provisoire du marché public, pour leur communiquer les résultats, par écrit.

Le soumissionnaire qui conteste l'attribution provisoire du marché public, peut introduire un recours, auprès de la commission de contrôle externe des marchés publics de l'Office (Mme la Directrice de Logement de la Wilaya de Tlemcen), où il va être transmis auprès de la Commission compétente, dans les dix (10) jours à compter de la première publication du présent avis d'attribution, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public « B.O.M.O.P », la presse nationale ou le portail des marchés publics. Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date limite de dépôt de recours est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

LE DIRECTEUR GENERAL

ANEP N° 2031004412 Le Quotidien d'Oran 30/06/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU DE LA WILAYA DE SIDI BEL ABBES

ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15.247 les 16.09.2015 portant réglementations des marchés publics et délégations des services publics, La Direction des Ressources en Eau de la Wilaya de SIDI BEL ABBES informe l'ensemble des entreprises soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales relatif au :

- Acquisition d'équipements de secours-Lot n°04-

dans le cadre de l'opération : « Approvisionnement de la zone Nord Est de la wilaya à partir du système d'AEP du barrage CHEURFA ».

Paru par voie de presse dans les quotidiens nationaux « Quotidien d'Oran » et « الشعب » en date du 31/05/2020 .que l'attribution provisoire a été établie comme suit :

Intitulé du projet	Entreprise retenue	Montant de l'offre	Délai
Acquisition d'équipements de secours-Lot n°04-	ETH LAHLOUH OMAR	7.448.210,00 DA TTC	03 Mois

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis auprès de comité des marchés publics de la wilaya de SBA et ce conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 15.247 du 16.09.2015 portant réglementation des marchés publics et délégations des services publics

LE DIRECTEUR DES RESSOURCES EN EAU

ANEP N° 2031004409 Le Quotidien d'Oran 30/06/2020

TIZI-OUZOU

Reprise timide du transport privé de voyageurs

La reprise d'activité du transport privé des voyageurs, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, annoncée pour dimanche par les transporteurs, s'est faite timidement, a-t-on constaté dans les stations intermédiaires du chef-lieu de wilaya.

Les transporteurs privés de voyageurs qui n'ont pas repris leur activité, depuis le 14 juin courant, date d'entrée en application de la mesure de déconfinement total de la wilaya de Tizi Ouzou, ont décidé, lors d'une réunion qu'ils ont tenue jeudi dernier à la station d'Oued Aissi, de reprendre le travail en début de semaine avec une augmentation des tarifs. Avant-hier matin, les stations intermédiaires de Boukhalfa, Oued Aissi, Béni Douala, et la gare multimodale de Bouhinoune sont restées quasiment désertes. Seuls quelques transporteurs privés urbains et interurbains ont repris l'activité. Le transport urbain au chef-lieu de wilaya entre les stations intermédiaires, qui était assuré depuis le déconfinement, par l'Entreprise publique de transport urbain et subur-

bain de voyageurs de Tizi-Ouzou (ETUSTO), a été renforcé, par quelques transporteurs privés qui n'ont pas pratiqué d'augmentation des tarifs, selon des voyageurs approchés par l'APS.

D'autres transporteurs de la commune de Tizi-Ouzou, assurant la liaison entre les villages et la ville, notamment ceux de Boukhalfa et Redjaoua, ont aussi repris du service.

Par ailleurs, le transport interurbain demeure grandement perturbé. Seuls des transporteurs de quelques communes ont repris à l'instar de Maatkas, Draa Ben Khedda, Béni Douala, Tirmatine et Béni Zmenzer, a-t-on constaté. Les raisons de cette situation sont liées principalement à l'augmentation des tarifs que la majorité des transporteurs veulent pratiquer.

Une hausse décidée de manière «unilatérale» donc «illégal» et «ne sera pas tolérée», a indiqué, vendredi dernier, à l'APS, le directeur local des Transports Samir Nait Youcef. Il avait réaffirmé les mêmes propos, le lendemain, samedi, sur les ondes de la radio locale. «La mise

en garde du directeur des Transports qui a rappelé que toute augmentation des tarifs du transport doit se faire dans un cadre réglementaire, en concertation avec la tutelle, a fait hésiter ceux qui voulaient revoir les prix du transport à la hausse», ont déclaré des transporteurs ayant repris leur activité.

Pour leur part, des transporteurs n'ayant pas encore repris le service, ont qualifié la situation «d'anarchie totale», soulignant que «certains ont repris l'activité avec les anciens tarifs tandis que d'autres ont augmenté les prix, et parfois sur la même ligne», selon leurs propos. Quant aux mesures barrières contre le Covid-19, le port de masque sanitaire à l'intérieur des véhicules de transport n'est pas respecté par la majorité des voyageurs, mais aussi des receveurs et chauffeurs, qui le portent sous le menton, suspendu à une oreille ou encore certains, dans la poche, a-t-on constaté. Contacté par l'APS pour une réaction à propos de cette situation, le directeur des Transports était injoignable.

Des renforts pour la police

Trois (3) nouvelles structures sécuritaires ont été inaugurées, dimanche, à Tizi-Ouzou, par le Contrôleur de police Fouad Sib, directeur général de l'Administration générale à la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et représentant personnel du DGSN, Khelifa Ounissi. Il s'agit d'une Sûreté urbaine extra-muros dans la commune de Timizart, au nord-est de Tizi-Ouzou, et d'une Sûreté urbaine, la 9^{ème}, à Redjaoua, sur les hauteurs du chef-lieu

de wilaya, en attendant l'ouverture de nouvelles structures dans les nouveaux quartiers, constituant l'extension de la 'ville des Genêts'. M. Sib, accompagné des autorités locales, a procédé également, lors de sa visite, à l'inauguration d'un Centre médico-social pluridisciplinaire, destiné au personnel de la Sûreté de wilaya et de leurs ayants-droit pour leur prise en charge médicale et sociale. Avec l'inauguration de ces deux nouvelles structures sécuritaires, la

couverture sécuritaire par la Sûreté nationale est portée à 90% pour les daïras, (20 sur les 21 que compte la wilaya), et à 30% dans les communes, (24 sur les 67 communes). D'autres structures sécuritaires sont en chantier dans les communes de Béni-Zmenzer, Tirmatine et Ait Yahia Moussa, tandis que les travaux de la Sûreté de daïra de Béni-Yenni seront lancés prochainement, pour «l'amélioration de la couverture sécuritaire», a-t-on indiqué lors de cette visite.

Nouveau système dans la gestion des factures d'électricité et de gaz

La Concession de distribution de gaz et d'électricité de la wilaya de Tizi-Ouzou a informé, dimanche, du lancement du nouveau système d'information pour la gestion de la clientèle (CRMS) pour le paiement des factures, expliquant dans son communiqué que «ce nouveau système, déjà opérationnel, permet aux clients de la Société algérienne de distribution de

l'électricité et du gaz (SADEG) de s'acquitter instantanément de leurs factures dans toutes les agences commerciales de cette société, à travers le territoire national. Ce mode de paiement concerne l'ensemble de ses clients (ménages, secteur économique, clients facturés sur mémoire), utilisant la haute et la moyenne tension ainsi que la haute et moyenne pression, a-t-on

précisé de même source. Les clients ont aussi la possibilité de régler leur consommation par carte interbancaire».

Les abonnés, ménages et non-ménages, peuvent également régler leur redevance dans tous les bureaux de poste à travers le territoire national. La consultation et le paiement des factures peut, aussi, se faire en ligne via le site «www.sadeg.dz», a-t-on rappelé.

M'SILA

Des transporteurs refusent la nouvelle gare routière

Plusieurs dizaines de transporteurs de voyageurs par bus et taxis se sont rassemblés devant le siège de la wilaya de M'sila pour protester contre la décision de leur transfert vers la nouvelle gare routière. Des transporteurs ont déclaré à l'APS que «l'ancienne gare routière située à côté de la zone industrielle est plus proche des voyageurs, contrairement à la nouvelle

gare installée près de la gare ferroviaire». Ils ont également soutenu que «la nouvelle gare ne peut pas accueillir le grand nombre de bus et de taxis exploitant les diverses lignes urbaines et inter-villes», proposant de procéder à des aménagements dans l'ancienne gare et de les y maintenir. Pour sa part, le wali de M'sila, Cheikh Laârdja, a réaffirmé que la fermeture de

l'ancienne gare est venue à la suite des multiples insuffisances qui y ont été relevées, dont notamment l'absence de structures d'accueil pour les voyageurs à l'instar de cafés et restaurants, le défaut d'éclairage public et le manque de sécurité. Il a affirmé que la nouvelle gare est dotée de tous les équipements nécessaires pour assurer tous ces services.

ALGER

Covid 19 : appel à l'intensification des contrôles dans les commerces à Sidi M'hamed

La wali déléguée de la circonscription administrative de Sidi M'hamed, Fouzia Naama, a appelé, dimanche à Alger, les membres du comité mixte relevant de la cellule de crise chargée de la lutte contre la propagation de l'épidémie de la Covid-19, à intensifier leurs contrôles dans les commerces pour veiller au respect des mesures barrières par les commerçants, en proposant la fermeture immédiate des commerces des contrevenants, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la circonscription administrative. Présidant la réunion périodique de la cellule de crise constituée dans sa circonscription administrative, dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de nouveau coronavirus, Mme Naama a souligné la nécessité pour le comité mixte, composé de représentants des Services communaux, du Bureau d'hygiène, des services de la Sûreté et de la direction du Commerce, de poursuivre son travail, sur le terrain pour veiller au respect des mesures barrières, par les commerçants, à travers l'intensification des contrôles dans les commerces et la proposition de la fermeture immédiate et de la mise sous scellés des commerces des contrevenants, en vue de la promulgation de la décision de fermeture immédiate par les services

communaux, lit-on sur le site officiel de la wilaya d'Alger. Avec les représentants des services de la Sûreté de la circonscription, des établissements de la wilaya, de la direction de la Santé et de l'Hygiène, de la Protection civile et d'Algérie Télécom, et les secrétaires généraux des communes, Mme Naama a examiné l'état de mise en oeuvre du programme tracé et les différentes mesures visant à endiguer la propagation de l'épidémie, notamment celles liées à la désinfection et à la mise à disposition des citoyens des moyens de protection. Dans le cadre des mesures à respecter, la responsable a appelé les membres du comité mixte «à ne pas autoriser les propriétaires de commerces de gâteaux traditionnels à vendre des boissons chaudes, comme le café ou le thé, qu'après la promulgation des décisions y afférentes», et à poursuivre la sensibilisation des citoyens à davantage de vigilance, de discipline et de sens de responsabilité, en observant les gestes et mesures barrières, notamment les mesures d'hygiène et de distanciation physique, outre la prévention qui reste le meilleur moyen de lutte contre la propagation de la pandémie, ajoute la même source.

La cellule de crise a également évoqué la poursui-

te des opérations d'assainissement et de désinfection des bâtiments, édifices, rues et cités, relevant de la circonscription administrative, outre la lutte contre le commerce parallèle par les services de sécurité, en intensifiant les sorties sur le terrain «en vue de contrôler et de fixer les points de vente des moutons pour l'Aïd, et ce, dans le cadre de la prévention contre le nouveau coronavirus, étant donné que la circonscription administrative est classée zone urbaine».

Par ailleurs, la wali déléguée a présidé une réunion de la commission de l'Environnement, en présence des responsables communaux, des établissements d'hygiène de wilaya et de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), pour évaluer les travaux réalisés, la semaine dernière et déterminer ceux de la semaine prochaine, selon la même source.

La responsable a insisté sur la poursuite de l'assainissement et de la désinfection des marchés de la circonscription, tout en insistant sur l'impératif de leur contrôle régulier et de l'application des mesures préventives pour endiguer la propagation de la Covid-19 et fixer les points noirs dans les communes de la circonscription, outre la programmation d'une opération de rattrapage.

Inauguration du nouveau siège de la BRI à Baraki

Le nouveau siège de la Brigade de recherche et d'investigation (BRI), relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger (SWA) a été inauguré, dimanche, à la circonscription administrative de Baraki, en présence du wali d'Alger, de cadres de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et du chef de wilaya. L'inauguration de l'unité opérationnelle de la BRI relevant du service de wilaya de la Police judiciaire de la sûreté de wilaya «coincide avec la célébration du 58^{ème} anniversaire de la création de la Police algérienne», a déclaré à la presse le directeur de la Police judiciaire, à la DGSN, le contrôleur de police, Hadj Said Arezki.

Cette unité constitue «un nouveau jalon à ajouter aux différentes infrastructures sécuritaires qui seront mises en services dans les jours à venir», a-t-il ajouté, soulignant que toutes ces structures permettront, incontestablement, de rap-

procher les Services de police du citoyen, dans le cadre de l'action de proximité. Le Contrôleur de police, Hadj Said Arezki a estimé qu'elle pourra, à la faveur de cette inauguration, s'acquitter des missions qui lui sont dévolues avec professionnalisme et efficacité, notamment en matière de lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, dont le crime organisé en vue de la protection du citoyen et de ses biens. Pour sa part, le chef de la Sûreté de wilaya d'Alger, le contrôleur de police Mohamed Bettache, a indiqué que l'inauguration du nouveau siège de la BRI «s'inscrit dans le cadre du renforcement des structures policières, en application des orientations du directeur général de la Sûreté nationale concernant la garantie de la sécurité du citoyen et de ses biens en luttant contre la criminalité conformément aux lois de la République et aux principes des droits de

l'Homme». L'objectif de ces structures est la lutte contre la grande et moyenne criminalité, notamment la lutte contre le crime organisé, le démantèlement des réseaux criminels et la présentation des prévenus devant les juridictions compétentes, a-t-il expliqué. «En outre, la BRI exécute des commissions rogatoires aussi bien nationales qu'internationales sur réquisition des autorités judiciaires en sus du soutien aux autres services de police, en matière d'assistance technique et opérationnelle», a-t-il ajouté. Accompagné des responsables sécuritaires, du président de l'Assemblée populaire de wilaya, Karim Bennour ainsi que d'anciens membres des Scouts musulmans algériens et de représentants de la société civile, le wali d'Alger, Youcef Charfa a visité les différents services de la BRI où ils ont écouté des explications sur les différents départements.

La délégation a visité, en outre, une exposition des différents équipements et matériels utilisés dans l'élucidation des affaires traitées.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

08 dhoul el qida 1441

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
03h42	12h52	16h44	20h14	21h55



JIJEL

Corruption : un employé de la direction du commerce sous mandat de dépôt

Un employé de la direction du commerce (DC) de la wilaya de Jijel a été placé dimanche sous mandat de dépôt pour «abus d'influence» et «solicitation d'indus privilèges», rapporte un communiqué du procureur de la République près le tribunal de Jijel. «Agissant sur la base de la plainte déposée par le dénommé (L. A.), gérant de l'entreprise Texenna eau minérale, contre S. A., employé à la direction locale du commerce pour extorsion d'ar-

gent en contrepartie de la non-application des mesures de fermeture de l'entrepôt de l'opérateur économique, les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire ont ouvert une enquête préliminaire», indique le communiqué dont l'APS a reçu une copie. Le document précise qu'«une souricière a été mise en place par la suite et a permis d'arrêter l'individu en flagrant délit de corruption après avoir perçu 300.000 DA». Après le parachèvement de l'enquête préliminaire,

le mis en cause dans cette affaire a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Jijel pour «abus d'influence et sollicitation d'indus privilèges», des faits qui sont punis par la loi, rappelle la même source. L'affaire a été renvoyée devant les tribunaux conformément aux procédures de comparution immédiate.

Le procès du mis en cause dans cette affaire a été reporté à la demande de sa défense, conclut le communiqué.

Les bénéficiaires d'un lot de logements ruraux protestent

Les bénéficiaires d'un lot de terrain pour la construction de logements ruraux groupés dans la commune Emir Abdelkader (12 km à l'Est de Jijel) ont fermé l'accès du siège de l'APC de cette collectivité locale pour réclamer «des solutions d'urgence» leur permettant la réalisation du projet. «Les services concernés ont mis beaucoup de retard dans le lancement effectif du projet de réalisation de logements ruraux groupés», soulignent les protestataires, exigeant, au cours d'une ren-

contre avec le président de l'APC de cette commune, «qu'une solution définitive à ce problème soit trouvée pour entamer les travaux d'aménagement du terrain devant accueillir le quota de 45 logements ruraux».

De son côté, le président de l'APC de la commune Emir Abdelkader, Samir Benaouata, a indiqué à l'APS, que «des circonstances multiples, dont la situation liée à l'épidémie du coronavirus avec la mesure de mise en congé de 50% du per-

sonnel de la commune, ont affecté le parachèvement des procédures administratives du projet». «Toutefois, ces procédures ont pris leur cours depuis un certain temps, mais leur aboutissement nécessite du temps», a ajouté l'édile. Les protestataires avaient fermé pendant deux mois, de la mi-janvier à la mi-mars passés, le siège de l'APC Emir Abdelkader pour demander aux autorités de wilaya d'ouvrir une enquête sur cette situation et hâter la concrétisation du projet de logements ruraux.

Décès d'un pompier

Un agent de la Protection civile est décédé suite à une opération d'extinction d'un incendie de déchets de bois à proximité de la zone industrielle de Bellara, dans la commune de El-Milia (Jijel), indique lundi un communiqué de la Direction générale de la Protection civile. Il

s'agit du caporal Radil Boulmelh, âgé de 43 ans, qui a subi un malaise sur le lieu de l'incendie, où des soins de première urgence lui ont été prodigués par ses collègues, avant d'être évacué vers l'hôpital local d'El-Milia où il est décédé, précise la même source. Le défunt était chargé de la sur-

veillance et de la protection d'un ensemble de groupes électrogènes, afin d'éviter la propagation de l'incendie à ce matériel.

Le regretté a rejoint la Protection civile en mai 2001, comme agent de ce corps au niveau de l'unité secondaire de Sidi-Maarouf.

EL TARF

Distribution en juillet de près de 1.200 logements LPP

Un total de 1.183 logements promotionnels publics (LPP) seront distribués dans la wilaya d'El Tarf à l'occasion de la célébration du double anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse, coïncidant avec le 5 juillet, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Le quota de logements est actuellement en voie d'achèvement et de levée des réserves émises lors d'une récente visite d'une commission de tutelle, a-t-on indiqué, précisant qu'il concerne

500 LPP au niveau du Lac des Oiseaux, 333 autres à Chatt et le reste à Chebaïta Mokhtar. Les visites d'inspection du taux d'avancement des travaux se sont, dans ce contexte, multipliées à travers ces sites, a-t-on détaillé, assurant que le chef de l'exécutif local, Harfouche Benarar, veille à ce que les chantiers soient achevés dans le respect des normes de qualité. Destinés à l'amélioration des conditions de vie des populations, ces logements, auxquels s'ajoutent 266 aides

dédiées à l'habitat rural, sont inscrits dans le cadre d'un programme global de wilaya portant sur la concrétisation de plus de 6.000 unités, dont 2.320 logements dans la daïra de Ben M'hidi, 500 autres dans la daïra de Besbes, 750 autres à El Kala, 1.190 pour Dréan et 1.040 à El Tarf. Il convient d'indiquer que la conjoncture sanitaire exceptionnelle due au Covid-19 a été à l'origine de «grands retards» dans la cadence des travaux, en raison de la suspension des chantiers.

TÉBESSA

Près de 300 projets retenus pour les zones d'ombre

Pas moins de 296 projets de développement dans le secteur des ressources en eau ont été retenus en faveur des zones d'ombre de la wilaya de Tébesa, a annoncé dimanche le responsable de ce secteur, Zaki Benchikh Elhocine. Il s'agit de 230 projets de raccordement des zones enclavées au réseau d'alimentation en eau potable (AEP) et 66 opérations de raccordement au réseau d'assainissement, a indiqué à l'APS, le même responsable, précisant qu'un certain nombre de projets a été lancé tandis que les autres seront entamés «après obtention des enveloppes financières». La concrétisation de ces opérations qui interviennent en application des directives du gouvernement est susceptible d'améliorer les conditions

de vie des habitants de ces zones éloignées et de les fixer dans leur localité d'origine, a indiqué la même source. Par ailleurs, M. Benchikh Elhocine a révélé qu'un réservoir d'une capacité de 5.000 m³ a été récemment mis en exploitation dans la nouvelle zone urbaine «Eddokane» (chef-lieu de wilaya), assurant que ce dernier contribuera à l'amélioration de l'alimentation des habitants de cette agglomération en eau potable. S'agissant du projet de réalisation d'un réservoir de 5.000 m³ au niveau du nouveau pôle urbain «Boulhaf Eddir», le directeur des ressources en eau a affirmé que «le taux d'avancement des travaux de cet ouvrage hydraulique a atteint 80%». A noter que ce pôle urbain abrite le projet de réalisation d'un

lot d'habitat de type location-vente relevant du programme de l'Agence d'amélioration et du développement et de développement du logement (AADL), dont le chantier enregistre un rythme «soutenu» des travaux pour permettre la réception de ce quota de logements «incessamment».

Le même responsable a relevé qu'un projet de réalisation de deux (2) forages profonds est «en cours d'exécution» et sa mise en exploitation devra doter en eau potable les habitants de cette zone ainsi que le nouveau pôle universitaire.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

08 dhou el qida 1441

El Fedjr
03h31Dohr
12h38Assar
16h30Maghreb
19h59Icha
21h39

GUELMA

Rénovation des établissements hôteliers

Les responsables des établissements hôteliers et des complexes thermaux de la wilaya de Guelma ont mis à profit la période d'interruption d'activités imposée par la propagation du nouveau coronavirus pour lancer les travaux de rénovation et de restauration, a indiqué dimanche la directrice locale du tourisme, de l'artisanat et du travail familial, Majda Zenadi. Les complexes thermaux de Hammam Debagh, Hammam Ouled Ali et certains établissements hôteliers du chef-lieu ont exploité la période d'arrêt forcé des activités depuis mars dernier pour effectuer des travaux de réaménagement afin d'améliorer leurs prestations et conditions d'accueil, a indiqué à l'APS Mme Zenadi. Les visites effectuées depuis le début de l'application des mesures de confinement dans les régions de Hammam Debagh et Hammam Ouled Ali ont permis

aux équipes de la direction du tourisme de s'enquérir des travaux ayant ciblé essentiellement les chambres d'hôtel, les bungalows, les cabines des hammams, les piscines et les espaces extérieurs, a-t-elle ajouté. Mme Zenadi a souligné, dans ce contexte, qu'un hôtel privé du chef-lieu de wilaya a également fait l'objet de travaux de rénovation durant cette période de confinement afin de se préparer au mieux à l'après-coronavirus. Selon la même source, le secteur hôtelier de la wilaya de Guelma dispose d'un total de 1.561 lits centrés notamment à Hammam Debagh et Hammam Ouled Ali. Neuf (9) autres projets relevant du secteur du tourisme sont en cours de réalisation, a indiqué Majda Zenadi, avant de préciser que ces derniers, une fois réalisés, devraient renforcer les capacités d'accueil dans cette wilaya avec plus de 1.000 lits supplémentaires.

SÉTIF

Un nouvel hôpital de 60 lits à Beni Azouz

Un nouvel hôpital d'une capacité de 60 lits a été inauguré dimanche dans la commune de Beni Azouz, distante de 70 km au nord-est de Sétif. «Cet établissement sanitaire dont la réalisation a mobilisé 550 millions DA dispose de plusieurs services de chirurgie générale, de médecine interne, de pédiatrie et de gynécologie obstétrique avec 15 lits pour chaque service ainsi que des équipements médicaux nécessaires», a précisé le wali, Mohamed Belkateb, qui a présidé la cérémonie d'inauguration de cet acquis. L'hôpital compte également un service des urgences médicochirurgicales, un centre de radiologie, un laboratoire central, une pharmacie et une unité d'épidémiologie et de médecine préventive, selon la même source. Cet édifice «important» est ap-

pelé à promouvoir les prestations médicales assurées pour la population de la région et d'atténuer la pression sur les hôpitaux d'El Eulma et Ain Kebira qui couvrent les besoins des habitants des 20 communes voisines, a souligné le chef de l'exécutif local. Trois (3) polycliniques actuellement en phase d'équipement seront prochainement ouvertes à Djermane, El Mahdia et Guellal, selon les données de la direction de la wilaya de la santé et de la population. La wilaya de Sétif compte un CHU, cinq (5) établissements publics hospitaliers (EPH) et quatre (4) établissements hospitaliers spécialisés (EHS) totalisant une capacité de 2.730 lits en plus de 9 établissements publics de santé de proximité (EPSP), 68 polycliniques et 230 salles de soins, selon la même direction.

CONSTANTINE

La CNR lance une campagne de vulgarisation de la plateforme «Arracom»

A. Zerzouri

L'outil numérique étant devenu une norme adaptée et régulièrement exploité dans les relations entre la CNR et ses adhérents, l'antenne de la wilaya de Constantine de la Caisse nationale des retraités a lancé une campagne d'information sur la plateforme électronique «Araacom» (vos avis), visant à recueillir les avis des retraités sur les différentes questions se rapportant aux services présentés par la caisse et aux possibilités d'amélioration. «Cette plateforme permet aux citoyens, en particuliers les experts, universitaires, professeurs, chercheurs, syndicalistes et aux représentants de la société civile d'exprimer leurs avis et leur point de vue sur les services fournis et proposer des solutions aux problèmes soulevés», a relevé le chargé de communication de la Caisse locale. Dans ce cadre, en sus de l'organisation

d'émissions radiophoniques, le siège de la Caisse s'est mis à l'heure de cette campagne, notamment avec l'installation d'un écran tactile connecté à Internet au niveau de l'accueil, donnant accès public à la plateforme, offrant aux retraités une opportunité pour discuter des contraintes rencontrées ou faire des propositions pour aller vers une meilleure prise en charge des doléances et préoccupations. La CNR, qui compte parmi ses adhérents de nombreux universitaires et professeurs, qui possèdent une grande expérience dans le domaine socioprofessionnel sollicite ces derniers pour proposer des solutions aux problèmes de l'emploi et assurer la pérennité de la Caisse, et d'une manière générale partager leurs opinions et suggestions sur cette plateforme concernant le secteur du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, souligne le chargé de la communication, M. Imed. Ajoutant que la plateforme vise le rapprochement de l'administration du citoyen et se présente comme un outil de proposition des pistes de solutions pour gérer au mieux les problèmes soumis.

TIARET

Covid-19 : tous les rassemblements interdits

El-Houari Dilmi

Le wali de la wilaya, M. Med Amine Dramechi, a pris un arrêté dimanche pour interdire tous les rassemblements dans tout le territoire de la wilaya « sous peine de sanctions sévères », apprend-on auprès du cabinet du

wali. En effet, l'article 1 de l'arrêté wilayal impose la distanciation physique et l'interdiction des rassemblements de plus de deux personnes. Le même article interdit formellement toutes les fêtes de mariages, les cortèges nuptiaux et les veillées mortuaires.

Le wali a donné des instructions

strictes aux services de sécurité pour veiller à l'application de ces mesures visant à la lutte contre la propagation du Covid-19 et surtout leur respect strict par les citoyens. Jusqu'à dimanche 28 juin, la wilaya de Tiaret enregistrait 237 cas confirmés et aucune contamination durant les dernières 48h.

Enfin le gaz de ville pour 190 familles

E. H. D.

Trente-six familles habitant une zone rurale au lieu-dit « Draoua » dans la commune de Sebt ont goûté samedi dernier aux joies du gaz de ville, après avoir attendu près

d'une trentaine d'années et souffert le martyre avec la bouteille de gaz. En effet, le wali, accompagné des responsables et élus locaux, a présidé une cérémonie symbolique de raccordement au réseau public de gaz naturel, avant de se rendre au

lieu-dit « Si Abdelmoumène » dans la commune de Ain Bouchekif où 160 familles ont pu bénéficier du gaz de ville. A noter que le taux de couverture en gaz de ville devrait atteindre les 98% avant la fin de l'année, selon la direction de l'énergie.

Un nouveau siège pour la sûreté de daïra de Rahouia

Le nouveau siège de la sûreté de daïra de Rahouia, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de Tiaret, a été inauguré dimanche en présence du wali de la wilaya, du P/APW et du chef de sûreté de wilaya. Avec cette nouvelle infrastructure, la wilaya atteint presque les 100% de couverture sécuritaire, selon le premier responsable du secteur.

En effet, la réception prochaine du nouveau siège de sûreté de daï-

ra Meghila doté de logements, de deux sièges de sûreté urbaine à haï «Amer Meziane» et «Zemala» dans la commune de Tiaret, «contribuera à la préservation de la sécurité dans les nouvelles cités d'habitation», selon les responsables de la sûreté de wilaya.

Toujours selon ces derniers, l'existence de la sûreté de daïra de Rahouia et le célibatoire de Ksar Chellala sont en cours de réaménagement pour être reconvertis en

sûreté urbaine ou de la brigade mobile de la police judiciaire, de même que deux anciens sièges des sûretés de daïra afin de créer deux sièges de sûreté urbaine à Frenda et Sougueur où ils sont situés. A noter que la wilaya de Tiaret a bénéficié dernièrement d'un laboratoire mobile pour la police scientifique, qui a permis d'élucider de nombreuses affaires notamment celles liées aux homicides.

E. H. D.

TLEMCEM

CNAS, CASNOS et CNR veulent vulgariser la plateforme numérique

Khaled Boumediene

Les trois caisses nationales des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), des travailleurs non-salariés (CASNOS) et des retraites (CNR) de Tlemcen viennent de lancer une large campagne de sensibilisation en faveur des travailleurs relevant de leurs agences respectives (sensibilisation interne) et des usagers et citoyens, avec l'ambition de les inviter à accéder à la plateforme numérique « arracom.mtess.gov.dz » lancée récemment sur le site web du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

« La mise en place d'une telle plateforme par le ministère de tutelle vise à recueillir toutes les problématiques posées aux usagers et leurs ayants droit de ces caisses, aux citoyens, aux universitaires, aux chercheurs et aux représentants de la société civile d'exprimer leurs avis sur les différentes questions et problématiques liées aux différentes prestations et activités assurées dans ce secteur stratégique. Ce vas-

te plan de communication s'étale sur une période de 25 jours, à compter du 21 juin 2020 jusqu'au 16 juillet prochain. Il permet à tout un chacun d'émettre ses propres avis et propositions sur d'éventuelles questions ou défaillances posées. La réflexion sur la mise en place d'une telle plateforme est amorcée dans le cadre des nouveaux défis et enjeux posés dans le monde du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. C'est donc un sondage électronique sur les prestations fournies à travers les caisses et les structures qui y affèrent pour évaluer et améliorer les prestations et services proposés notamment en ce qui concerne leur incidence sur la vie sociale », expliquent les responsables de la CNR, CASNOS et CNAS de Tlemcen, qui ont mobilisé leurs cadres pour mener de nombreuses actions de communication à travers la presse écrite, la radio locale, les chaînes de télévision et les réseaux sociaux, afin de vulgariser ce service numérique d'accompagnement et de dialogue.

Selon ces mêmes responsables,

cet espace numérique lancé via la rubrique « partagez vos propositions » vise « l'excellence administrative, la modernisation et la mise à niveau des mécanismes de gestion et de transition numérique ». Pour atteindre cet objectif ambitieux, le ministère de tutelle veut mieux comprendre les défis auxquels il est confronté et mettre au point des réponses adaptées aux problématiques soulevées et aux analyses et propositions pertinentes relevées par les usagers de ce secteur. Cette mesure innovante permettant de mettre en lumière les principaux défis auxquels les systèmes du travail, d'emploi et de sécurité doivent faire face, devra reposer sur des travaux de recherche et des débats (Forum national) sur les problématiques recensées dans le secteur, qui serviront de base aux objectifs visés, afin de mieux appréhender le contexte en mutation rapide dans lequel les institutions du travail, d'emploi et de sécurité sociale remplissent leur mission et pour relever également des défis socio-économiques très divers.

SIDI BEL-ABBÈS

Deux colonnes mobiles contre les feux de forêts

Deux colonnes mobiles seront prochainement installées dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès dans le cadre de la campagne nationale de lutte contre les feux de forêts, a-t-on appris auprès de la cellule d'information et de communication de la Protection civile.

Les deux colonnes mobiles seront installées début juillet prochain dans le cadre d'un important programme élaboré par la direction de wilaya de la Protection civile de Sidi Bel-Abbès pour la réussite de la campagne nationale de lutte contre les feux de forêts, a-t-on indi-

qué. La première colonne mobile sera installée au niveau de l'unité principale de la Protection civile à Sidi Bel-Abbès et la deuxième au niveau de la daïra de Telagh, a-t-on précisé.

Elles seront équipées de 11 camions légers dotés de tous les équipements nécessaires, de deux camions d'extinction et d'un autre de transport des pompiers. Il est prévu, lors de la campagne de lutte contre les feux de forêts, la mobilisation de 18 équipes travaillant 7 jours sur 7, a-t-on fait savoir.

A noter que cette opération est la

première du genre dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, qui bénéficiera dans ses parties nord et sud, de mesures devant faciliter l'intervention et assurer sa rapidité et son efficacité, a-t-on souligné. Les services de la Protection civile poursuivent en coopération avec tous les partenaires, les campagnes de sensibilisation et de prévention contre les incendies à l'adresse des citoyens qui se rendent dans les espaces boisés et de la population riveraine aux forêts, ainsi que sur l'importance de la préservation du patrimoine forestier.

EL-BAYADH

Une nouvelle cité sans eau potable

Hadj Mostefaoui

Plus de quatre années se sont écoulées depuis que le premier coup de pioche a été donné sur le site «Ouled Djedid» devant accueillir 2.000 auto-construiteurs sans que les travaux de raccordement des lots de terrain -dont plus de la moitié sont achevés et occupés par leurs propriétaires- soient entamés. La pose des principales canalisations de transport d'eau potable a été achevée mais la DUC, maître de l'ouvrage, n'a pas encore procédé à la réception définitive des travaux achevés. Tous les travaux de viabilisation et de voirie ont été menés à terme excepté celui de l'eau potable. Pourtant l'ensemble de ces habitations a été raccordé aux deux réseaux publics d'électricité et de gaz de ville.

En attendant, les locataires font appel aux citernes pour alimenter leurs foyers respectifs en eau potable au prix de 1.500 DA l'unité. LADE n'attend que

la réception définitive de ce programme d'adduction en eau potable pour satisfaire l'ensemble de sa clientèle issue de ce vaste lotissement, qui est réalisé dans le cadre de l'extension du tissu urbain de la ville. De même le lotissement attend encore la concrétisation des promesses faites par les responsables locaux concernant la réalisation d'équipements publics socio-éducatifs qui n'ont pas encore été retenus au même titre que d'autres quartiers situés en aval de la voie de contournement.

Les habitants lancent un appel pressant au premier responsable de la wilaya afin de relancer les travaux de raccordement de ce lotissement au réseau d'AEP. Les lourdeurs bureaucratiques perdurent encore au moment où les pouvoirs publics mettent le paquet sur les zones d'ombre qui se trouvent parfois à l'intérieur même du tissu urbain du chef-lieu de la wilaya.

Sirghaz: la panne sèche !



Hadj Mostefaoui

Depuis presque une semaine, le Sirghaz, carburant utilisé par souci d'économie par de nombreux automobilistes, est indisponible dans toutes les stations-services de la wilaya.

Une situation intenable pour certains propriétaires de véhicules qui ont opté pour ce type de carburant à la fois écologique et économique.

Selon de nombreux témoignages recueillis auprès des usagers, l'origine de cette crise serait due à l'entretien des équipements

et des moyens de stockage de la station régionale Naftal de Saïda qui est la seule et unique source d'approvisionnement en carburants pour l'ensemble des stations de service des wilayas de Naama et d'El-Bayadh.

Et cette crise qui s'est étalée sur plusieurs jours n'est pas près de connaître son épilogue. Pour rappel, les besoins en Sirghaz hebdomadaires exprimés par les stations d'essence, secteurs public et privé réunis, de l'ensemble du territoire de la wilaya sont estimés à 16.000 tonnes.

CHLEF

Des projets qui tardent à démarrer

Abbad Miloud

La deuxième journée de la session ordinaire estivale de l'APW a eu lieu ce dimanche. Les deux premiers points inscrits à l'ordre du jour, en l'occurrence les comptes administratifs 2019 et le budget supplémentaire 2020, ont été examinés et débattus par les membres de l'assemblée de wilaya avant d'être approuvés à l'unanimité.

Lors des débats, plusieurs élus ont soulevé le problème des projets inscrits mais qui n'ont pas connu un démarrage effectif. Un élu dira: «Je ne comprends pas pourquoi des projets sont reportés d'année en année alors que

nous avons besoin d'argent ...». Un autre a tenu à préciser: «Pour certains projets, le montant est d'à peine 3 milliards de centimes et n'ont pas encore démarré depuis 3 à 4 ans. Heureusement qu'ils n'ont pas été touchés par le gel». «Les retards datent de 2015, voire plus. Certains sont inscrits depuis 2012 mais n'ont jamais vu le jour à l'image de la réalisation des tribunes du stade de Bocca Sahnoun. Je demande une situation physique et financière pour chaque année et pour chaque projet», dira un autre.

Le wali, dans son intervention, a insisté pour un assainissement en commençant par les anciens projets.

Récit succinct sur Abi Madyan Choâib dans deux villes algériennes

En signe de reconnaissance à ce célèbre andalou ascète et savant, nous présentons un aperçu historique sur son passage en Algérie médiévale. Il est né dans la paisible colline sévillane, à Cantiana (Tocina) en 520 H, 1126 J.-C. ; descendant des Ansar de Séville.

Par Baghli Abdelouahab*

Berger dans sa prime enfance, il décide d'abandonner le legs familial, inspiré à s'acquitter autrement avec la vie d'ici-bas. Il décide de quitter son pays natal malgré les empêchements à deux reprises de son frère aîné. A la troisième tentative, ce dernier dut se soumettre et lui accorder la liberté pour suivre selon ses vœux, un destin voué aux sciences religieuses. C'est au Maroc qu'il va puiser les connaissances qui vont éclairer son âme. Il maîtrisa auprès de ses grands maîtres les sciences profuses qui vont faire de lui un très grand érudit.

C'est à Tlemcen qu'il entreprit son premier voyage de docte. Il fut accueilli avec un «oui - mais», prétextant que la cité abondait d'aussi éminents savants. Il n'y eut point de dialogue pour le lui faire comprendre, la délégation a présenté une jarre de lait, pleine à ras le bord, pour lui signifier que l'ajout d'une goutte ferait déborder le vase ! Entre grands, on n'a pas besoin de phraséologie pour en saisir le sens, le message a été intercepté, il sort alors de derrière son burnous une rose qu'il fit sur-nager sur le lait. Il n'y eut point de débordement. C'est pour dire que dans la science il n'y a pas de trop-plein. Confus, les Tlemcéniens ont réagi par mille excuses en lui offrant gîtes et prises en charge. Peine perdue, il réagira par «un oui - mais» à son tour ; il ne rentrera pas dans la cité interdite mais enseignera sur les hauteurs de la ville à Sidi Abdellah del Bâal des années durant. Les Tlemcéniens réconciliants lui vouèrent un prestige à la hauteur de sa convenance.

C'est à Bejaïa qu'il va élire domicile pour de longues années, ce qui lui convenait très bien, car cette ville était reconnue comme étant une cité des sciences, l'un des plus grands centres de rayonnement de la culture islamique en pôle avec Baghdad et Cordoue. C'est à partir de cette cité qu'il va lever une armée de moudjahidines pour participer avec Salah Eddine El Ayoubi à la guerre sainte contre les croisades. Le grand chef de la cause islamique, Salah Eddine va attribuer une donation à Sidi Boumédienne soit un patrimoine terrestre à Jérusalem en signe de reconnaissance à l'inconditionnalité des Algériens.

Cette fondation «Habous» portera son nom. Nous détenons de ce lieu une topographie et un acte détaillé stipulant un ensemble d'édifices, adaptés pour divers usages, y compris une exploitation agricole, une «Zaouia» qui a hautement contribué à la diffusion des sciences par des œuvres et des études très riches. Une partie des revenus financiers de l'exploitation, réglait selon les vœux du dépositaire, l'hébergement et la restauration destinés aux voyageurs pèlerins en provenance de l'Occident musulman en partance pour les lieux saints pour l'accomplissement de leur pèlerinage. Ils en jouissaient bénévolement durant un séjour d'escalade de trois jours dans cette troisième ville sainte de l'Islam. D'où la formule populaire «diafat el mouman talatat ayam». Le reliquat des revenus était destiné aux œuvres de bienfaisance. Cette fondation, alors réputée, resta fonctionnelle durant des siècles et, par conséquent, gagna le respect et la protection des gouvernements successifs. Malheureusement, depuis le sinistre Traité de Sèvres du 10 août 1920, tous les «Habous» (donations) furent spoliés par les colonisateurs.

Sidi Abi Madyan était doué d'un savoir exemplaire et vénérable. Il laissa des ouvrages précieux, très recherchés, dont un recueil de maximes (El Hikem). Sa réputation dépassa le bassin méditerranéen et le monde musulman, ce qui a été la cause d'être mandé par le monarque almohade de quitter Bejaïa et de se présenter à Marrakech. Il entreprit le voyage avec au moins 1.000 disciples dont la plupart était des doctes. Les distances parcourues se limitaient à 40 km/jour. L'arrêt était

toujours conditionné par la présence d'une source d'eau. Chemin faisant, il arriva, en caravane, au sommet d'une montagne près d'un point d'eau connu actuellement sous le nom d'Aïn Takbalet. Contemplant de loin les hauteurs d'El Eubbed qu'il connaissait auparavant, il confia «Quel endroit propice pour dormir...». Puis, s'adressant à ses compagnons inquiets pour l'issue de cette convocation, il déclara pour les rassurer «Je ne verrai pas le sultan et, il ne me verra pas». Sentant ses derniers moments approcher, il pria ses compagnons de l'inhumer «à l'endroit où s'arrêtera sa mule». Suit un moment de transe, il balbutie ses dernières paroles pour évoquer, ce qu'il a prêché sa vie durant, la souveraineté universelle de Dieu et que Dieu est la Vérité suprême : «Allahou l'Haqq». Il mourut le 13 novembre 1197 (594 de l'Hégire), orienté vers la Qibla, d'où le nom d'Aïn Takbalet, visiblement du verbe istekbala, hameau situé à 40 kilomètres de Tlemcen.

En cette même année, furent décédés le sultan Yaâcoub El Mansour et le savant Ibn Rochd.

Il fut inhumé à El Eubbed, comme il l'a fait ressentir à ses condisciples. Plus tard, un habous comprenant une mosquée et une medersa y a été bâti en son honneur. Ce sont des chefs-d'œuvre d'art andalou exécutés par des artisans de souche. L'arc d'honneur de sortie de la mosquée, en descendant les escaliers, domine la structure médiane du mausolée du savant. A l'époque décadente fut édifié anarchiquement des bâtisses jointes au mausolée, ce qui a dénaturé la symétrie de son centre ainsi que son forum (S'han).

Le patron spirituel incontesté de Tlemcen était jusqu'à cette date Sidi Daoudi Ben Sar, avec l'inhumation du nouveau saint-soufi, il connaîtra une certaine éclipse. Les disciples qui ont accompagné Sidi Boumédienne ne sont pas retournés à Bejaïa. Ils ont préféré rester à Tlemcen pour bénéficier de sa félicité. Ils vont se répartir sur l'ensemble de la région. Grâce à leur degré scientifique, ils vont rehausser le niveau culturel de la ville. C'est le levain intellectuel qui va faire de Tlemcen l'un des pôles les plus brillants de la civilisation du monde musulman. C'est ainsi que les Marazika vont constituer une lignée de savants théologiques sur plusieurs générations, de même que Sidi El Habbaq, plus technique, va mettre au point l'astrolabe, cet instrument aux 38 fonctions servant à mesurer entre autres la hauteur d'un astre au-dessus de l'horizon (un véritable mini-ordinateur) ; Sidi El Bidjaf enseignera à Nedroma et y sera enterré, Sidi Hafif va s'implanter à Terny où il va professer les sciences religieuses...

Dans le sang de chaque Tlemcénien, coule du sang bougiote !

La reconquête espagnole entreprise dès le XIe siècle à l'encontre des Musulmans et des Juifs, a poussé ces derniers à l'émigration. La plupart d'entre eux ont opté pour les pays musulmans. De nombreux coreligionnaires se sont établis à Tlemcen, et parmi les sites prisés pour leur nouvelle résidence dans cette cité, les rapatriés ont choisi de se regrouper autour d'un des leurs, enterré à El Eubbed, un des plus grands soufis de tous les temps, Sidi Boumédienne pour bénéficier de sa protection. Hélas, El Eubbed n'était qu'une colline rocheuse, condamnée à demeurer petite malgré sa prédisposition sacrale. En effet sur son flanc sud-ouest jaillit un mont appelé Sidi Abdellah d'El Baal voué depuis des millénaires à l'adoration, d'abord païenne (rassemblement de la communauté pour se prosterner au soleil lors de son coucher) puis antérieurement lors des révélations monothéistes.

Comme il s'agissait des meilleurs citoyens du monde, les nouveaux résidents se sont attelés à transformer cette éminence rocheuse en un paysage vivable, digne de leur universalisme. Ils vont mettre à contribution tout



leur savoir géophysique, hydraulique, technologique, agricole ...

Ils vont modifier les flancs des montagnes arides à l'aide des nouveaux procédés d'aménagement. Des murettes pratiques édifiées, limitaient des cultures en terrasses le long des pentes qu'ils séparaient en paliers. L'irrigation se faisait par des procédés perfectionnés ayant pour point de départ la source d'Aïn El Ghomri, située en hauteur, puis ils vont contourner les montagnes et les falaises des cascades pour arroser, au moyen de rigoles, des jardins nouvellement créés sur toute leur longueur. A cause de l'inclinaison remarquable de ces terrains d'accès difficiles, les travaux d'exploitation étaient pénibles : arriver à creuser dans la roche et remplir une calotte par l'apport de terre meuble était très pénible et constituait un risque. Les nouveaux agriculteurs employaient pour cela la main-d'œuvre autochtone pour creuser la chéchia et offraient en contrepartie un r'ysel à titre de récompense ; d'où la formule «chéchia ber'yel» ; locution encore vivante dans la région. Ce monticule rocheux s'est transformé en une terre agricole, fertile dans son ensemble grâce aux techniques audacieuses mises en pratique. Ce qui lui a valu de mériter une plus-value et est devenue par conséquent arpentable.

Tout le paysage qui ceinture le tombeau de la sépulture de Sidi Boumédienne est devenu désormais verdoyant, des jardins aménagés (dj'nen) s'étalent à perte de vue depuis El Eubbed pour s'étendre sur les gorges de la vallée d'El Ourit, enjolivées par les cascades, pour se déployer de part et d'autre le long de l'oued Saf Saf. Il faisait bon y vivre. Dans ce contexte, un autre système génial de canalisation en argile faïencée à l'intérieur a été réalisé. Ce genre de conduite provenant des sources alimentait les demeures et les fontaines des habitants, certaines sont encore fonctionnelles à ce jour.

Chaque parcelle a un nom propre qui corres-

pond au nom de l'exploitant. Pour plus d'indication sur les noms patronymiques d'origine andalouse, il y a lieu de se référer aux appellations des propriétaires des parcelles de cette agglomération qui s'étend d'El Eubbed pour décliner vers Saf Saf, ou de consulter le cadastre.

Les résultats de ces techniques merveilleuses ont donné naissance à une production de légumes, de plantes, de fleurs et d'arbres fruitiers très variés, importés d'Andalousie, comme les orangers, les abricotiers et les cerisiers et ce, en raison de la fertilité acquise et de l'eau abondante et limpide omniprésente. Ainsi, la saveur des fruits et des légumes était d'un délice unique.

La renommée des cerises de cette région était tellement notoire qu'elles furent pour la première fois offertes au souverain de l'époque dans un panier artisanal fait de branches et de feuilles d'arbre appelées kelkha pour une dégustation d'honneur, ce qui leur a donné le nom de spécifique hab el moulouk un fruit de rang royal.

La montagne d'El Eubbed, Sidi Abdellah d'El bâal, a subi également une métamorphose, une fois développée et ainsi verdoyante, elle a reçu le nom additionnel de dj'neh lakhdar, signifiant l'aile verte.

Par ailleurs, quelques descendants s'étaient implantés dans les grottes à l'est d'El Eubbed agricole et y ont contribué avantageusement à son épanouissement.

Tlemcen a bénéficié depuis l'inhumation de Sidi Boumédienne de bienfaits matériels et immatériels colossaux. Tlemcen sera toujours redevable aux faveurs incommensurables de Sidi Boumediene. Que la paix éternelle l'accompagne.

Cette prouesse sur la nature est devenue un chef-d'œuvre vanté de bouche à oreille pour se répandre en un écho extraterritorial sur l'ensemble du Maghreb et bien au-delà jusqu'à atteindre en Europe.

* Docteur

Situation épidémiologique à Oran La direction de la Santé tire la sonnette d'alarme



J. Boukraâ

Oran et à l'instar de quelques wilayas du pays comme Sétif, Constantine et Batna, connaît une hausse fulgurante des cas de contamination au nouveau coronavirus. L'indiscipline et le non-respect des mesures barrières, particulièrement le port du masque, malgré l'existence d'une loi qui oblige à le porter dans les lieux publics sont les premières causes de cette situation. Les services de la Santé tirent la sonnette d'alarme. S'exprimant sur les ondes de la radio locale le Dr Youcef Boukhari, chargé de la Prévention à la direction de la Santé et de Population et membre de la commission de wilaya du suivi n'a pas caché ses craintes. « Oran est en alerte compte tenu de l'explosion des cas de coronavirus, qui intervient durant ces derniers jours et le plus inquiétant c'est que le nombre des personnes admises en réanimation a aussi augmenté a affirmé le spécialiste. « La demande sur les tests PCR a aussi explosé. A titre d'exemple pour la matinée du dimanche, près de 120 personnes se sont présentées à l'EHU 1^{er} Novembre 1954 et une cinquantaine vers le CHU d'Oran pour se faire dépister, après avoir ressenti de symptômes de la maladie ».

Le Dr Boukhari est allé, plus loin, en déclarant que « si on fait un dépistage de toute la population et on se réfère aux études de l'OMS, qui font état que chaque cas positif peut contaminer quatre personnes en une journée, une grande partie des Oranais serait porteuse du Covid-19 et l'ignore.

Le citoyen est le premier responsable de cette situation. Il ne respect pas les règles sanitaires. La plupart des cas contaminés et interrogés, dans le cadre des enquêtes épidémiologiques déclarent qu'ils ont assisté à des cérémonies de mariage, funérailles ou des fêtes en famille. Les marchés populaires sont bondés de gens, certains cafés ouverts et quelques restaurants autorisent la consommation à table ».

Le praticien a encore insisté sur la prévention à même de vaincre la pandémie, pour préserver sa vie et celle d'autrui, par le respect des mesures préconisées par les autorités publiques et sanitaires. « La lutte contre ce virus dangereux, dont les conséquences sur

l'être humain, à long terme, n'ont pas encore été définies, est très simple. Il suffit de se protéger par des masques et de se laver les mains fréquemment » a-t-il affirmé. Il a ainsi lancé un appel aux services concernés pour durcir les sanctions à l'encontre de tous les contrevenants, individuellement ou collectivement, aux mesures de prévention et notamment par l'application des amendes relatives au non-respect du port de masque.

41 CAS, EN UNE JOURNÉE, ET PLUS DE 1.500 CAS ET 40 DÉCÈS DEPUIS LE DÉBUT DE LA PANDÉMIE

Oran a enregistré un nouveau record journalier des contaminations, avec 41 nouveaux cas positifs enregistrés au soir de dimanche 28 juin et 23 cas samedi. Le Dr. Boukhari se dit « certain que ce rebond est le fruit du manque d'engagement et de l'indiscipline des citoyens à respecter les gestes barrières anti-coronavirus, recommandés par les autorités sanitaires du pays. La plupart des habitants ne respectent aucune mesure de prévention, ni dans les espaces publics, ni dans les transports et les marchés. Le même responsable a affirmé que même dans les transports en commun, 60% des passagers ne portent pas le masque. Idem pour certains chauffeurs et receveurs ». Oran est en alerte compte tenu de l'explosion des cas de coronavirus. Selon le même interlocuteur, du 18 mars dernier jusqu'à dimanche Oran a enregistré plus de 1.500 (PCR et scanner) cas positifs et 40 décès. Une majorité des contaminations est d'origine familiale, ont révélé les enquêtes épidémiologiques. Les investigations épidémiologiques font état de 28 clusters familiaux où au moins 4 membres de la même famille ont été contaminés. Le responsable explique que les études épidémiologiques montrent que la majorité des cas sont dus à des fêtes de mariage, des veillées funèbres et à l'utilisation du transport en commun. La wilaya d'Oran est classée 4^{ème} après les wilayas de Blida, Alger et Sétif en ce qui concerne le nombre de cas de coronavirus, selon la carte épidémiologique, publiée sur le site du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le 1^{er} cas de coronavirus a été confirmé à Oran le 18 mars par les services de la Santé.

PRÈS DE 1.000 CAS DE GUÉRISONS PAR LA CHLOROQUINE

Même si le nombre de cas à Oran est important, le taux de guérison est très satisfaisant. Utilisé par l'équipe médicale du service des maladies infectieuses du Centre hospitalier universitaire d'Oran, depuis la dernière semaine du mois de mars, suite aux instructions du ministre de la Santé, le protocole de traitement, à base de chloroquine donne de bons résultats sur les malades. Près de 1.000 personnes atteintes de la Covid-19 sont guéries. Le nombre total des cas de Covid-19 rétablis, pris en charge au Centre hospitalier et universitaire d'Oran 'Dr Benzerdjeb' a atteint, il y a 3 jours, 454 malades. Selon un communiqué publié par la cellule de communication. Ces personnes ont été libérées, après avoir été soumises au protocole de traitement à base de chloroquine. Aussi le nombre des cas complètement rétablis du virus, dans l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU) « 1^{er} Novembre 1954 » avoisine les 450. Les patients ont été soumis au protocole de traitement de l'hydrox chloroquine. D'autres malades, sous traitement, se trouvent dans un très bon état. Ce traitement est disponible en Algérie en quantité suffisante. L'Algérie qui produit l'hydrox chloroquine a été parmi les premiers pays qui ont validé ce protocole en administrant aux malades atteints du coronavirus de l'hydrox chloroquine et l'azithromycine. Toutefois, le meilleur traitement efficace est d'observer les mesures préventives auxquelles ont appelé les pouvoirs publics, notamment le respect du confinement. « si on ne change pas de comportement, il faut s'attendre à l'augmentation de cas à cause du non-respect des mesures de prévention, surtout que les échanges de visites familiales pour présenter les vœux, aux élèves ayant réussi leur passage au cycle secondaire, ont connu une hausse ces derniers » a conclu le Dr Boukhari qui a, encore une fois, insisté sur le port de masque, la distanciation sociale et l'hygiène tels la désinfection et le nettoyage des mains et des lieux afin d'éviter le pire scénario.

La CNAS lance une campagne d'information de 25 jours Une plate-forme électronique pour améliorer la prestation

K. Assia

En vue de renforcer son système de communication, la Caisse nationale des Assurances sociales des travailleurs assurés (CNAS) de la wilaya d'Oran a lancé, depuis le 21 juin dernier, une vaste campagne d'information sur la plate-forme électronique via le lien 'Araacom.mtess.gov.dz', a annoncé, hier, Mme Boudoumi responsable de la communication de la Caisse. Celle-ci, d'une durée de 25 jours, devra s'étaler jusqu'au 16 juillet prochain et permet aux assurés de faire part de leurs doléances et de leurs préoccupations. Ainsi pour une meilleure vulgarisation du procédé, la Caisse a procédé à l'aménagement d'un bureau spécial à l'entrée du siège, doté de micro-ordinateurs de même que des grands écrans ont été aussi installés à travers toutes les agences afin de faire connaître cette nouvelle technique numérisée a-t-elle ajouté. Cette plate-forme est interactive et a été développée, selon la responsable,

afin de connaître l'avis des citoyens sur les différentes prestations, d'identifier s'il y a aussi des entraves concernant leurs plaintes et de proposer les solutions adéquates en vue d'améliorer le service.

Elle est également accessible à toutes les catégories sociales, à savoir : les experts, les universitaires, les chercheurs, les syndicalistes, et les associations, pour recueillir, également, leurs avis sur les différentes questions se rapportant aux services présentés par la Caisse et aux possibilités d'amélioration. Toujours dans le cadre de ces mesures de facilitation, on saura que la plate-forme comprend trois volets : le travail, l'emploi et l'assurance sociale.

Elle a été développée par des cadres du ministère et est un produit national à 100%, a fait savoir la responsable. Notons que cette plate-forme est permanente et sera ouverte, pour des durées limitées, plusieurs fois l'année. L'antenne de la CNAS de la wilaya d'Oran compte 854.000 affiliés.

Les travaux de réhabilitation en phase d'achèvement Réouverture du palais de la Culture le 05 juillet

D. B.

Le palais de la Culture et des Arts 'Zeddour Brahim Belkacem' d'Oran rouvrira ses portes le 05 juillet, a-t-on appris, hier, de sources proches de la wilaya. Sa réouverture coïncidera avec la célébration du 66^{ème} anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération et la remise des prix aux lauréats du concours régional « l'Été littéraire ». En effet après, un arrêt de près de trois années, les travaux de réhabilitation de la maison de la culture, 'palais de la Culture' d'Oran ont été relancés, il y a plus de trois mois. Pour concrétiser ce projet, une enveloppe de 15 milliards de centimes a été dégagée par le ministère de la Culture. Selon nos interlocuteurs, la relance des travaux intervient après les nombreux appels lancés par les artistes et intellectuels d'Oran qui ont, à maintes reprises, organisé des actions de protestation pour inciter les responsables concernés à agir avant que la bâtisse ne s'effondre. La maison de la Culture a fait l'objet auparavant de travaux de renforcement et de réhabilitation touchant, entre autres, les fondations et les plafonds, ce qui a nécessité sa fermeture durant de nombreuses années, après avoir fait l'objet d'infiltrations des eaux fragilisant ses structures. Cette infrastructure a accueilli de nombreux événements culturels et artistiques nationaux et internationaux qui ont grandement contribué à la revalorisation du mouvement culturel et scientifique de la cité. Ces activités ont donné une certaine vitalité au centre-ville et à ses quartiers, en particulier pendant le mois sacré du Ramadhan et lors de divers événements nationaux et religieux. Le site, connu par les intellectuels de la ville

d'Oran sous le nom du 'palais de la Culture', constituait aussi un formidable espace pour les jeunes et les associations pour la pratique de leurs activités dans divers domaines culturels, scientifiques et sociaux. D'ailleurs, malgré le transfert de l'administration de la maison de la Culture dans des locaux exigus, situés au quartier populaire de Sidi El-Houari, ses responsables ont continué à contribuer sans relâche à enrichir la scène culturelle en proposant des manifestations locales et nationales à diverses occasions ainsi que des manifestations culturelles ayant attiré de nombreux intellectuels et un large public. Ces événements ont lieu, dans diverses structures culturelles, telles que le Théâtre régional 'Abdelkader Alloula', le Musée national 'Ahmed Zabana' et le Musée d'art moderne et contemporain (Mamo), en plus de divers programmes dans les espaces des établissements universitaires et à caractère social, rappelle-t-on. Il y a lieu de signaler que le wali d'Oran M. Djellaoui Abdelkader a effectué, dernièrement, une visite pour un constat de visu de l'avancement des travaux. Le chef de l'Exécutif a insisté sur la préservation de l'aspect architectural qui caractérise cette infrastructure culturelle en appelant les responsables concernés à solliciter l'aide d'un bureau d'études italien spécialisé pour l'aménagement et l'équipement du palais de la Culture, assurant au passage que la wilaya d'Oran prendra en charge l'aspect financier. Notons, enfin, qu'à l'issue des travaux de la première tranche, il sera procédé au lancement des deuxième et troisième tranches qui concernent la réhabilitation des bureaux de l'administration et le réaménagement du jardin de la maison de la Culture qui fait office de théâtre de plein air.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Belhami Mohamed, 77 ans, Bir El Djir
Benamar Khéira, 66 ans, Les planteurs
Lahmar Abdelkader, 65 ans Sidi Bel-Abbès
Benazouz Aissa, 38 ans, Mers El Kebir

Horaires des prières pour Oran et ses environs

08 dhou el qâda 1441

El Fedjr 04h03	Dohr 13h07	Assar 16h57	Maghreb 20h27	Icha 22h05
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Nouveau découpage administratif Cinq délégations communales à Oued Tlalat et deux à Es-Senia

K. Assia

Dans le cadre de l'organisation administrative, prévue pour les grandes communes caractérisées par une forte densité démographique et une configuration géographique et urbaine particulière et pour permettre une meilleure prise en charge des missions de service public et des exigences du développement local qui sont de leur ressort, sept nouvelles délégations communales seront créées dans les communes de Oued Tlalat (5) et Es-Senia (2). Le projet visant à renforcer le rapprochement de l'administration des citoyens porte sur la création de 5 délégations communales pour l'APC de Oued Tlalat et deux autres pour l'APC d'Es-Senia, ce qui portera le nombre global à 7. La fiche technique concernant cette opération a été déjà présentée au gouvernement par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Ces nouvelles antennes communales, une fois réalisées, permettront d'améliorer la prestation de

service et éviteront ainsi les déplacements des administrés vers les sièges-mères des communes, notamment pour l'APC de Oued Tlalat qui a connu de grandes opérations de relogement de familles dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire. Celle-ci s'apprête à accueillir 6.000 familles qui seront relogées dans le cadre du programme des familles de l'habitat précaire.

Dans la commune d'Oran et dans le cadre du projet du décret exécutif portant sur la création de délégations communales, une nouvelle organisation a été opérée, à travers la création de 18 délégations communales, sur la base des besoins de la population, qui ont fait l'objet d'une étude élaborée par les autorités locales et approuvée par l'Assemblée populaire communale (APC) d'Oran. Trois premières délégations ont été réceptionnées, l'année dernière, à Akid, Nasiria et Hammou Boutlélis, alors que les trois autres El-Khaldia, Fellaoucene et Hai Mahieddine, seront bientôt opérationnelles en tant que délégations commu-

nales. La mise en service de ces nouvelles délégations se fera, au fur et à mesure de la disponibilité des locaux et surtout des moyens humains. Toutes les dispositions ont été prises, par la commune, pour l'entrée en service de ces nouveaux secteurs urbains » selon la Cellule de communication de l'APC d'Oran. Cette organisation administrative permettra aux communes de prendre en charge, efficacement, les missions de Service public local et de mieux répondre aux exigences du développement local, dans le cadre du renforcement de la décentralisation et de la démocratie participative, ainsi que le rapprochement de l'Administration du citoyen.

Le nombre de secteurs urbains actuels (12), ayant été déterminé, lors du découpage administratif de 1994, a été ainsi revu à la hausse. Chaque nouveau secteur devra, aussi, bénéficier des équipements nécessaires, sièges administratifs et autres structures communales d'accompagnement, conformément aux articles 133 et 134 du Code communal.

Jardin des Oliviers Une opération de lifting pour le concours du plus bel espace vert



Houari Barti

La délégation communale d'El Othmania a entamé hier, en présence de représentants de la société civile, l'opération de nettoyage de l'aire de jeux et de détente située à la cité des Oliviers. Un espace jusque-là abandonné à l'invasion des mauvaises herbes et aux débris. Une opération qui s'inscrit, selon le délégué de la délégation, dans le cadre d'un programme de lifting et d'embellissement de 11 espaces verts du quartier qui devront concourir pour le titre ho-

norifique du plus bel espace vert. Selon le même responsable, l'opération d'hier devra se poursuivre jusqu'à samedi prochain où les services de la Division de la protection de l'environnement devront également mettre la main à la pâte pour la plantation de plantes ornementales.

Il est à noter que la délégation d'El Othmania avait tenu le 22 juin dernier une réunion qui a regroupé les représentants de la société civile et des comités de quartier sous la présidence du délégué du directeur de la délégation afin de coordonner cette opé-

ration d'envergure, lancée officiellement le 23 du même mois. Une commission chargée du suivi et du contrôle du programme a également été mise sur pied.

Elle est composée du directeur et du délégué de ladite circonscription et des services techniques de la DPE (Division de la protection de l'environnement), de la DHA (Division de l'hygiène et de l'assainissement) et de la DVC (Division de la voirie et de la circulation), sous la supervision du maire d'Oran, souligne la même source.

Zones d'ombre de la wilaya

600 millions DA pour la réhabilitation des routes

Le secteur des travaux publics de la wilaya d'Oran a bénéficié d'une enveloppe de 600 millions DA pour la réhabilitation de routes dans les zones d'ombre de plusieurs communes de la wilaya, a indiqué la directrice de wilaya du secteur.

Les opérations de réhabilitation toucheront 17 zones d'ombre de différentes communes de la wilaya, à l'instar de Oued Tlalat, Boutlélis, Mis-

serghine, Sidi Chahmi, Hassi Bounif et Sidi El Bachir, a précisé Mokdad Djamil. Les travaux concernent le revêtement des routes en béton et la rénovation des chemins vicinaux, ainsi que le bitumage et autres.

Des appels d'offres ont été lancés pour la sélection des entreprises chargées de la réalisation et les travaux débiteront 15 jours au plus tard après l'accomplissement des procé-

dures administratives, a-t-on fait savoir. Pour rappel, la wilaya d'Oran compte 133 zones d'ombre, où des opérations de développement sont en cours pour améliorer le cadre de vie des citoyens avec une autorisation de programme de 4,25 milliards DA, qui s'inscrivent dans le cadre des divers programmes sectoriels et centraux, plans communaux et budget de wilaya.

SEOR

Réouverture de 17 agences

La Société des eaux et de l'assainissement de la wilaya d'Oran (SEOR) a procédé à la réouverture de 17 agences qui lui sont rattachées tout en veillant au respect des mesures de prévention et de protection contre le Covid-19, a-t-on appris lundi dans un communiqué émanant de cette entreprise. Selon la même source, ces me-

sures englobent la dotation des travailleurs des agences et des clients en moyens de protection sanitaires nécessaires, le port de visières par les préposés au guichet, le nettoyage et désinfection de l'enceinte des agences de manière continue et le respect de la distanciation sociale, avec l'organisation des files d'attente, en plus du port

des masques par les employés et les clients, chacun en ce qui le concerne. Les agences concernées sont situées à Aïn El Turck, El Mohgoun, Arzew, Mers El Hadjadj, Béthioua, Hassi Benokba, Hassi Bounif, Belgaid, Bir El Djir, Misserghine, Boutlélis, Gdyl, USTO, El Hamri, Es-Sénia et Sidi Chahmi, a-t-on précisé de même source.

En dépit de l'interdiction et du dispositif sécuritaire Les plages de la corniche prises d'assaut par les estivants

Rachid Boutlelis

La crise du coronavirus suscite chez les amoureux de la grande bleue une saveur particulière en ce début de saison estivale sur la côte de la contrée d'Aïn El Turck où, nécessité fait loi, les accès aux plages sont frappés d'interdit. En dépit de l'impressionnant dispositif de forces de sécurité, qui a été déployé sur les plages au lendemain de l'annonce de cette interdiction, promulguée à titre temporaire par les autorités sanitaires et ce, pour tenter d'éviter un rebond de la pandémie, le rush des familles et des groupes de jeunes, vraisemblablement durement éprouvés par le confinement partiel, n'hésite pas à braver cet interdit. En effet selon le constat établi au niveau des plages du chef-lieu de la daïra d'Aïn El Turck, l'arrêté en question notifiant l'interdiction de leur accès ainsi que la baignade ne semble pas vraisemblablement avoir reçu l'approbation unanime de ces estivants.

Cet état de fait a obligé les forces de l'ordre public d'installer des piquets de surveillance au niveau des plages et ce, pour faire respecter ces nouvelles instructions.

Un véritable jeu de cache-cache se joue sous un soleil de plomb, à faire décourager un dromadaire, entre la police chargée de veiller à l'application de cet arrêté en question et ces estivants, se déroule ces derniers jours et a donné naissance à une ambiance insolite tout en chassant la morosité qui prévalait sur les plages de la contrée d'Aïn El Turck. « Nous n'avons pas d'eau dans nos robinets, alors nous sommes dans l'obligation de venir nous baigner pour nous purifier. Nous remplissons également des jerricans d'eau de mer pour notre hygiène de vie à la maison, c'est très important en cette crise sanitaire », a invoqué avec une pointe d'ironie un groupe de jeunes rencontrés sur la plage de St Germain. D'autres arguments ont été avancés par des contrevenants pour argumenter leur présence sur les plages et dont les principaux gravitent essentiellement autour du stress engendré par un confinement de plusieurs mois et le besoin de respirer un bol d'air iodé au bord

de la mer. « C'est surtout pour les enfants qui s'ennuient à mourir et étouffent à la maison depuis des mois. La plage est leur unique lieu de défolement en l'absence d'aire de jeux », a justifié à ce propos un père de famille accompagné de ses deux enfants, venus de la banlieue oranaise, abordé à ce propos par Le Quotidien d'Oran sur une plage de la localité de Paradis.

Toujours est-il que selon le même constat, cette interdiction a poussé des jeunes et moins jeunes imprudents à prendre d'assaut la plage de la localité de La Madrague près du village de Cap Falcon et celle qui s'étend en contrebas du rocher de la Vieille, non loin de la localité de St Roch et du fort de Monté Christo, à mi-chemin de Mers El Kébir où le risque de noyade est plus grand avec les forts courants marins qui y sont concentrés.

Ces jeunes insoucians auraient jeté leur dévolu sur ces plages tapissées de récifs, qui demeurent à l'état sauvage, en raison de l'absence des forces de sécurité. « Pendant le confinement, bien des choses nous ont manqué. Voir ses proches, se balader, s'asseoir en terrasse, faire du sport, par exemple. Mais une autre forme d'absence s'est fait ressentir: celle de la nature surtout la plage, la baignade et la pêche à la ligne. Nous avons tout ici », ont fait remarquer des jeunes d'un ton laborieusement sarcastique, habitués d'une petite plage extrêmement rocheuse, véritable lieu de ralliement pour les goélands et autres oiseaux de mer, située à un jet de pierre de la localité de St Roch.

L'envie de renouer avec la nature semble plus forte pour ces estivants bravant l'interdit. Selon les témoignages, nombre de personnes ressentent, plus que les années passées, le besoin de se retrouver en pleine nature cet été. Pourtant, les conditions de cette évasion ne sont pas forcément réunies. Difficile de plier bagage en cette période encore incertaine. Virus encore présent et crainte de la persistance de la pandémie ont de quoi calmer les ardeurs des plus aventureux, qui préfèrent plus encore que d'ordinaire le vert et le sable fin au bitume.

Trois individus arrêtés à Bir El-Djir Une tentative de vol dans un chantier déjouée

K. Assia

Les éléments de la Sûreté de la daïra de Bir El Djir ont réussi à déjouer une tentative de vol, de l'intérieur d'un chantier et à mettre la main sur 3 malfaiteurs, âgés entre 19 et 21 ans et qui étaient en possession d'armes blanches.

L'opération a été effectuée selon la cellule de la communication, lors d'une tournée de contrôle, menée par les policiers, dans le cadre de l'application des dispositions vi-

sant au respect des horaires de confinement. Ils ont aperçu les suspects et lors de leur arrestation, ils ont découvert 2 couteaux de boucher et du ruban adhésif.

L'enquête a révélé qu'ils avaient l'intention de commettre un vol dans un chantier de construction et de subtiliser les objets des ouvriers. Ils ont été présentés à la Justice pour port d'arme prohibée, violation des horaires de confinement et intention de vol et placés sous mandat de dépôt.

Egypte Sept malades du Covid-19 tués dans l'incendie d'un hôpital



Sept patients malades du nouveau coronavirus ont péri par asphyxie dans l'incendie d'un hôpital privé à Alexandrie (nord de l'Egypte), a indiqué à l'AFP lundi une source sécuritaire. Le feu s'est déclaré lundi à l'hôpital Badraoui dans l'est de

la ville côtière, faisant sept victimes parmi les patients et sept blessés dont des patients et des personnels soignants, selon la même source.

L'incendie, qui a démarré à la suite d'un court-circuit dans le système de climatisation de l'établissement, a de-

puis été maîtrisé, a-t-elle ajouté. Une enquête a été ouverte par le parquet local. Encore loin d'avoir atteint son pic, la pandémie a durement mis à l'épreuve les infrastructures et le système de santé égyptiens, déjà vétustes. Outre l'augmentation du nombre d'infections dans le corps médical, sous-équipé et peu préparé à faire face au virus, les témoignages de personnes disant ne pas trouver de place dans les hôpitaux se sont dernièrement multipliés sur les réseaux sociaux. Depuis fin mai, les autorités rapportent chaque jour plus de 1.000 nouvelles infections et le syndicat des médecins, qui représente la profession, a mis en garde contre un "possible effondrement total" du système sanitaire, accusant le ministère de la Santé de "négligence". L'Egypte, pays de 100 millions d'habitants, a officiellement enregistré plus de 65.000 cas de nouveau coronavirus dont près de 2.800 décès, selon les chiffres officiels.

Un code-barre pour dépister les touristes en Grèce

Les touristes venant en Grèce à partir du 1er juillet devront remplir un questionnaire en ligne 48 heures à l'avance et recevront un code-barre qui déterminera s'ils doivent être soumis à un test de dépistage à leur arrivée. Le gouvernement grec a mis fin ce week-end aux tests de dépistage aléatoires des voyageurs selon leur pays d'origine, qui avaient semé la confusion chez les touristes. Ces derniers ne savaient pas s'ils devaient passer une nuit à l'hôtel pour être testés ou être placés en quarantaine après avoir atterri depuis le 15 juin à Athènes et Thessalonique. La Grèce, qui a été relativement épargnée par le coronavirus avec 191 morts, mène une vaste campagne promotionnelle visant à relancer le tourisme, qui représente un quart de son PIB, en rassurant les voyageurs potentiels ainsi que les Grecs qui craignent une résurgence de la pandémie avec le retour des touristes.

Le gouvernement a mis en place un nouveau protocole, exigeant des voyageurs qu'ils remplissent un questionnaire en ligne 48 heures avant leur arrivée, avec des détails personnels comme leur pays d'origine ou les pays traversés au cours des 15 derniers jours. Ce questionnaire est obliga-



toire jusqu'au 31 août. Chaque personne recevra alors un QR code personnel établi selon les données fournies qui sera vérifié sur son téléphone mobile ou sur impression papier à son port d'arrivée. Selon son code-barre, elle sera dirigée vers la sortie ou vers l'espace de dépistage. Dans ce cas, elle devra s'isoler à l'adresse fournie sur le questionnaire, dans l'attente des résultats du test, selon le nouveau protocole de la protection civile. Avec cette nouvelle "pro-

cédure d'algorithme, nous aurons de fortes chances de pouvoir détecter la majorité des cas importés", a déclaré Dimitris Paraskevis, membre du comité d'experts du ministère grec de la Santé, à Skai TV. A partir du 1er juillet, tous les aéroports du pays rouvriront aux vols internationaux, les ports de Patras et Igoumenista accueilleront de nouveau des ferries en provenance d'Italie et les autres ports du pays seront rouverts aux bateaux de croisière.

Coronavirus : plus d'un demi-million de morts



Le monde, confronté depuis décembre à la pandémie de Covid-19, a franchi deux seuils symboliques: plus d'un demi-million de morts et dix millions de cas, alors que le virus continue de faire des ravages aux Etats-

Unis et semble redémarrer en Chine. Selon un comptage effectué par l'AFP à partir de sources officielles, mais que les experts pensent largement sous-estimé, 501.847 décès et 10.161.240 cas étaient officiellement recensés lun-

di à 11h00 GMT. Le nombre des décès recensés dans le monde a doublé en un peu moins de deux mois (250.000 le 5 mai) et 50.000 décès supplémentaires ont été enregistrés ces 10 derniers jours. L'Europe est le continent qui compte le plus de décès (196.273 pour 2.652.674 cas), suivie par la zone Etats-Unis/Canada (134.371, 2.652.279), l'Amérique latine et les Caraïbes (112.162, 2.486.089), l'Asie (33.594, 1.243.058), le Moyen-Orient (15.668, 733.753), l'Afrique (9.646, 384.144) et l'Océanie (133, 9.244). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché, tant en nombre de décès (125.803) que de cas (2.549.069). Bien que le nombre de décès quotidiens ait légèrement diminué en juin par rapport au mois précédent, la contagion progresse dans 30 des 50 Etats américains, notamment dans les plus grands et les plus peuplés du sud et de l'ouest du pays: la Californie, le Texas et la Floride. Certains ont dû faire une pause dans le processus de déconfinement.

Chine : un vaccin anti-Covid-19 autorisé au sein de l'armée



L'armée chinoise a autorisé l'utilisation dans ses rangs d'un vaccin contre le Covid-19, conçu conjointement par un institut de recherche militaire et une compagnie pharmaceutique, a indiqué lundi l'entreprise. Les laboratoires du monde entier rivalisent pour trouver un remède contre le nouveau coronavirus, détecté pour la première fois fin 2019 en Chine et qui a déjà fait plus de 500.000 morts à l'échelle planétaire.

La moitié environ des 17 vaccins actuellement en essais cliniques (c'est-à-dire sur l'homme) sont mis au point par des laboratoires ou des instituts chinois, selon les informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Parmi elles, la société chinoise CanSinoBio collabore avec l'Académie militaire des sciences médicales sur l'un des vaccins anti-Covid-19 les plus avancés à l'heure actuelle. "Les données des essais cliniques ont montré un bon profil de sécurité et des niveaux élevés de répon-

se immunitaire humorale et cellulaire", s'est félicité la compagnie dans un communiqué à la Bourse de Hong Kong, où elle est cotée. Elle affirme que la Commission militaire centrale, l'institution à laquelle est soumise l'armée chinoise, a donné son feu vert le 25 juin à une utilisation du vaccin sur les militaires.

Il n'était pas clair dans l'immédiat si cette autorisation implique une campagne de vaccination au sein de l'armée chinoise, qui compte quelque deux millions de membres. Le ministère de la Défense n'a pas répondu à une demande de commentaire de l'AFP. CanSinoBio a par ailleurs souligné dans son communiqué ne pas encore pouvoir garantir que son vaccin serait commercialisé pour le grand public. Selon le dernier pointage de l'OMS, outre les 17 vaccins contre le Covid-19 testés sur l'homme, 132 autres sont actuellement en phase d'évaluation préclinique. Aucun n'a encore reçu l'autorisation d'être commercialisé.

Chine : 12 morts après des inondations



Des pluies torrentielles ont fait au moins 12 morts ce week-end en Chine dans la province du Sichuan (sud-ouest), le pays faisant face à des inondations meurtrières depuis début juin, a indiqué lundi un média d'Etat. Dans le canton de Mianning, situé à quelque 350 kilomètres de la capitale régionale Chengdu, deux personnes sont notamment décédées lorsque leur véhicule, circulant sur une autoroute endommagée par les flots, est tombé dans une rivière.

Outre les 12 décès recensés au total dans la province, 10 disparus sont également à déplorer, a annoncé l'agence de presse Chine nouvelle. Depuis le début du mois, le sud du pays est frappé par des pluies torrentielles qui

ont causé des glissements de terrain et des inondations, touchant au total 12 millions de personnes, d'après le ministère des Situations d'urgence.

En l'espace de quelques semaines, plus de 720.000 personnes ont été évacuées et 78 morts au total sont à déplorer, selon la même source. Des photos et vidéos publiées par les médias d'Etat montrent des champs submergés et des sauveteurs avec de l'eau jusqu'à la taille, qui portent des habitants sur leur dos. La saison des pluies a déjà entraîné pour 25,7 milliards de yuans (3,2 milliards d'euros) de pertes économiques, selon le ministère. Un coup dur pour une économie qui a déjà beaucoup souffert de l'épidémie de Covid-19.

Bangladesh : 30 morts dans le naufrage d'un ferry



Au moins trente personnes ont péri et une vingtaine sont portées disparues lundi dans le naufrage d'un ferry, entré en collision avec une autre embarcation sur le fleuve de la capitale bangladaise Dacca, ont annoncé les secouristes. "Nous avons récupéré 30 corps, 20 hommes, sept femmes et trois enfants", a déclaré à l'AFP Abul Khair, plongeur de la brigade des pompiers. Le bateau transportait une cinquantaine de personnes, estiment les autorités.

Le ferry Morning Bird a été percuté par l'arrière par un autre ferry à quelques mètres à peine de Sadarghat, le plus grand port fluvial du Bangladesh, où il s'apprêtait à accoster vers 09H30 locales (03H30 GMT). L'embarcation, qui venait du centre du Bangladesh, n'était "pas surchargée" et a fait naufrage "en raison d'un acte de négligence", a indiqué à l'AFP le contre-amiral Gollam Sadeq, directeur de l'autorité

de transport fluvial du Bangladesh. L'accident est survenu à l'heure de pointe du matin, lorsque les ferrys et autres bateaux encombrant le port. Dans la matinée, des proches en détresse se rassemblaient sur le quai, oubliant des règles de distanciation physique conseillées pour limiter la propagation du nouveau coronavirus. "Je ne sais toujours pas ce qui leur est arrivé", a déclaré un homme qui cherchait son cousin. Les plongeurs étaient toujours à l'œuvre pour extraire les dépouilles de l'épave, qui gît à une profondeur d'environ 12-15 mètres.

Les secouristes plaçaient les corps dans des sacs mortuaires alignés sur le front de fleuve. Les accidents de ferry sont fréquents au Bangladesh en raison du peu de respect des règles de sécurité lors de leur construction sur les chantiers navals. Les ferrys sont souvent surchargés et les naufrages courants les jours de mauvaise météo.

Collision maritime au large des Philippines, 14 disparus

Les autorités philippines ont annoncé lundi avoir déployé des avions et des navires pour tenter de retrouver 14 personnes disparues après une collision entre un bateau de pêche et un cargo. Un bateau de pêche philippin, le Liberty 5, et un cargo enregistré à Hong Kong, le Vienna Wood, sont entrés en collision dimanche au large de la province philippine de Mindoro Occidental, et le bateau de pêche a chaviré, selon les autorités. Le comman-

dant du cargo a appelé les secours "quelques heures plus tard" et le navire a été escorté jusqu'à terre par les garde-côtes philippines, a déclaré leur porte-parole, le commandant Armando Balilo. Les sauveteurs recherchent douze Philippines membres de l'équipage du bateau de pêche et deux passagers de ce bateau, dont on ignore s'il a coulé. Les opérations de recherche ont été interrompues dimanche en raison du mauvais temps et elles ont repris lundi matin.

Espagne: 34 arrestations pour trafic de déchets vers l'Afrique

Trente-quatre personnes ont été arrêtées en Espagne dans le cadre d'une enquête sur l'exportation illégale vers le Nigeria et sept autres pays d'Afrique de 2.500 tonnes de déchets d'appareils électriques et électroniques dangereux, a annoncé lundi la Garde civile.

Menée en collaboration avec l'agence européenne de police Europol, l'enquête a établi qu'entre 2018 et 2019, 138 transferts illégaux de déchets dangereux avaient été effectués de Tenerife vers des pays africains: Sénégal, Ghana, Gambie, Togo, Bénin, Guinée Conakry, Sierra Leone et, surtout, Nigeria. Les suspects, pour la plupart de nationalité ou d'origine africaine, ont été arrêtés à Tenerife et Grande Canarie, deux îles de l'archipel espagnol des Canaries, dans l'Océan Atlantique, a précisé la Garde civile dans un communiqué. Le réseau chargeait dans des conteneurs maritimes une multitude de produits d'occasion

- véhicules à moteur, pièces de rechange, articles ménagers et appareils électriques et électroniques usagés - obtenus auprès de particuliers ou d'entreprises qui s'en débarrassaient parce qu'ils étaient obsolètes ou inutilisables. Une Italienne âgée de 62 ans était chargée de transmettre les documents nécessaires à la douane, en falsifiant les certificats pour faire croire que ces appareils fonctionnaient parfaitement, selon le communiqué.

Or ces déchets d'appareils électriques et électroniques contiennent des substances dangereuses pour l'environnement et nocives pour la santé humaine s'ils ne sont pas traités correctement. Dans son communiqué, la Garde civile relève que sur le continent africain, ces déchets "sont souvent traités par des enfants, sans aucune protection, qui manipulent les appareils à mains nues pour en extraire principalement de l'aluminium et du cuivre".

Une hausse faible de radioactivité d'origine humaine en Europe du Nord

La Finlande, la Suède et la Norvège ont relevé ces derniers jours de faibles niveaux inhabituels de radioactivité d'origine humaine, une hausse inoffensive pour l'homme qui selon un institut néerlandais trouverait sa source en Russie occidentale, tandis qu'une ONG française a écarté une piste menant en Lettonie. L'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, dont les stations permettent également de mesurer des hausses de radioactivité d'origine civile, a publié une carte sur Twitter indiquant la zone d'origine probable de la source, selon ses mesures. Le secteur recouvre grosso modo le tiers sud de la Suède, la moitié sud de la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, ainsi qu'une large zone entourant la frontière nord-ouest de la Russie, y compris Saint-Petersbourg. Ces isotopes (césium 137, césium 134 et ruthénium 103, notamment) "sont très vraisemblablement d'origine civile. Nous sommes en mesure d'indiquer la région probable de la source, mais cela ne fait pas partie du mandat du CTBTO (acronyme anglais de l'organisation, ndlr) d'en déterminer l'origine exacte", a commenté sur Twitter Lassina Zerbo, le secrétaire général de l'organisation internationale basée à Vienne. Le producteur russe d'électricité nucléaire Rosenergoatom a démenti de son côté tout incident dans les deux centrales qu'il exploite dans ce secteur. "Aucune anomalie n'a été enregistrée dans les centrales nucléaires Leningradskaja et Kolskaja", a déclaré un porte-parole aux agences russes.

Les émissions "n'ont pas dépassé les valeurs de contrôle pour la période indiquée" et "il n'y a eu aucun incident lié à un rejet de radionucléides au-delà des niveaux établis", a-t-il poursuivi. Se-



lon les calculs de l'Institut néerlandais pour la Santé publique et l'Environnement (RIVM), "les radionucléides proviennent de la direction de la Russie occidentale" même si les mesures ne permettent pas d'identifier une localisation plus précise. Les nucléides relevés sont bien artificiels donc d'origine humaine. Et leur composition "peut indiquer des dommages à un élément combustible dans une centrale nucléaire", relève l'autorité néerlandaise dans un communiqué. Outre la Russie, la Finlande et la Suède exploitent des réacteurs nucléaires dans le secteur mais aucun incident n'a été signalé.

Les pays baltes n'ont pas de réacteur actif, la Lituanie ayant fermé son unique centrale nucléaire d'origine soviétique dans le cadre de son entrée dans l'Union européenne. En revanche, des problèmes de radioactivité ont bien été signalés ces dernières années dans des centrales électriques conventionnelles en Lettonie.

Celles-ci utilisaient du bois de certaines régions de Biélorussie, notamment des environs de Gomel

et Moguilev dans l'est du pays, qui avaient été particulièrement contaminées par les retombées de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. L'opérateur du réseau de chauffage et d'électricité de la capitale lettone Riga s'était ainsi excusé en 2018 pour avoir utilisé du bois contenant des éléments radioactifs. Et l'entreprise, Rigas Silvums, a annoncé le 17 juin dans un communiqué qu'elle avait lancé un projet de recherche "sur le contrôle de la radioactivité du bois et des cendres" de ses centrales. Mais selon la Ciriad, une ONG anti-nucléaire spécialisée dans le contrôle de la radioactivité, certains isotopes détectés permettent d'écarter cette piste. "La détection à Helsinki d'éléments radioactifs à courte période, le césium 134 (période de 2 ans) et surtout le ruthénium 103 (période de 39 jours), permet d'exclure qu'il s'agisse uniquement du brûlage de biomasse contaminée par les retombées de Tchernobyl en 1986", a expliqué à l'AFP Bruno Chareyron, ingénieur en physique nucléaire et directeur du laboratoire Ciriad de Valence.

Hong Kong La Chine annonce des restrictions de visas pour des Américains



La Chine a annoncé lundi des restrictions de visa contre les Américains "s'étant mal comportés" vis-à-vis d'une loi controversée sur la sécurité nationale dans le territoire autonome de Hong Kong, et en passe d'être adoptée. Ignorant les appels de pays occidentaux et de l'opposition pro-démocratie hongkongaise, Pékin compte bien imposer ce texte, qui selon ses détracteurs menace l'autonomie et les libertés de l'ex-colonie britannique. Rendu à la Chine en 1997, Hong Kong a été secoué l'an dernier par des manifestations monstres contre l'influen-

ce du gouvernement central. Échaudé par ces événements, Pékin a élaboré en quelques semaines un texte qui contourne le conseil législatif local, faisant craindre à l'opposition honkongaise un recul sans précédent des libertés dans la ville de 7,5 millions d'habitants.

La loi, actuellement en discussion au parlement national chinois, pourrait être adoptée dans les prochaines heures. Elle entend réprimer le séparatisme, le terrorisme, la subversion et la collusion avec des forces étrangères. Anticipant le passage de ce texte auquel il est

opposé, Washington avait annoncé dès vendredi des restrictions de visas visant certains responsables chinois accusés de remettre en cause l'autonomie hongkongaise. "Les États-Unis ne parviendront jamais à entraver les efforts de la Chine pour faire progresser la législation hongkongaise en matière de sécurité nationale", a déclaré lundi Zhao Lijian, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. "En réponse aux (mesures annoncées par les) États-Unis, la Chine a décidé d'imposer des restrictions de visa aux ressortissants américains s'étant mal comportés vis-à-vis des questions relatives à Hong Kong", a-t-il annoncé lors d'un point presse régulier.

La Chine a annoncé le mois dernier ce projet de loi, immédiatement jugé par l'opposition hongkongaise comme une manière de réduire au silence le mouvement pro-démocratie. Pour Pékin, il s'agit de mettre fin aux violences ayant émaillé les manifestations de 2019 et de réprimer le courant d'indépendance dans le territoire.

Depuis la rétrocession, Hong Kong jouit d'une très large autonomie par rapport au reste du pays dirigé par le Parti communiste, en vertu du principe "Un pays, deux systèmes". Ses habitants bénéficient notamment de la liberté d'expression, de la liberté de la presse et d'une justice indépendante.

FAF - Ligue nationale des jeunes Les statuts finalisés



Les statuts de la future Ligue nationale de football des Jeunes (LNFJ) ont été «finalisés» et sont «fin prêts» pour être examinés par le Bureau exécutif de la Fédération algérienne (FAF) avant leur adoption, a annoncé l'instance fédérale sur son site officiel. «Cette Ligue se veut être la première structure à mettre l'enfant et le jeune footballeur au centre de son intérêt et la première à mettre le développement et la formation au cœur de son projet», indique la FAF dans un communiqué.

Ce projet d'amendement des statuts avait été initié au lendemain de la visite des représentants de la Fédération internationale (Fifa) en

décembre 2019. Il fera l'objet d'une promotion auprès des membres de l'assemblée générale, lors de regroupements régionaux qui seront organisés après la crise sanitaire liée à la pandémie de nouveau coronavirus.

Toutefois, le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a, dans une circulaire adressée le 8 juin aux fédérations sportives, indiqué qu'il était «formellement interdit de procéder à la moindre modification dans les règlements intérieurs à l'approche des assemblées générales électorales».

La FAF a expliqué que l'objectif principal de la création de la LNFJ, dont les statuts ont été confiés à la

Commission du statut du joueur, présidée par Larbi Oummamar, «est de garantir et d'assurer le bon déroulement de toutes les activités liées au football des enfants, réglementer, former et sensibiliser tous les acteurs et institutions du milieu afin de promouvoir un environnement propice à la formation intégrale de chaque enfant sur tout le territoire national».

Enfin, la FAF a tenu à préciser que «cette Ligue aura son indépendance et disposera de ses propres organes et officiels (assemblée générale, président, SG, bureau de ligue, commissions permanentes, conseil consultatif technique, organe juridictionnel)».

MC Alger

Le bilan financier de 2019 adopté

Le bilan financier de la SSPA/MC Alger de l'année 2019, a été adopté dimanche, lors de l'assemblée générale des actionnaires, a-t-on appris auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 de football. «Le bilan financier a été adopté par les actionnaires, en présence du commissaire aux comptes, ce dernier a relevé des réserves qui seront traitées par le Conseil d'administration au plus tard en décembre prochain», a déclaré le porte-parole du «Doyen» Tahar Belkhir.

Cette assemblée générale, qui a duré cinq heures et demie, s'est déroulée en présence de l'ensemble des membres du Conseil d'administration, des actionnaires, ainsi que du représentant du P-dg de Sonatrach, actionnaire majoritaire. «Les réserves retenues par le commissaire aux comptes sont d'ordre technique, que nous allons régler dans les plus brefs délais», a-t-il ajouté. Lors de la première assemblée générale, tenue le dimanche 14 juin, le commissaire

aux comptes a refusé de valider le bilan financier de la SSPA/MCA de 2019, étant entaché de plusieurs irrégularités. Pour rappel, l'intégralité du budget alloué au MCA par la Sonatrach, estimé à 100 milliards de centimes, a été épuisé dans son intégralité avant même la fin de la saison 2019-2020, alors que trois directeurs généraux qui se sont succédé à la tête du MCA durant l'année 2019, en l'occurrence Kamel Kaci Said, Omar Ghrib, et Fouad Sakhri.

ES Sétif

Trois joueurs de la réserve passent pros

Trois joueurs issus de la réserve de l'ES Sétif ont signé leur premier contrat professionnel avec l'équipe première jusqu'en 2025, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football samedi soir sur sa page officielle Facebook. Il s'agit du gardien de but Boudiaf Idriss, ainsi que des deux joueurs de champ Mehada Abdelbasset et Belbey Aymen, précise l'Entente dans un communiqué. Par ailleurs, le président du Conseil d'administration Azzedine Arab s'est réuni avec les anciens

joueurs pour discuter de la situation du club et essayer de trouver des solutions, alors que l'ancien directeur général Fahd Halfaia a été mis sous mandat de dépôt pour avoir été accusé de corruption en vue d'arranger des matchs de football. Au cours de cette réunion, les anciens joueurs ont réclamé l'arrivée d'une société nationale pour faire face à la crise, tout en apportant leur soutien à Azzedine Arab, souligne l'ESS dans un communiqué. Enfin, la formation sétifienne a tenu à démentir les dernières in-

formations faisant état de contact entre l'entraîneur de l'équipe, le Tunisien Nabil Kouki, et certains joueurs cités comme potentielles futures recrues en vue de la saison prochaine. Avant la suspension du championnat à la 22e journée le 16 mars dernier en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19), l'ESS pointait à la 2e place au classement avec 37 points, en compagnie du MCA, à trois longueurs du leader CRB qui compte un match en moins, tout comme le «Doyen».

WA Tlemcen

Aziz Abbès sceptique quant à la reprise

L'entraîneur du WA Tlemcen, Aziz Abbès, s'est dit lundi «sceptique» quant à une éventuelle reprise de la compétition, à l'arrêt depuis trois mois et demi à cause du nouveau coronavirus (Covid-19), estimant que les conditions actuelles «ne permettent pas d'aller au bout du championnat». Dans une déclaration, ce technicien revendique néanmoins l'accession de son équipe en Ligue 1 dans le cas où les instances concernées venaient de déclarer une fin prématurée de la saison, «étant donné que nous n'avons pas quitté le podium depuis le début de cet exercice», a-t-il insisté. Selon le nouveau système de compétition, les quatre premiers de la Ligue 2 accèderont en Ligue 1 dont le nombre sera porté à 18 clubs, rappelle-t-on. «Ce serait injuste si les efforts des clubs qui ont dominé notre championnat, à l'image surtout du WAT et de Médéa, partent en fumée. Comme les indices montrent qu'on se dirige droit vers l'arrêt définitif du championnat, on craint énormément d'être privés de la montée», a-t-il ajouté. Le bureau exécutif de la Fédération algérienne de football (FAF) tiendra mardi sa réunion mensuelle au cours de laquelle l'ave-

nir de la saison en cours sera évoqué, surtout que la quasi-totalité des clubs de l'élite demandent à ce qu'ils soient fixés sur la poursuite ou non de la compétition. Revenant sur sa première année sur le banc de la formation des «Zianides», lui qui avait mené le NC Magra à l'élite la saison précédente pour la première fois de l'histoire du club, Aziz Abbès s'est réjoui d'avoir réussi un «record» en parvenant à engranger 34 points de 36 possibles dans les rencontres jouées à domicile. «A ma connaissance, jamais le WAT n'a réussi un tel exploit. Cette saison, même en Ligue 1, aucune équipe n'est parvenue à réaliser un parcours aussi flamboyant chez elle. En revanche, je reconnais que nous n'étions pas à la hauteur lors de nos matchs en déplacement. Personnellement, c'est la première fois qu'il m'arrive de perdre de nombreux points à l'extérieur», a-t-il souligné. Par ailleurs, l'enfant de Bordj Bou Arreridj s'est montré disposé à poursuivre l'aventure avec le WAT, qui compte sept années d'absence du premier palier, «et ce, malgré quelques offres que j'ai reçues de la part de clubs des deux ligues professionnelles», a-t-il expliqué.

MC Saïda

Le Mouloudia dans de beaux draps

M. Zeggai

Si les Saïdéens, toutes couches confondues, ne se mobilisent pas autour de leur club, le Mouloudia de Saïda est appelé à disparaître de la scène footballistique. C'est du moins le constat d'une situation qui a prévalu ces dernières années au sein d'une formation qui avait été l'une des premières équipes à avoir marqué son nom dans l'histoire du football algérien. Le Mouloudia Club de Saïda était l'un des plus grands clubs de l'Ouest algérien au début de l'indépendance, grâce à sa régularité et sa présence pendant cinq années consécutives en Nationale I. Il avait remporté la première coupe d'Algérie gagnée par un club de l'Ouest en 1965 contre l'ES Mostaganem. Aussi, de grands joueurs avaient porté le maillot du MCS, à l'image de Saïd Amara, Kerroum, Fezza, Zimmerman, Ouardas, Benhamadi, Belbahri et les autres. Aujourd'hui, le Mouloudia de Saïda est abandonné par les siens, ce qui justifie son parcours durant ces dernières années, notamment après sa rétrogradation en Ligue 2 en 2012. Depuis, le MCS ne fait que flirter avec la relégation, la faute à une gestion chaotique ayant débouché sur plusieurs milliards de centimes de dettes. A présent, on se demande qui pourra sauver le Mouloudia ? Lors de l'exercice actuel, les Saïdéens sont logés à la onzième position à cinq longueurs seulement du deuxième potentiel relégable, la JSMB, mais avec un goal-average particulier favorable (victoire à Saïda et nul à Béjaïa).

En plus d'un parcours qualifié de «catastrophique» par les supporters du club, le problème des dettes, les luttes intestines, les affaires de justice et le blocage du compte ont «tué» le Mouloudia où les joueurs n'ont pas été payés depuis plusieurs mois. Aussi, l'absence d'un vrai contrat de sponsoring fait que le MCS a obligé les responsables du club à ne compter que sur les subventions des autorités locales, ce qui est insuffisant pour une équipe évoluant dans l'antichambre de l'élite. Le manque de moyens financiers a limité le champ de manœuvre des dirigeants pour effectuer une recrutement de qualité susceptible de remettre le MCS sur rails. A cet effet, le club des hauts plateaux de l'Ouest s'est contenté des éléments inconnus au bataillon et dont la plupart ont évolué dans des divisions inférieures. On vient d'apprendre également de Mohamed Messaâdi, président du CSA, qu'une brigade des services de sécurité a entamé récemment une enquête pour un contrôle dans les bilans de la SSPA. Comme quoi, le MCS n'est pas encore sorti de l'auberge. En somme, avec la crise financière qui frappe de plein fouet le club, il est quasiment impossible aux responsables de respecter le protocole sanitaire en cas de reprise de championnat. C'est l'incertitude qui plane au sein du MCS qui doit revoir sa copie et trouver des dirigeants dévoués, capables avec un véritable projet sportif, d'assurer l'avenir et de mettre les mécanismes nécessaires permettant au Mouloudia de reprendre sa place dans le gotha du football national.

Espagne**Benzema, lumineux, ouvre la voie du titre au Real**

La voie est libre: avec un Karim Benzema encore brillant et auteur d'une talonnade lumineuse, le Real Madrid a battu le dernier de Liga, l'Espanyol Barcelone, 1-0, dimanche pour la 32e journée de championnat, et repasse premier deux points devant le FC Barcelone. La saison Benzema : auteur d'une inspiration géniale sur cette talonnade pour Casemiro, qui n'a eu qu'à pousser le ballon dans les cages de Diego Lopez pour l'ouverture du score (45e), l'attaquant français du Real Madrid Karim Benzema s'est encore une fois mué en héros de la soirée, pour propulser le Real deux points devant le Barça en tête de Liga, un

avantage peut-être décisif à six journées de la fin du championnat. «Avec ce geste de classe, je pense au génie, oui, je pense à tous les gens qui aiment voir du beau football, comme moi, comme vous, comme tous les passionnés qui aiment voir ce genre de gestes», a commenté l'entraîneur Zinedine Zidane en conférence de presse d'après-match. Déjà auteur d'un doublé contre Valencia le 18 juin, puis du but décisif chez la Real Sociedad dimanche dernier, Benzema (32 ans) est revenu plus fort que jamais après l'interruption de trois mois à cause de la pandémie, pour mettre le Real Madrid sur les rails d'un potentiel 34e titre en Liga (un record), le

deuxième pour le Zidane entraîneur, après celui de 2017. «KB9», 107 passes au Real depuis 2009, se rapproche ainsi des deux meilleurs passeurs de la Maison blanche ces 25 dernières années : Raúl et Cristiano Ronaldo (116 passes chacun au Real). Une offrande qualifiée instantanément de «magique» sur les réseaux sociaux par Guti, auteur de la «talonnade de Dieu», la plus marquante de l'histoire récente du Real Madrid, contre La Corogne le 30 janvier 2010... pour le but de Karim Benzema. Le Real (1er, 71 pts) a ainsi glané sa cinquième victoire en autant de matches depuis la reprise du championnat le 11 juin, et se dirige droit vers le titre...

Italie**L'Atalanta fonce, l'Inter s'en sort**

Toujours aussi impressionnante offensively, l'Atalanta Bergame est allée s'imposer 3-2 sur la pelouse de l'Udinese dimanche lors de la 28e journée de Serie A, et a ainsi consolidé sa 4e place, alors que juste devant, l'Inter Milan a miraculeusement battu Parme 2-1. L'Atalanta faisait partie des équipes qui avaient un match en retard à rattraper avant le retour de la Serie A à un rythme normal. En 10 jours, l'équipe de Bergame a donc joué trois fois, pour trois victoires: 4-1 contre Sassuolo, 3-2 contre la Lazio Rome et 3-2 à nouveau dimanche à Udine. Les hommes de Gian Piero Gasperini

ont au passage inscrit 10 buts pour confirmer la réputation de machine à marquer de la «Dea». Les Nerazzurri ont réagi et ont donc finalement réussi à suivre le rythme des deux leaders, la Juventus (1re) et la Lazio Rome (2e), qui se sont toutes les deux imposées, respectivement vendredi contre Lecce (4-0) et samedi face à la Fiorentina (2-1).

L'Inter revient à quatre points de la Lazio et en conserve quatre d'avance sur l'Atalanta. A défaut de se rapprocher du podium, les Bergamasques ont tout de même solidifié leur 4e position, qui vaut très cher puisqu'elle assure une place en

Ligue des champions. L'Atalanta compte en effet désormais neuf points d'avance sur l'AS Rome, battue 2-0 à San Siro par l'AC Milan (7e) et qui a semblé bien trop épuisée pour espérer combler son retard sur l'équipe de Bergame. Avec ce succès, le premier de la saison contre une équipe du Top 6, Milan s'installe à la 7e place et peut toujours croire à la Ligue Europa. Trois points devant Milan et trois points derrière la Roma, on retrouve le Naples (6e) de Gennaro Gattuso, qui a confirmé son excellente forme en battant la Spal 3-1, grâce à des buts de Mertens, Callejon et Younes.

Allemagne**Stuttgart va retrouver la Bundesliga**

Stuttgart va faire son retour en Bundesliga, après une saison d'absence, malgré sa nette défaite à domicile (3-1) face à Darmstadt lors de la 34e et dernière journée du championnat d'Allemagne de 2e division dimanche. Le VfB, quintuple champion d'Allemagne, a terminé à la 2e place du classement (58 points) et accompagnera dans l'élite Bielefeld, assuré de son retour en 1re division, quittée en 2009, depuis deux

semaines (68 pts). L'ancien attaquant international allemand Mario Gomez, 34 ans, a marqué le seul but de Stuttgart, mais le buteur passé par le Bayern Munich et la Fiorentina ne portera plus le maillot de son club formateur la saison prochaine. Heidenheim, club de la région de Stuttgart, a arraché à la surprise générale la 3e place (55 pts), synonyme de barrage d'accession contre le 16e de Bundesliga, le Werder Brême. Hei-

denheim, qui évoluait encore en 5e division en 2008, s'est pourtant incliné 3 à 0 face à Bielefeld, mais Hambourg, qui pouvait profiter d'un faux-pas, a été humilié à domicile (5-1) par Sandhausen. Le HSV (4e, 54 pts) n'avait jamais quitté la Bundesliga depuis la création du championnat d'Allemagne en 1963 jusqu'à sa relégation en 2018. Il passera donc en 2020-2021 au moins une troisième saison en 2e division.

Grèce**L'Olympiakos de Soudani champion**

L'Olympiakos, où évolue l'international algérien Hillel Soudani, a remporté dimanche son 45e titre national grâce à sa victoire 2-1 sur le terrain de l'AEK Athènes, un sacre qui lui offre un billet direct pour la Ligue des champions la saison prochaine. Dans un stade privé de spectateurs en vertu des mesures de lutte contre le Covid-19, le club du Pirée s'est imposé grâce aux buts de Youssef El-Arabi (38e) et Mady Camara (45e), auxquels Sergio Araujo a répliqué à la 66e minute. Avec 78 points, contre 59 pour le Paok Salonique, son premier poursuivant, l'Olympiakos ne peut plus être rejoint en tête du classement, alors que six journées doi-

vent encore être disputées. L'AEK est troisième, avec trois unités de moins que le Paok, champion en 2019. Il aura une occasion de prendre sa revanche sur son rival athénien lors de la finale de la Coupe de Grèce, qui devrait probablement être organisée fin juillet. Cette saison, les équipiers de Mathieu Valbuena ont terminé 3e de leur groupe en Ligue des champions, de quoi être reversés en Ligue Europa. En C3, l'Olympiakos doit encore disputer le match retour de son huitième de finale contre Wolverhampton, après avoir concédé le match nul 1-1 à domicile à l'aller, avant l'interruption des compétitions en raison de la pandémie de nouveau coronavirus.

Coupe d'Angleterre**Arsenal - City et United - Chelsea en demi-finales**

Manchester United, qualifié samedi, a été rejoint dimanche par City, et les Londoniens d'Arsenal et Chelsea dans le dernier carré de la Coupe d'Angleterre, dont les demi-finales se dérouleront à Wembley les 18 et 19 juillet. Effectué à la mi-temps du dernier quart de finale entre Newcastle et Manchester City, le tirage au sort a décidé que les Red Devils joueront Chelsea, alors que les Gunners défieront les Citizens, tenants du titre. Après la perte de son double titre de champion jeudi, au profit de Liverpool, à la suite de sa défaite à Chelsea (2-1), Manchester City a bien réagi en éliminant Newcastle. Par ailleurs, revenus à trois longueurs de Leicester en championnat, dans la course au podium, les hommes de Frank Lampard lui ont porté un nouveau coup au moral avec cette élimination. Les Foxes, déjà éliminés en demi-finale de la Coupe de la Ligue par un relégable, Aston Villa, en janvier, ont connu une nouvelle désillusion en ratant la qualification pour leur première demi-finale de Cup depuis 1982.

Privés de leur meneur, James Maddison, ménagé, les hommes de Brendan Rodgers n'ont que trop rarement menacé les Londoniens, hormis les 10 premières minutes où Chelsea semblait somnoler. Coup de poker gagnant puisque l'un des entrants, Ross Barkley, a marqué le but

décisif sur un centre de Willian peu après l'heure de jeu (1-0, 63e). Si la voie de l'Europe semble bouchée pour les Gunners côté championnat, avec neuf points de retard sur Wolverhampton, 5e, malgré un match en retard, ces derniers ne sont plus qu'à deux matches de l'Europe via la Cup. Sans Pierre-Emerick Aubameyang, laissé sur le banc, ni Matteo Guendouzi, toujours écarté par Mikel Arteta, Nicolas Pépé a assuré le principal en transformant un penalty accordé après recours à la VAR (1-0, 25e). L'assistance vidéo a d'ailleurs joué un rôle important en refusant, à raison, deux buts aux locaux pour hors-jeu (10e et 58e). Les Blades auraient pu égaliser en début de seconde période (55e, 58e). Mais ils ont dû attendre une énième erreur défensive cette saison des Gunners pour y arriver. Sur une longue touche, Sead Kolasinac a dégagé sur son coéquipier Shkodran Mustafi, le ballon parvenant à l'attaquant David McGoldrick qui a égalisé de façon acrobatique (1-1, 87e). Mais le soulagement de ce but a provoqué un relâchement fatal, puisque trois minutes plus tard, le milieu de terrain cédé par le Real Madrid, Dani Ceballos, laissé libre par la défense de Sheffield, s'est enfoncé dans la surface pour tromper de près Henderson (2-1, 90e+1) et permettre à son équipe de rêver encore.

Technologie

Le ballon au centre des controverses

A. L.

Chez les séniors aussi, la technologie a débouché sur des changements. Le cuir a disparu depuis 1984, à l'occasion de l'Euro et a été remplacé par d'autres matières. Les fabricants ont utilisé la marge en matière de poids, la loi II leur laissant une marge entre 40 et 50 grammes. Si la mensuration est rentrée stable (68-70 cm) en revanche, les produits ont été diversement appréciés par les utilisateurs au cours des dernières décennies, et notamment à chaque Coupe du monde où les équipementiers se disputent le monopole, ce qui est logique. En effet, les tireurs ont dû s'adapter à la

réaction des ballons mis sur le marché. Certains d'entre eux se sont illustrés par la qualité et la puissance de leur frappe, inscrivant de nombreux buts. Par contre, le clan des mécontents est constitué par les gardiens, souvent surpris par les trajectoires flottantes et inattendues lors des coups francs notamment.

En outre, les gardiens se sont plaints lors de la prise par les mains, la balle étant plus difficile à maîtriser. Aussi, les plus avertis se sont mis à « boxer » le ballon au lieu de chercher à le bloquer. D'après les sondages, d'une façon générale, les ballons paraissent plus légers alors que leur poids est conforme à la loi II. Ce sont bien évidemment les nou-

velles matières qui provoquent ces réactions. A l'époque actuelle, les ballons sont plus rapides après les frappes, et des experts assurent que des vitesses incroyables ont été enregistrées en Premier League, plus de 161 km/heure. On affirme que les dirigeants de la FIFA, soucieux du succès de la Coupe du monde, aurait encouragé les fabricants à fournir des ballons visant à prendre en défaut les gardiens, ce qu'a toujours réfuté cette instance.

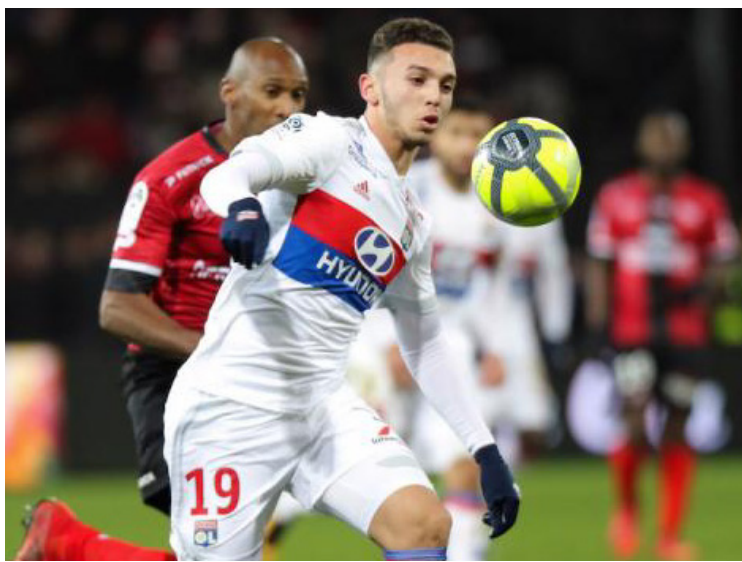
Plusieurs marques concurrentes se partagent les compétitions à travers le monde. C'est un marché juteux qui a encore de l'avenir étant donné le nombre de plus en plus croissant des pratiquants.

OGC Nice

Amine Gouri en renfort

Le dossier Amine Gouri est désormais bouclé et l'attaquant franco-algérien de Lyon va rapidement rejoindre l'OGC Nice comme le craignaient les supporters de l'OL. Dimanche tout s'est accéléré pour le joueur de 20 ans, désormais en partance non pas pour la cité thermale mais pour l'OGC Nice. Après de longues négociations, Jean-Michel Aulas et les dirigeants azuréens ont trouvé un terrain d'entente pour un transfert à hauteur de 6ME annonce L'Equipe, alors que Lyon espérait pouvoir obtenir entre 8 et 10ME pour l'international Espoirs. De quoi forcément encore plus énerver les fans de l'OL, lesquels sont d'ores et déjà furieux contre cette décision validée par le président rhodanien.

Loin de cette agitation sur les réseaux sociaux, Amine Gouri s'apprête à rejoindre Nice où l'attaquant devrait passer sa visite médicale en milieu de semaine avant de parapher son nouveau contrat. Privé de temps de jeu à l'Olympique Lyonnais,



Amine Gouri estime que son avenir n'est plus réellement au sein de son club formateur et c'est pour cela qu'il a décidé de tourner le dos à l'OL pour signer au Gym, où la reprise par Ineos a visiblement dopé les ambitions. Les signatures s'enchaî-

nent du côté de l'OGC Nice, et Amine Gouri ne sera pas le dernier renfort donné à Patrick Vieira pour la saison prochaine. Du côté de Lyon, Rudi Garcia et Juninho vont devoir faire accepter ce départ aux supporters, et ce n'est pas gagné.

FC Barcelone

La rumeur Guardiola réapparaît !



Alors que Quique Setien traverse une première période de crise sur le banc de touche du FC Barcelone, le nom de Pep Guardiola revient avec insistance en Catalogne. Certes, le Barça est invaincu depuis la reprise de la Liga, intervenue à la mi-juin après la pandémie de coronavirus. Mais le FCB galère quand même pour avoir de bons résultats... Puisqu'en l'espace d'une semaine, le champion d'Espagne en titre a fait deux matchs nuls en trois matchs : contre le FC Séville le 19 juin (0-0), et face au Celta Vigo samedi (2-2). Deux revers qui plongent Barcelone dans le doute, surtout que le Real se dirige désormais vers le titre en Liga. À cause de ces résultats mitigés, Quique Setien se retrouve forcément sur la sellette. Et selon The Express, la direction blaugrana envisage de rapatrier Pep Guardiola en vue de la saison prochaine. Alors que l'entraîneur espagnol vient de perdre le titre en Premier League contre Liverpool avec Manchester City, il se concentre désormais sur la fin de la Ligue des Champions, où les Citizens sont en ballotage favorable contre le

Real Madrid après une victoire 2-1 au Bernabeu en huitième de finale aller. Une C1 en forme de dernier baroud d'honneur avant un départ ? C'est possible, sachant que Man City risque d'être suspendu pour deux ans des Coupes d'Europe pour ne pas avoir respecté les règles du fair-play financier de l'UEFA. Au cours des deux prochaines semaines, City, qui a fait appel de cette sanction, connaîtra la réponse du TAS. Et si celle-ci ne donne pas raison au club mancunien, Guardiola pourrait faire ses valises. Sous contrat jusqu'en 2021, l'ancien coach du Barça, où il avait remporté 14 trophées en quatre saisons, serait disposé à retourner dans sa ville natale. Même si Xavi est annoncé sur le banc de touche du FCB en 2021, le come-back de Guardiola, l'entraîneur le plus titré de l'histoire blaugrana, huit ans après son départ ferait en tout cas l'unanimité. Malgré le fait que le technicien de 49 ans réclamera un salaire annuel de 20 millions d'euros. Peut-être le prix à payer pour retrouver le vrai Barça, celui qui dominait le football européen...

Prix Marc-Vivien Foé

Slimani termine 2^e, Delort 10^e



L'attaquant international algérien Islam Slimani, dont l'option d'achat n'a pas été levée par l'AS Monaco, a terminé à la 2^e place du classement de l'édition 2020 du Prix Marc-Vivien Foé, organisé par RFI et France 24 pour récompenser le meilleur joueur africain de la Ligue 1 française de football, alors que son compatriote Andy Delort s'est classé 10^e. Slimani, auteur de 9 buts et 8 passes décisives sous le maillot monégasque, a récolté 95 points, derrière l'attaquant nigérian de Lille OSC Victor Osimhen (284 points). Le défenseur international marocain du Stade de Reims, Yunis Abdelhamid, a occupé la 3^e place (89 points). Nominé également pour ce trophée, Andy De-

lort, meilleur buteur de Montpellier, n'a pas fait mieux qu'une dixième et avant-dernière place au classement avec 13 points. A 21 ans, Osimhen (13 buts et 4 passes décisives en 27 matchs), succède à l'Ivoirien Nicolas Pépé et devient le plus jeune vainqueur de ce vote désignant le meilleur joueur africain du championnat de France. Victor Osimhen est le cinquième joueur de Lille à remporter le trophée, après l'attaquant ivoirien Gervinho (2010, 2011), le gardien nigérian Vincent Enyeama (2014), le milieu offensif marocain Sofiane Boufal (2016) et l'attaquant Nicolas Pépé (2019). Lille a donc gagné la moitié des trophées décernés depuis 2009.

Championnats européens

Espagne - 33^e journée

Aujourd'hui

(18h30) Leganes - Séville
Majorque - Celta Vigo
(21h00) Barcelone - Atlético Madrid

Mercredi

(18h30) Alaves - Grenade
Valence CF - Athletic Bilbao
(21h00) Betis Séville - Villarreal
Valladolid - Levante

Jeudi

(18h30) Eibar - Osasuna
Real Sociedad - Espanyol Barcelone
(21h00) Real Madrid - Getafe

Italie - 29^e journée

Aujourd'hui

(18h30) Torino - Lazio Rome
(20h45) Genoa - Juventus

Mercredi

(18h30) Bologne - Cagliari
Inter Milan - Brescia
(20h45) Fiorentina - Sassuolo
Hellas Vérone - Parme
Lecce - Sampdoria Gênes
Spal - AC Milan

Jeudi

(18h30) Atalanta Bergame - Naples
(20h45) AS Rome - Udinese

Angleterre - 32^e journée

Aujourd'hui

(20h15) Brighton - Man United

Mercredi

(18h00) Bournemouth - Newcastle
Arsenal - Norwich City
Everton - Leicester
(20h15) West Ham - Chelsea

Jeudi

(18h00) Sheffield United - Tottenham
(20h15) Manchester City - Liverpool

Watford

Trois joueurs écartés pour non-respect de la distanciation

Watford (Premier League anglaise de football) a annoncé dimanche avoir écarté trois joueurs n'ayant pas respecté le protocole de la distanciation physique, imposé par la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19). Andre Gray, Nathaniel Chalobah et Domingos Quina ne figuraient pas sur la feuille de match contre Southampton dimanche, dans le cadre de la 32^e journée du championnat, alors que les «Hornets», 16^{es}, n'ont qu'un point d'avance sur la zone rouge. Watford a expliqué que cette mesure avait été prise pour protéger «la santé et la sécurité

des joueurs, des staffs et des officiels». Gray avait posté sur les réseaux sociaux plusieurs vidéos d'une grande fête pour célébrer ses 29 ans, vendredi. Cette vidéo montrait notamment certains invités, dont Quina, s'adonner à un match de football sur un terrain synthétique dans le jardin de Gray. Les recommandations pour éviter la propagation du coronavirus au Royaume-Uni limitent actuellement à 6 le nombre de personnes venant de ménages différents qui peuvent se rencontrer en plein air. Watford a ajouté qu'il allait enquêter sur les faits et parler aux joueurs impliqués.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE.
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PECHE
DIRECTION GENERALE DES FORETS
CONSERVATION DES FORETS DE LA WILAYA D'ORAN

AVIS D'ATTRIBUTION
PROVISOIRE DE MARCHE

N.I.F : 099531019223228

Conformément aux dispositions de l'article 65, alinéa 2 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le conservateur des forêts de la Wilaya d'Oran informe l'ensemble des soumissionnaires sur l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimale n°02/2020 relatif à « REALISATION DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE PISTES FORESTIERES SUR 55 Km » Que les contrats sont attribués provisoirement à:

ENTREPRISE	LOT	N.I.F	Note technique (100 Pts)	Délais	MONTANT de l'offre du lot (DA)	CRITERE DE CHOIX
BAHRIA AHMED	02	181290700045125	75.55	03mois	2 737 000.00	Moins-disant
ETP BELAMEIRI AHMED	03	184310100598185	50.91	55 Jours	2 310 980.00	Moins-disant
ETP MEDAH ARAIBI HOUCINE	04	158022900259137	60.66	03 mois	6 735 400.00	Moins-disant
ETP SIDI YEKHLEF AISSA	05	166462500507126	52.42	04 mois	4 700 500.00	Moins-disant
SARL SDTPH DJELLOUL DAUD	06	000131010534132	64.5	02 mois	11 548 950.00	Moins-disant

Micro-entreprise C.N.A.C ET A.N.S.E.J

MICRO-ENTREPRISE	LOT	N.I.F	Note technique 50Pts	Délais	MONTANT de l'offre du lot (DA)	CRITERE DE CHOIX
ETP BENHEMZA RAFIK	01	194200102396195	48	03 mois	6 128 500.00	Moins-disant

Tout soumissionnaire qui conteste ce présent choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la wilaya d'Oran dans un délais de 10 jours à compter de La première parution de cet avis conformément à l'article 82 N° 15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le Conservateur

ANEP N° 2031004425 Le Quotidien d'Oran 30/06/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'EL BAYADH
DAIRA DE BOUGTOB
COMMUNE D'EL KHEITER
N° : 12/2020

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE
N° IF : 098432115064817

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant règlementations des marchés publics, le président de l'assemblée populaire communale d'el kheiter, informe les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert pour n°10 du 18/05/2020 publié au journal « LE QUOTIDIEN-D'ORAN » et « النهار », et suivi du PV de la commission du jugement N : 11 du 23/06/2020 A été attribué provisoirement à l'entreprise désignée ci-dessous:

N°	Désignation des travaux	Entreprise de réalisation	Montant de l'offre	Délais	Obs
01	«Rénovation et extension réseau d'assainissement cités (Basatin -Nasr-EL Hidhab -Najma -Locaux professionnels 1 ^{ERE} Tranche) A EL KHEITER	L'Entreprise hydrauliques et travaux publics et bâtiment DEHINI ABDELKADER N° IF : 172200101062162	10.720.967.50 DA	03 mois	L'OFFRE Qualifié techniquement Moins disant

Conformément au disposition de l'article 82 du decret sus-cité, les soumissionnaires désirant :

- 1- faire recours a la commission compétente sur le choix, dans un délai de dix (10) jours a partir de parution de présent avis.
- 2- Prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leur offre technique et financière, en se rapprochant des services de l'APC dans un délai de trois(03) jours a compter de la date de parution de présent avis.

El kheiter, le 28 جويلية 2020

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2031004415 Le Quotidien d'Oran 30/06/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MOSTAGANEM

DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU

N.I.F : 098027019000436

Avis d'annulation de l'attribution

En application des dispositions de l'article 73 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant règlementation des marchés publics et des délégations de services public. Monsieur le directeur des ressources en eau de la Wilaya de Mostaganem informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence des capacités minimales N°31/2020 paru dans les quotidiens nationaux en langue française « Le Quotidien d'Oran » 26.04.2020 et en langue arabe « المحور » en date du 23.04.2020 concernant l'opération : « Renforcement des ouvrages de stockage et de pompage à travers la wilaya.

Pour la réalisation des travaux concernant Lot N°26 : Achèvement du réservoir 250 m³ Surélevé Zone d'habitat Commune de Sour », attribué à l'entreprise KIARI TOUFIK

Que la procédure de l'avis d'attribution est annulée.

Le Directeur

ANEP N° 2031004423 Le Quotidien d'Oran 30/06/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN
DAIRA D'AIN EL - TURCK
COMMUNE MERS EL KEBIR

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

Le président de l'assemblée populaire communale de MERS EL KEBIR Relance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales conformément aux dispositions des articles 40,42, et 44 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public.

Concernant le projet :

REALISATION D'UN RESEAU D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USES DE LA PARTIE HAUTE DE LOCALITE DADAYOUM 1^{ER} TRANCHE *MERS EL KEBIR*.

Les entreprises qualifiées en hydraulique catégorie (2) et plus activité principale et intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges auprès du service des marchés de la commune De MERS EL KEBIR contre le paiement de 5.000,00 DA représentant les frais de reproduction, à l'adresse suivante : Commune De MERS EL KEBIR
Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

A - DOSSIER DE CANDIDATURE :

- ❖ la déclaration de candidature (selon model joint) remplie, datée et signée.
- ❖ La déclaration de probité (selon model joint) remplie, datée et signée.
- ❖ Certificat de qualification et de classification en cours de validité 02 et plus, activité principale hydraulique
- ❖ Références professionnelle pour des projets similaires (attestations délivrées par divers services contractant publics)
- ❖ Casier judiciaire en cours de validité
- ❖ Copie de l'extrait de rôle de moins de trois (03) mois apuré ou échéance de paiement.
- ❖ Numéro d'identification fiscale (NIF).
- ❖ Attestation de mise à jour CNAS- CASNOS et CACOBATH. en cours de validité.
- ❖ Bilans fiscaux des trois (03) derniers exercices, dûment visés par les impôts ou commissaire aux comptes
- ❖ copie du registre de commerce électronique ;
- ❖ La liste des moyens matériels+cartes grises au nom de propriétaire avec assurance obligatoire en cours de validité pour les moyens matériels roulant, et des factures d'achat et un PV d'inventaire pour les moyens matériels non roulant.
- ❖ La liste des moyens humains (encadrement destiné au projet avec Leurs CV et diplôme) déclaré à la CNAS.
- ❖ Les statuts pour les sociétés.

B - OFFRE TECHNIQUE :

- ❖ La déclaration à souscrire (selon model joint) daté et signé.
- ❖ Le cahier des charges, signé et paraphé avec la mention « lu et accepté » écrite à la main.
- ❖ Un planning de réalisation des travaux établi par le soumissionnaire signé et paraphé.
- ❖ Mémoire technique justificative dument remplis.

C - OFFRE FINANCIERE :

L'enveloppe relative à cette offre contient les pièces suivantes (documents remplis et signés et paraphés).

- La lettre de soumission (selon modèle ci-joint) signé et paraphé;
- Devis quantitatif estimatif remplis et visé.
- Bordereau des prix unitaires remplis et visé.

Chaque Offres est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée indiquant la référence et l'objet de l'appel d'offre indiqués ci-dessus-ainsi que la mention « Dossier de candidature » ou « offre technique » ou « offre financière » selon le cas. Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention « soumission à ne pas ouvrir - appel d'offre N°...../2020

REALISATION D'UN RESEAU D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USES DE LA PARTIE HAUTE DE LOCALITE DADAYOUM 1^{ER} TRANCHE *MERS EL KEBIR*.

La durée de préparation des offres est fixée à DIX jours (10) -à compter de la première parution du présent avis dans les presses nationales ou le BOMOP.

La séance d'ouverture des plis se tiendra le même jour ouvrable correspondant à la date limite de dépôt des offres à 12H00 les soumissionnaires sont cordialement invités à y assister.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 100 jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP.

28 جويلية 2020

FAIT A MERS EL KEBIR LE :

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2031004407 Le Quotidien d'Oran 30/06/2020

APPELLEMENTS

■Loue F2 pour un couple au 1er étage - Eau + Gaz + Parabole + Chauffage-bain - à ORAN - ES-SENIA - Tél : 0778.89.02.04

■Loue Appartement F3 refait à neuf, 1er étage en face clinique En-Nakache USTO. Tél : 0542 61 62 19

■A vendre Appartement F4 - Cuisine - SDB - Bien aménagé - Sup. 80 m² - Au 2ème étage Cité Radieuse - Maraval / ORAN - Loue Licence de Café à ORAN - Tél : 0550.54.24.62

■Vends : F2 aménagé en 2 Studios + Local commercial situé à ORAN centre-ville au 22, Rue Lourmel, pas loin de la Place Hoche - R.D.C. / 550 U - Tél : 0550.20.83.97

■A vendre ou Echange : Un bel F3 situé à HASSI BEN OKBA - Peut être modifié en F4 - contre F3 ou F2 à ORAN ou environs - Pas d'intermédiaire S.V.P. - N° Tél : 0697.57.64.86

■Cherche Location Appartement F3 au RDC ou au 1er étage à Maraval / ORAN - Tél : 0782.30.82.47

■A louer F3 pour un couple au 5ème étage avec Ascenseur - côté l'Académie - ORAN - Appelez au : 0794.58.21.04

■A vendre F3 - Acté - Au 4ème étage CIA Victor Hugo - ORAN - 450 Millions - Tél : 0559.73.26.57

■Vente Appart F2 modifié en F3 au 4ème et dernier étage à Plateau (ORAN) - Très ensoleillé - Deux Grandes Pièces + 1 Petite - Cuisine - Salle de bain - et un vaste Balcon - Tél : 0799.50.58.43

■Vends Appart F3 au 1er étage Boulevard Millénum (ORAN) - Tél : 0553.27.17.78

■SBA - A vendre Appartement F3 de 102 m² au 8ème étage avec Ascenseur - Chauffage central - Cité clôturée et sécurisée - Bon voisinage - Tél : 0661.24.04.67

■A vendre joli F3 - Acté + Livret foncier - 3 façades - à Maraval / ORAN dans un endroit très calme - Bon voisinage - Tél : 0790.51.10.78

■Loue : Appartement F2 meublé au centre-ville 5ème étage pour 3 mois - Deux (2) Appartements F4 à Misserghine (Duplex) calme et bon voisinage au 1er étage - Tél : 0540.05.99.72

■Vends Appartement F3 de 70 m² à la Cité Jeanne d'Arc - Gambetta - ORAN au 11ème étage avec Ascenseur - Vue sur mer - Toutes commodités - Eau - Gaz - Electricité - Tél : 0770.69.52.82

■Vends : Duplex à Plateau 250 m² - Terrain Agricole à EL HAMOUL - Villa R+1 à OUED TLELAT - Sur plans : F2 - F3 - F4 - F5 et Duplex à ORAN - Tél : 0550.90.26.04 - 0661.20.14.68

■Vends ou Echange un bel Appartement meublé - Acté avec Livret foncier - Libre de suite - Superficie 93 m² - 3ème étage - Avec Chauffage central - Ascenseur et Place de Parking - Adresse : Résidence VICTORIA - Cité Bel Air - ORAN - Merci - Prix offert : 1 Milliard 350 Millions (Sans Place de Parking) - Contre un Local ou un Terrain à ORAN - Tél : 0541.04.43.25

■Loue : F2 Cavaignac. 1er (2 U) - F3 Luxe Seddikia. 1er (4 U) - F4 Rue Mohamed Khemisti. 4ème (5 U) - F5 + Garage, Extension Canastel. 6ème (7 U) - Villa Kerma - F1 Coca. 1er - AG. " ABDALLAH " - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■Vente d'un Appartement F4. Cuisine. Salle de bain. WC. Balcon + une Terrasse individuelle. Colloir - Surface 120 m² 90 au 1er étage situé au centre-ville de la commune d'ORAN Rue de l'Artillerie parallèle du cinéma Colisée vers la Rue Khemisti - Tél : 0796.47.24.12

■A vendre Appart F3 - 3 façades - 72 m² - Toutes commodités - en plein Boulevard Akid Lotfi (ORAN) en face Joy - Tél : 0540.48.59.75

■Vends bel Appart F3 (moderne) situé au centre-ville d'ORAN, immeuble NATIXIS en face lycée Lotfi - Sup. 105 m² - 6ème étage avec Ascenseur - Cuisine et SDB équipées - Toutes commodités (Eau H24 - Gaz - Electricité - Chauffage central...) - Immeuble récent - Calme - Propre - Fermé avec Interphone - Tél : 0541.99.51.55

VILLAS

■Vds Carcasses : R+4. Sup 260 m² avec un permis de construire à Boulanger. - Tél : 0656.19.19.74

■Echange contre similaire à ORAN : Villa à SIDI BEL ABBES. Nouvelle construction. Equipée. Composée de: 5 Pièces - Cuisine - Salle de bain - Garage pour 2 voitures - Jardin - Bâche d'eau - Puits - Cour et Terrasse - Superficie 320 m² - Tél : 0561.35.20.41

■A louer Logement de 3 Pièces dans une Villa, entrée individuelle à la Cité Castors - Es-Senia / ORAN - Tél : 0772.31.77.82

■Location d'une Villa bien équipée avec piscine dans un quartier résidentiel sécurisé à Trouville - Ain Turk / ORAN - Pour l'été - Tél : 0559.78.70.06

■Vends Villa R+2 de 260 m² - 2 façades - RDC : Garage 140 m² + Jardin + Jardinier - R1 : 4 Pièces + Cuisine + SDB - R2 : 3 Pièces + Cuisine + SDB - à Cherif Yahia - ES-SENIA - Très bien située - Tél : 0771.91.21.61

EMPLOIS

■Entreprise de production en Agro-alimentaire sise à Es-Senia - Oran recrute : 1 Commercial et 1 Superviseur des ventes expérimentés - Envoyer CV à : recrutement.stezi@gmail.com

■Société importante recrute dans l'immédiat Comptable qualifié. Maîtrise très bien la langue française et l'outil informatique - Salaire motivant - Envoyez votre CV avec photo au : batfo01@yahoo.fr

■Entreprise de production en agro-alimentaire, Sise à Es-Senia, Oran recrute 1 chef Production, avec une longue expérience. Envoyez CV à : recrutement.stezi@gmail.com

■Je cherche des Couturières et Finition Femme à ORAN - Tél : 0542.75.31.28 - 0551.68.45.01

LOCAUX

■Location d'une Station de service Carburant Super + Sans Plomb + Gasoil + Sirghaz bientôt installé dans quelques jours IN CHA'ALLAH. Sup. 3.000 m² environ située dans grande Route Nationale vers ORAN à 6 Km environ plus un grand espace pour Prestation (Lavage - Vidange...etc.) - Le prix après visite. Merci - Tél : 0770.42.69.62 - 0770.82.84.41

■A vendre un Local de 45 m² à Akid Lotfi à ORAN - N° Tél : 0771.45.05.07

■A vendre un Local 80 m² à Castors à ORAN - N° Tél : 0656.19.19.74

DIVERS

■Loue Licence de Taxi - W. ORAN - Port : 0697.56.30.54

■CORONA - SOLIDARITE - Docteur NAÏMA LAZOUNI vous offre Masques gratuits si vous avez plus de 65 ans - Téléphonez au : 0560.47.00.23 - 0560.47.00.28 - Pour : ORAN - MAS-CARA - TLEMEN - SAÏDA

■Cherche Achat Fusil de chasse calibre 12 - Tél : 0782.30.82.47

■Prends en charge des Travaux de : Démolition - Gros Œuvres - Maçonnerie Gle - Aménagement - Rénovation - Décoration Façade - T.C.E. Clés en main avec Garantie - Tél : 0555.20.05.90 - 0794.30.39.03

■Vous entendez mais vous ne comprenez pas bien - Vous faites répéter - Vous augmentez la télé - Test audition gratuit chez SONOBEL - Téléphonez au : 0560.47.00.23 - 0560.47.00.16 - Pour : ORAN - MAS-CARA - TLEMEN - SAÏDA - NÂAMA - RELIZANE

■Loue Licence Taxi à ORAN - Prix : 5.000,00 DA par Mois - Tél : 0553.11.41.48

Quelques remarques sur les propositions portant révision de la Constitution

Par Zerrouk Ahmed *

Suite et fin

Ainsi, l'Algérie, à travers l'Armée Nationale Populaire, participe à des opérations de maintien de la paix, et cette participation se fait d'une manière volontaire à la suite d'un appel à contribution de l'ONU.

Quant aux opérations de restauration de la paix, autrement dit d'imposition de la paix dans le cadre du Chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, elles impliquent l'usage de la force létale et, en conséquence, la perte de vies humaines des deux (2) côtés.

En outre, et au cas où l'Algérie viendrait à participer à de telles opérations, notamment dans le monde arabe ou au Sahel, cette action pourrait porter préjudice à notre pays dans ses relations avec les pays arabes et impacterait fortement son rôle de médiateur et de facilitateur de la paix, reconnu et apprécié par la communauté internationale, et porterait atteinte aux valeurs de dialogue, de tolérance et de bon voisinage prônées par l'Algérie.

De plus, si de telles opérations de restauration de la paix auraient lieu au Sahel, notre pays pourrait s'exposer à des risques réels et patents sur son propre territoire.

Aussi cet article ainsi que le 3ème tiret de l'article 95 devraient être écartés des propositions de révision de la Constitution, et ce d'autant plus que notre pays peut participer volontairement, le cas échéant, à de telles opérations sur sollicitation des Nations Unies, de l'Union Africaine ou de la Ligue des Etats Arabes, sans pour autant constitutionnaliser cette action.

- **Article 38**, la deuxième phrase de cet article suppose l'existence ou l'éventualité d'existence d'exécution extrajudiciaire par les forces de l'ordre. En effet, ledit article après avoir affirmé que « *Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine et doit être protégé par la loi* », souligne que « *Nul ne peut être arbitrairement privé de ce droit* ». Cet article est une reprise, en extenso, de l'énoncé de l'article 6/1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ratifié par notre pays suivant le décret présidentiel 89-67 du 16 mai 1989, in *Journal Officiel* 20 du 17 mai 1989.

Il est utile de relever que la licéité de tuer une personne sans engager sa responsabilité pénale est prévue par le droit de La Haye¹, le droit de la guerre ; et là, il s'agit d'actes de guerre entre combattants, dans le strict respect du *JUS AD BELLUM* (légalité du recours à la force) et du *JUS IN BELLO* (règles humanitaires à respecter en cas de guerre).

En dehors de cette situation et hors le cas de la légitime défense, dans le strict respect de la proportionnalité de la défense face à la gravité de l'agression, et les infractions prévues et réprimées de la peine de mort, la privation arbitraire du droit à la vie ne peut qu'être qu'une exécution extrajudiciaire. La phrase « *Nul ne peut être arbitrairement privé de ce droit* » implique l'existence d'actes d'exécution extrajudiciaire par des agents de l'Etat. Ce pourquoi, il est suggéré d'enlever cette phrase dudit article 38, d'autant plus que la ratification du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui contient cette disposition dans son article 6/1, donne une primauté audit protocole sur la loi interne, conformément aux dispositions de l'article 150 de la Constitution.

En conséquence, cette disposition du Pacte doit être respectée par les agents de l'Etat, notamment les forces de l'ordre, et toute violation doit faire l'objet de l'ouverture systématique d'une information judiciaire par la juridiction compétente et l'auteur jugé, conformément à la loi, dans le cadre du procès équitable. - **Article 44 / 3ème tiret** : enlever l'adverbe « *restrictivement* », car les conditions de prorogation de la détention provisoire sont, actuellement, définies limitativement par les dispositions du code de procédure pénale (articles 123 bis à 125 bis).

- **Article 46 / 1er tiret** : remplacer le terme « *arrestation* » par « *garde à vue* ». La personne arrêtée par la police judiciaire à l'encontre de laquelle n'existe aucun indice faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction, ne peut être retenue que le temps nécessaire à son audition (article 65/1 du code procédure pénale).

En dehors de ce cas, on est dans la procédure de la garde à vue qui est réglementée

par le code de procédure pénale. Et, la détention arbitraire peut être commise lors de la garde à vue dont la durée est limitativement déterminée par les dispositions de l'article 65 du code de procédure pénale.

- **Article 51** : Les dispositions de cet article, notamment ses deux (2) nouveaux alinéas peuvent constituer une véritable menace à la référence religieuse nationale et aux religions révélées (le Judaïsme, le Christianisme et l'Islam) reconnues par le Saint Coran.

En effet, le deuxième alinéa dudit article 51 prévoit la liberté d'exercice des cultes (au pluriel), c'est ouvrir les portes à toutes les sectes et autres courants qui se veulent être une religion et qui, forts de cette disposition constitutionnelle, vont vouloir s'implanter en Algérie, en arguant de l'existence d'adeptes.

Le deuxième membre de phrase de cet alinéa précise que la liberté d'exercice des cultes est garantie, « *elle s'exerce sans discrimination dans le respect de la loi* ».

Implicitement, il y a une certaine reconnaissance qu'avant ces propositions portant révision de la Constitution, il y aurait eu une discrimination dans l'exercice des cultes d'une part, et d'autre part, conforte toutes les sectes et autres courants religieux à vouloir gangréner la religion de l'Etat ainsi que la société algérienne, notamment la jeunesse, par d'autres pratiques dites « religieuses ». Et, les moyens multiples d'attrait et de prise en charge psychologique sont rodés et bien étayés par ces sectes et courants religieux.

Notre pays a assez de problèmes avec l'Eglise protestante qui est dirigée par des Algériens, pour lui ajouter d'autres « *églises* » et courants religieux qui vont amplifier et exacerber, tant au plan national qu'international, les tensions autour de la pratique religieuse et de la liberté religieuse en Algérie. Ce pourquoi, il est proposé de maintenir les dispositions de l'actuel article 42 de la Constitution : « *La liberté de conscience et la liberté d'opinion sont inviolables. La liberté d'exercice du culte est garantie dans le respect de la loi* ».

Les autres dispositions des propositions portant révision de la Constitution appellent aussi des observations. Cependant, cette contribution va se limiter à trois (3) autres dispositions importantes et une (1) de pure forme. - **Le projet d'institution d'un vice-président**. En soi, cette disposition est intéressante du fait qu'elle va permettre au président de la République de se décharger de certaines activités de représentation tant au niveau national qu'international. Comme elle va permettre au président de la République de lui déléguer, dans le cadre de ce qui est permis par la Constitution, certaines fonctions.

Cependant, il est à relever une contradiction flagrante entre les dispositions de l'article 92/2 et de l'article 98/6 des propositions pour la révision de la Constitution. En effet, l'article 92/2 prévoit qu'« *en cas d'interruption du mandat pour cause de démission du président de la République en exercice ou pour toute autre cause, ce mandat est considéré comme mandat accompli* ».

Une parenthèse s'impose pour souligner l'expression « *en exercice* », comme s'il existait l'éventualité de la démission d'un président de la République qui n'est pas en exercice. Dans ce cas, c'est un ex-président de la République. C'est une précision qui ne s'impose pas et qui est hors de propos.

Revenons maintenant à l'article 92/2, l'énoncé de cet article précise que le mandat du président de la République interrompu par une démission ou pour toute autre cause est considéré comme étant accompli.

Or, l'article 98 / 6ème et 7ème tirets viole cette disposition en prévoyant qu'en cas de démission ou de décès du président de la République, le vice-président de la République, chef de l'Etat par intérim, assume la charge de président de la République pour le reste du mandat présidentiel. Comment peut-il assumer cette charge pour le reste du mandat présidentiel, alors que ce mandat est considéré comme étant accompli (article 92/2).

La deuxième violation constatée est celle de l'article 89 / 1er tiret. En effet, ledit article énonce que « *Le président de la République est élu au suffrage universel, direct et secret* ».

Suite en page 20

*Entreprise spécialisée dans la formulation
des Bitumes de route*

*met à la disposition de sa clientèle gamme de produits :
émulsion - 400/600 et 0,1.*

Veuillez contacter le service commercial au :

0555 12 16 82

PENSÉE

Une triste
pensée à
notre cher
père et époux



BENALLA Kheireddine

Son fils Mehdi et son épouse,
la famille BENKHALFA et
BENALLAH demandent à tous
ceux qui l'ont connu d'avoir
une pieuse pensée en ce jour
du 30/06/2020.

PENSÉE

En cette
douloureuse
journée du
27 juin 2007
nous quittait
à jamais
notre frère



MESSAMAH Boumediene

Aussi nous prions que Dieu
Le Miséricordieux puisse
l'accueillir dans Son Vaste
et Haut Paradis.
Tes sœurs et ton frère
demandent à ceux qui l'ont
connu d'avoir une pieuse
pensée à ta mémoire.
Repose en paix.

PENSÉE

A la mémoire
de notre cher
**CHABANE
BOUABDELLAH**
qui nous a
quittés le 24/
06/1994.



La famille CHABANE, son
épouse, ses filles et son neveu
demandent à tous ceux qui
l'ont connu et côtoyé d'avoir
une pieuse pensée en sa
mémoire. Que Dieu Le Tout-
Puissant lui accorde Sa Sainte
Miséricorde et l'accueille en
Son Vaste Paradis.
Ton neveu **Mohammed
CHABANE**

Quelques remarques sur les propositions portant révision de la Constitution

Suite de la page 19

Comment peut-on attribuer la charge de président de la République, qui doit être impérativement élu, à un vice-Président qui est simplement désigné (nomination par un décret présidentiel à l'instar de l'ensemble des cadres occupant une fonction supérieure de l'Etat).

Le vice-président de la République, personne non élue et nommée à cette fonction de l'Etat par un texte réglementaire, qui devient président de la République est une véritable mascarade juridique et une véritable arnaque constitutionnelle. On crée sui-generis un «*héritier de la République*». Ce qui est antinomique. La légitimité populaire, corollaire de l'élection présidentielle, qui est le socle et le fondement de la haute charge de président de la République, c'est-à-dire de président de l'ensemble des Algériens et des Algériennes, est complètement battue en brèche et allègrement occultée.

Cette innovation laisse perplexe compte tenu de la qualité des membres du Comité. Comment ont-ils pu réfléchir, débattre et proposer une telle absurdité qui viole la démocratie et la République. Dans notre République, dans notre démocratie, instaurer un vice-président de la République «*héritier*» est une offense grave aux Algériens et aux Algériennes, et constitue une imposition d'un président de la République, alors que le peuple est la source de tout pouvoir. Les experts du Comité ont oublié la première phrase du préambule de la Constitution : «*Le peuple algérien est un peuple libre, décidé à le demeurer*».

De grâce, mettez fin à cette dérive grave d'un président de la République non élu, qu'on veut imposer à l'Algérie, «*terre de liberté et de dignité*», Etat dont la devise est : «*Par le Peuple et pour le Peuple*». C'est au peuple et au peuple seul d'élire au suffrage universel, direct et secret, le président de la République (article 89 / point 1 des propositions portant révision de la Constitution, ex-article 85 / 1^{er} alinéa de la Constitution).

- La présidence du Conseil Supérieur de la Magistrature. Pour consacrer l'indépendance du Conseil Supérieur de la Magistrature et le soustraire à l'autorité du ministre de la Justice, l'article 187 accorde la vice-présidence du Conseil au premier président de la Cour Suprême, qui assure aux lieux et places du président de la République, la présidence effective dudit Conseil.

Mais, cette décision est réduite à néant par le fait que c'est le ministre de la Justice qui propose la nomination de tel (le) magistrat (e) à la fonction de premier président de la Cour Suprême, et qui peut suivre la même procédure, pour mettre fin à ses fonctions. Aussi, le premier président de la Cour Suprême ne peut aucunement se détacher complètement d'un lien de subordination et d'allégeance au ministre de la Justice.

Cette situation qui est valable pour l'ensemble des emplois civils et militaires de l'Etat, porte préjudice à l'indépendance de la fonction exercée, et de ses corollaires, la longévité dans l'exercice de la fonction, le sentiment d'impunité qui conduit à des actes d'abus d'autorité, de trafic d'influence, d'enrichissement illicite, de népotisme et de corruption.

Les hautes fonctions assumées dans le cadre des emplois civils et militaires de l'Etat devraient être limitées à un mandat unique, d'une durée déterminée de 4 à 6 années, par exemple. Aucune autorité du pouvoir exécutif ne peut mettre fin à ce mandat, sauf en cas de commission d'infraction à la loi pénale, de violation des obligations induites par l'exercice desdites fonctions (code de conduite dûment établi au préalable) ou de démission volontaire.

Lutter contre l'impunité, lutter contre la corruption, c'est également mettre à l'abri le haut fonctionnaire de l'Etat de l'action prédatrice de certains puissants du moment qui font et défont la carrière des cadres de l'Etat, en fonction de la satisfaction de leurs propres desseins, et en érigeant comme critères de sélection et de promotion, la soumission et la servilité du cadre qui, en contrepartie, bénéficie de l'impunité que lui assure la puissance du moment. Ce qui lui ouvre la grande porte pour un enrichissement illicite et fulgurant.

- La Cour constitutionnelle. Cette proposition contenue dans les dispositions des articles 193 à 203, érige aux lieux et places de l'actuel Conseil constitutionnel une Cour constitutionnelle. C'est une proposition qui ne tient nullement compte du contexte de l'édifice des institutions de l'Etat où le Conseil constitutionnel peine à exercer réellement ses missions et est tributaire des décisions et desideratas de l'exécutif, à titre indicatif et non exhaustif, les 3^{ème} et 4^{ème} mandats et l'acceptation du dossier du 5^{ème} mandat.

Vouloir donner au Conseil constitutionnel, en plus des attributions actuelles de contrôle de constitutionnalité, de contentieux électoral, de compétences consultatives dans certaines circonstances particulières, de contrôle obligatoire préalable à la promulgation des lois organiques et d'exception d'inconstitutionnalité, des compétences juridictionnelles en l'érigant en Cour constitutionnelle, serait inopportun et n'est basé sur aucune donnée objective et réelle qui puisse militer, dans ce sens, eu égard à l'activité limitée, sans aucune emprise sur la réalité de l'exercice du pouvoir dans notre pays, mené par le Conseil constitutionnel. A-t-on fait une analyse objective des attributions exercées par le Conseil constitutionnel ?

Il est étonnant que des experts, de la stature de ceux et celles qui composent le Comité, aient pu réfléchir dans cette voie et proposer, sans aucune étude ou analyse, la création d'une Cour constitutionnelle en remplacement de l'actuel Conseil constitutionnel. Les membres du Comité sont au fait, étant donné leur cursus universitaire et de leurs compétences avérées et reconnues, au plan national et international, dans leur domaine respectif, de l'action et de la place dudit Conseil dans le système institutionnel de notre pays.

Laissons le Conseil constitutionnel s'affirmer dans la Nouvelle République et prendre sa réelle place au sein des institutions de la République, par l'exercice effectif et entier de ses attributions actuelles.

- Les articles 236, 237 et 238 inclus dans les dispositions transitoires et même s'il est précisé «*pour mémoire*», sont un copier-coller des articles actuels (213, 214 et 215) de la Constitution et ne sont plus d'actualité.

En effet, le Conseil constitutionnel a renouvelé le mandat de ses membres, trois (3) décisions d'exception d'inconstitutionnalité² ont été rendues par le Conseil constitutionnel et les articles 198 et 199 de la Constitution ont été mises en œuvre (la loi 16-13 du 3 novembre 2016 fixant la composition du Conseil National des Droits de l'Homme ainsi que les règles relatives à son organisation et à son fonctionnement, le décret présidentiel 17-76 du 12 février 2017 fixant la composition du CNDH et le règlement intérieur du CNDH, publié au Journal Officiel 59 du 17 octobre 2017).

Par ailleurs, une appréciation générale mérite d'être soulevée. Une Constitution doit fixer les principes et laisser à la loi le soin de les préciser dans le détail. Or, les propositions pour la révision de la Constitution se sont étendues, pour certaines d'entre elles, dans des détails qui relèvent de la loi.

Dans ce cadre, il est utile de préciser que la Constitution est la norme la plus élevée dans l'ordre juridique (hiérarchie des normes juridiques). Elle définit les différentes institutions de l'Etat, selon le principe de séparation des pouvoirs (le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire), et organise leurs relations afin d'éviter tout arbitraire du gouvernement. La Constitution garantit également à chacun le respect de ses droits et consacre les libertés fondamentales du citoyen.

En outre, toute Constitution doit s'adapter aux évolutions de la société. Et, la société algérienne, depuis le 22 février 2019, a connu de nombreux bouleversements qui doivent être pris en charge par la révision de la Constitution tant au plan des droits et libertés fondamentales que de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de l'autorité judiciaire, et non de la Justice, terme qui renvoie à une valeur, à l'équité qui est appréhendée subjectivement par chaque personne, selon qu'elle ait eu gain de cause ou non dans le litige qui l'oppose à une autre personne physique ou morale.

La finalisation des propositions portant révision de la Constitution devraient être menée

par le Comité d'experts, en concertation avec des hommes et femmes politiques, de membres du Parlement, de religieux, de représentants de la société civile et des organisations professionnelles et syndicales.

Sans cette concertation avec des personnes qui ont eu à exercer de hautes responsabilités directement liées à la mise en œuvre des dispositions de la Constitution et qui connaissent, en conséquence, les insuffisances, imperfections ou autres problèmes induits par certaines dispositions constitutionnelles, ainsi que de membres et de militants de la société civile et des organisations professionnelles et syndicales qui sont en phase avec les aspirations des citoyennes et des citoyens, la révision de la Constitution serait amoindrie, fragmentaire et en déphasage avec la société algérienne et ses aspirations légitimes.

La Constitution n'est pas un texte figé. C'est un texte «*vivant*» qui est le reflet, positif ou négatif, des hommes et des femmes faisant partie du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire, et du degré de leur volonté de se soumettre peu ou prou à la loi fondamentale. La Constitution, ce n'est pas uniquement de la «*littérature juridique*» à confier aux seuls juristes, aux spécialistes du droit. Il y va de la vie de la nation, du peuple et de son devenir.

La Constitution ne doit en aucun cas être tributaire de la volonté d'une seule personne qui va incarner, durant une période, l'homme providentiel, l'homme fort du régime, le puissant du moment et à qui tous les responsables des institutions qu'elles soient exécutives, législatives ou judiciaires, doivent obéir et croient fermement ou par calcul politicien ou de longévité dans la fonction exercée qu'ils sont tenus de s'y soumettre et de se plier à sa seule volonté, en violation de la loi et de la réglementation. En définitive, une Constitution ne vaut que par la qualité des hommes et des femmes représentant le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire.

La Constitution la plus aboutie et la meilleure du monde n'est qu'un document banal et sans effet, lorsque les hommes et les femmes représentant les différentes institutions sont dans la soumission, dans l'allégeance et dans la soumission au puissant du moment, lorsque ces hommes et femmes sont dans la corruption, le népotisme, le détournement, la concussion, le trafic d'influence l'abus d'autorité, le favoritisme. En un mot, lorsque ces hommes et femmes cherchent par tous les moyens et autres voies dolosives à s'enrichir et à enrichir leurs proches (famille, alliés et amis), sans se préoccuper le moins du monde de leurs concitoyens, «*le peuple qui est la source de tout pouvoir*».

Les dispositions de l'article 23 de la Constitution sont claires et ne souffrent d'aucune équivoque : «*Les fonctions et les mandats au service des institutions de l'Etat ne peuvent constituer une source d'enrichissement, ni un moyen de servir des intérêts privés*».

Cette disposition constitutionnelle et l'armada des textes répressifs n'ont nullement empêché les plus hautes autorités civiles et militaires de les fouler aux pieds, assurée de l'impunité totale. Elles incarnaient l'Etat. Elles se garantissaient l'impunité et agissaient pour assouvir leur appétit et leur voracité prédatrice du patrimoine et des deniers de l'Etat.

C'est le mouvement de contestation du 5^{ème} mandat qui a débuté le 22 février 2019 et qui s'est transformé en un Hirak citoyen et pacifique, après la démission forcée du président de

la République déchu, qui a permis l'ouverture d'informations judiciaires contre des ex-premiers ministres, des ex-ministres, des ex-hauts fonctionnaires, des généraux-majors, des hommes d'affaires...etc., pour différentes infractions infamantes, dont la corruption. La liste est ouverte et doit rester ouverte.

La phrase «*la loi, c'est moi*», qui est la source de toutes les dérives, doit être bannie à jamais du langage de certains «*hauts responsables*». Aucune autorité civile ou militaire ne personifie la loi, «*force doit rester à la loi*» et «*nul n'est au-dessus de la loi*».

Espérons, ne dit-on pas que l'espoir fait vivre, que cette révision de la Constitution va consacrer effectivement la primauté du droit par des hommes et des femmes de bonne volonté. Des hommes et des femmes qui se sacrifient pour le bien-être de leurs concitoyens. Des hommes et des femmes soucieux de la chose publique et complètement désintéressés par l'accumulation frauduleuse de richesses à leur profit et de leurs proches. Des hommes et des femmes honnêtes, probes, compétents et qui font preuve d'une réelle abnégation dans l'exercice de leurs attributions pour une société juste, égalitaire et prospère où ces hommes et femmes sont au service exclusif du citoyen, du peuple. Mais, ceci est une autre histoire.

Enfin, il est suggéré que les articles de la révision de la Constitution soient adoptés, l'un après l'autre, par une commission comprenant les membres du Comité d'experts élargi à des hommes et femmes politiques, des sociologues, des économistes, des hommes de religion, des magistrats, des avocats ainsi que des représentants de la société civile et des organisations professionnelles et syndicales.

Cette commission composée de 36 à 40 personnes serait présidée par le président du Comité d'experts.

L'adoption de chaque article, après débat, se fera par un vote des 2/3 des membres de la commission. Au cas où un article n'obtient pas le nombre de voix nécessaire, il est ajourné, et la commission passe à l'article suivant.

En deuxième étape, les membres de la commission votent à la majorité simple pour chaque article ajourné, faute du nombre de voix requis (les 2/3).

Au cas où des articles ne recueillent pas la majorité simple, ils seront transmis, avec un rapport de synthèse, au président de la République.

Ces articles seraient examinés et leur adoption décidée par une commission restreinte présidée par le président du Comité, comprenant :
- le premier président de la Cour Suprême ;
- le président du Conseil d'Etat ;
- le président de la Cour des Comptes ;
- le président du Conseil National Economique et Social ;
- un (1) membre du Conseil constitutionnel, élu par ses pairs ;
- le rapporteur général et porte-parole du Comité.

A l'issue, la révision constitutionnelle sera remise par les membres du Comité au président de la République qui décidera de la voie de son adoption. Le référendum serait la meilleure solution et la plus démocratique, et ce conformément aux articles 98/8 et 208 de la Constitution.

Zerrouk Ahmed

* Ex-cadre/MDN.
Colonel à la retraite

Notes :

1- Les conventions de La Haye ont été adoptées pendant les conférences de la paix en La Haye en 1899 et 1907. Ce sont l'ensemble des règles que doivent observer les belligérants dans la conduite des hostilités.

2- Décisions 01 et 02/D.CC/EI/19 du 20 novembre 2019. Contestation de la constitutionnalité de l'article 416/1^{er} alinéa, du code de procédure pénale, modifié et complété, dans son membre de phrase relatif à la personne physique. Le Conseil Constitutionnel déclare l'inconstitutionnalité de la disposition législative prévue à l'alinéa 1^{er} de l'article 416 du code de procédure pénale, dans son membre de phrase ainsi rédigé : «*Lorsqu'ils prononcent une peine d'emprisonnement ou une peine d'amende excédant 20.000 DA pour la personne physique*», et celui rédigé comme suit : «*et 10.000DA pour la personne morale*» ainsi que la disposition législative prévue à l'alinéa 2 de l'article 416 du code de procédure pénale, dans son membre de phrase, ainsi rédigé : «*Lorsqu'une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis a été prononcée*». Ces dispositions législatives déclarées inconstitutionnelles cessent leurs effets immédiatement, c'est-à-dire à compter du 19 novembre 2019. Décision 01/D.CC/EI/20 du 6 mai 2020. Contestation de la constitutionnalité de l'article 496/point 6 du code de procédure pénale, modifié et complété. Le Conseil Constitutionnel déclare le point 6 de l'article 496 du code de procédure pénale, constitutionnel.

Contribution pour l'organisation d'une planification stratégique du développement économique de l'Algérie

Par Mahmoud Ourabah*

Suite et fin

LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

La nouvelle institution proposée ici doit éviter deux écueils : celui d'une administration se mêlant de tout, ce qui alourdirait davantage une bureaucratie déjà bien pesante et bien inefficace ; et celui de n'être qu'un bureau d'études détaché de tout processus de décision de la politique économique. Le but essentiel de cette planification de type stratégique serait centré précisément sur les conditions à réunir pour que le renforcement de ce capital humain, dans une économie internationale qui sera de plus en plus «une économie de la connaissance», soit effectivement visé et garanti. Une équipe restreinte de compétences nationales, aujourd'hui disponibles dans le pays ou à l'étranger, serait à même de mettre en œuvre cette planification stratégique du développement. Cette équipe serait composée de cinq à dix professionnels confirmés, de haut niveau, placés à un niveau institutionnel adéquat. Il est souhaitable de garantir à cette équipe de planificateurs engagés, sachant travailler en «équipe interdisciplinaire», l'autonomie intellectuelle⁶.

Dans la pratique, l'expérience de ces années antérieures prouve que les habituels instruments juridiques, à l'instar des appels d'offres internationaux, des textes de lois (exemple 51/49) ou encore d'autres normes internationales telles celles de l'OCDE de l'an 2000 pénalisant les corrupteurs au même titre que les corrompus, les pires ennemis du développement (comme hélas notre pays en a lourdement pâti), ne sont pas efficaces parce que faciles à contourner. Aussi il appartiendra à cette équipe de planificateurs de sélectionner et de conclure des « contrats de planification » avec des partenaires internationaux intéressés par la mise en exploitation-exportation en commun de nos matières premières. Ces «contrats de planification du développement», basés sur la mise en valeur des matières premières et du patrimoine naturel du pays d'une façon générale, doivent être conditionnés et s'articuler avec la promotion d'un nouvel appareil de production capable d'offrir, en nombre, les emplois qualifiés attendus par les générations montantes qui sortent de plus en plus nombreuses des universités du pays : nos universités abritent actuellement quelque 2 millions d'étudiantes et étudiants, nous sommes bien loin des 500 diplômés du supérieur de 1963 !

ESQUISSE DE QUELQUES PISTES DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Dans une récente enquête de mai 2019, l'O.N.S. (Office National des Statistiques) prévoit à l'horizon 2040 une population algérienne de plus de 57 millions contre 43 millions actuellement selon la même source. Pour apprécier notre capital humain, l'ONS estime la population active⁷ à 12.700.000 actifs dont 20% de femmes. Le «taux de participation» de ces actifs à la création du PIB, c'est-à-dire à la richesse économique nationale, dans cette enquête de l'ONS atteint 42 %, tandis qu'il avoisine 60 à 65% dans les pays développés. Mais, et c'est mon propre calcul, ce taux de participation de la population active à la création de la richesse économique nationale est en Algérie en trompe-l'œil, parce qu'il englobe le secteur informel, secteur majoritaire au sein de la population active. Il est en effet trompeur de croire qu'en ce début du XXIe siècle dont l'économie est qualifiée «d'économie de la connaissance» ces actifs dans «l'informel» puissent contribuer à créer de vraies valeurs économiques



ou une contribution valable à l'économie nationale. Par faute d'être préparés à l'emploi et être recrutés par un appareil de biens ou de services, (le PIB) étrié, ces «actifs» sont condamnés à «bricoler» pour beaucoup des moyens de survie ; c'est tout au plus, non pas 42% de la population active mais plutôt 10 à 12%, de cadres supérieurs, de cadres moyens ou de qualifiés qui contribuent réellement au PIB. C'est bien trop peu !

Rien d'étonnant d'ailleurs à ce faible «taux de participation» des actifs, indicateur principal de la valeur de notre capital humain : il est corroboré par la structure même du PIB algérien dominé à plus de 50% par les hydrocarbures, lesquels ne participent qu'à 3% à peine de l'emploi total. Croire comme certains le préconisaient dans le temps (les chantes de l'économie dite du Bazar) que l'informel pourrait à la longue se constituer en « modèle alternatif du développement » est une fable, tant la productivité et la technologie de ces activités de l'informel sont bien faibles dans une économie encore une fois qualifiée «d'économie de la connaissance» ! Le fait qu'une très faible minorité de ce «secteur informel» dégage des profits monétaires qui peuvent même être impressionnants ne doit pas faire illusion. «Faire de l'argent» ne peut être confondu avec le développement dont il convient de rappeler la définition retenue : la construction d'une économie nationale moderne autocentrée capable dans la durée de satisfaire les besoins premiers de toute la population.

Durant ces 3 ou 4 prochaines années il s'agira d'établir cette «Perspective à long terme, disons de 2024 - 2040». Nous faisons juste ici comme hypothèse que cet indicateur principal du niveau du capital humain, ce « taux de participation » réel des actifs au PIB soit porté de 10/12% à 40%, ce qui en 15 ans serait un progrès considérable. Mais surtout, il convient de tracer les voies et moyens de viser cet ambitieux objectif dans cette «Perspective 2024-2040».

Les contrats de planification tels que suggérés plus haut avec nos partenaires étrangers pourraient se concrétiser par l'émergence d'une nouvelle économie productive à partir de l'exploitation-exportation de nos matières premières. Chose nouvelle, ces contrats de planification gagnants-gagnants seraient basés sur un partage négocié, autant des emplois qualifiés que de la localisation partielle de valeurs

économiques, de la transformation des matières brutes, à situer en Algérie même. Jusqu'ici en effet, dans tous les pays producteurs de matières premières, c'est le même schéma «d'exploitation coloniale» qui est perpétué : les valeurs économiques comme les emplois qualifiés issus de la transformation des matières premières se situent exclusivement dans les économies importatrices, les pays développés. Les pays producteurs sont condamnés à la non-industrialisation et à la dépendance aux importations pour une grande partie de leurs besoins, tandis que les personnes sont condamnées au chômage ou à l'émigration pour le travail.

Cette localisation en Algérie de valeurs de la transformation partielle découlant de nos matières premières ouvrira la voie à une myriade d'opportunités de créations de nouvelles unités de production aux entrepreneurs, à l'initiative privée (ou publique) par tout un système incitatif à organiser.

Que les chantes du soi-disant «marché libre» qui sait, seul, tout réguler (et non l'action planifiée de l'état) se rassurent ! La planification proposée ici doit surtout s'assurer que la souveraineté économique du pays soit prémunie contre le «capitalisme international mafieux», celui qui a tant fait de mal au pays par faute d'un développement institutionnel tourné prioritairement vers le développement du pays⁸. Tout le monde comprendra effectivement qu'il ne peut y avoir corruption sans corrupteurs. Mais cette vision planifiée à long terme doit créer au contraire les conditions économiques favorables à la création des entreprises viables aux milliers de jeunes qui sortent de nos universités, de notre système éducatif d'une façon générale.

Pour être valablement embauché dans cette nouvelle économie, les nouveaux arrivants sur le marché du travail doivent être préparés par notre système national de la formation professionnelle, qui doit être considérablement renforcé et modernisé, à commencer par nos bien nombreuses universités, lesquelles doivent être plus nettement associées à la création des richesses économiques. Le pays, son économie, pourrait de la sorte concrétiser effectivement cet «après pétrole» tant attendu, jusqu'ici juste objet d'incantations ! C'est par ce nouveau système de la formation professionnelle qui doit pouvoir être of-

fert à chacun, une formation à chaque actif, que cet « après pétrole » peut se concrétiser ! Dans cette «Perspective 2040 », personne ne doit être «laissé sur le bord du chemin», y compris les nombreux adolescents qui ne sont «ni à l'école ni à l'emploi». Comme dit la sagesse des Nations, il est en effet plus bénéfique pour l'homme «de lui apprendre à pêcher que de lui offrir un poisson». Ce nouveau système de la formation professionnelle-apprentissage, sera progressivement à même de préparer les nombreux jeunes à l'économie de la connaissance. C'est par ce biais, et non par une approche à coups de subventions plus ou moins déguisées type «emplois des jeunes», que le «secteur informel» pourra se dégonfler. Nous verrons ainsi apparaître progressivement les vrais acteurs, nombreux, de l'économie du pays où ce n'est pas l'accumulation de l'or (le capital financier) mais bien le capital humain qui constitue la valeur suprême, comme Adam Smith nous le conseillait déjà.

Notes :- « Maladie Hollandaise » : cette expression dans la littérature du développement correspond à la période de la découverte et l'exportation du pétrole en Hollande. Du fait de l'afflux supplémentaire des recettes en provenance des hydrocarbures la valeur de la monnaie de ce pays, le florin, s'est renchérie sur les marchés pénalisant en quelque sorte les autres exportations de l'économie hollandaise devenues trop chères. Mais dans notre cas, ce « syndrome hollandais » est pour l'économie algérienne inapproprié, la valeur du dinar, inconvertible, ne joue aucun rôle dans les exportations hors pétrole.

Taux d'investissement : rapport entre la formation brute du capital fixe, ou FBCF et le PIB.

*Ancien secrétaire général du Secrétariat d'Etat au Plan Ancien fonctionnaire du Bureau International du Travail
Auteur de 2 ouvrages sur l'économie algérienne :
«Les transformations économiques de l'Algérie au 20e anniversaire de l'indépendance»
Edition Publisud et Enal 1982
«Premiers pas» édition l'Harmattan 2012.

Notes:

- 6- J'espère ne pas paraître trop naïf par cette proposition inspirée de mon vécu professionnel !
- 7- Au sens défini par le Bureau International du Travail, c'est-à-dire la population effectivement occupée + les chômeurs
- 8- Et malgré cette condamnation internationale mentionnée plus haut des «corrupteurs et corrompus»

2

10.15 Les Z'amours
10.55 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal 13h00
12.55 Ça commence aujourd'hui
14.10 Je t'aime, etc.
15.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.00 Tout le monde a son mot à dire
18.35 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal

20.05 Sur le front des animaux menacés



Présenté par Hugo Clément

En 40 ans, 60% des animaux sauvages ont disparu selon un rapport WWF. C'est le cas du rhinocéros noir d'Afrique de l'Ouest, du dauphin d'eau douce de Chine ou encore de la grenouille Taughie. Le requin est lui aussi fortement menacé, victime de sa réputation de grand prédateur et surtout du trafic grandissant de ses ailerons en Amérique du Sud et en Espagne. Un peu partout dans le monde, des citoyens se mobilisent pour sauver ces espèces.

3

09.45 #Restez en forme
11.25 12/13 : Journal national
13.00 Les malheurs d'Alfred
14.35 Nous nous sommes tant aimés
15.10 Des chiffres et des lettres
15.40 Personne n'y avait pensé !
16.20 Slam
17.00 Questions pour un champion
18.30 19/20 : Journal national
19.02 Ma ville, notre idéal
19.20 Plus belle la vie

20.05 Crimes parfaits



Série policière - France - 2019
Saison 2 - Episode 11

- Un plat qui se mange froid
Avec Antoine Duléry, Elisa Ruschke, Bruno Debrandt
Impuissant face au calvaire de sa sœur Pauline, mariée à Jean Lepage, un chirurgien esthétique violent qui la tient sous sa coupe, Philippe Boisel, médecin, décide de se débarrasser de son bourreau de beau-frère et confrère de surcroît. Au courant de ses allergies alimentaires, Philippe élimine Jean en versant de l'huile d'arachide dans son déjeuner et maquille son crime.

4

10.05 Sid le petit scientifique
11.00 Anatole Latuile
12.30 C'est toujours pas sorcier
12.55 Oscar & Malika toujours en retard
13.40 Angelo la débrouille
14.25 Team Dronix
15.35 Ninjago
16.45 Power Players
17.20 Molusco
18.05 Les as de la jungle à la rescousse
18.45 Une saison en Indonésie

20.05 Le monde de Jamy



Chaque été, c'est la ruée vers le soleil : trains pris d'assaut, embouteillages monstres, et à Roissy un avion qui décolle toutes les 50 secondes. Dans un trafic de plus en plus saturé, comment notre sécurité est-elle assurée ? Au cours de leur enquête à travers la France, Jamy Goumaud et Myriam Bounafaa ont découvert les énormes progrès réalisés dans ce domaine et le travail de ceux qui veillent sur nos départs en vacances. Ils ont notamment enquêté dans un centre de crash test, dans les coulisses du TGV et à la découverte des dessous de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle.

5

10.45 La quotidienne
12.00 Imprévus
12.05 Les 100 lieux qu'il faut voir
12.40 Le magazine de la santé été
13.50 Machu Picchu, le secret des Incas
14.45 Le retour du lion
15.40 Normandie, le business du Débarquement
16.45 C dans l'air
17.55 Sale temps pour la planète
19.00 Des canards et des hommes
19.50 Coronavirus : les leçons d'une crise inédite
21.20 C dans l'air spéciale

arte

08.25 Le long de la Muraille de Chine
11.25 Le Tyrol du Sud
12.35 Paris brûle-t-il ?
15.30 Invitation au voyage
16.10 X-enius
16.45 Enquêtes archéologiques
17.10 Nouvelle-Zélande, terre sauvage
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.50 Chine-U.S.A., la bataille de l'O.M.S.
20.45 Pékin : chronique d'une épidémie
21.40 Embargo : l'Iran face aux sanctions

TF1

08.25 Si près de chez vous
12.25 Crimes et faits divers : la quotidienne
13.40 Si près de chez vous
14.45 Les anges 7, Latin America
19.10 The Big Bang Theory



20.05 C'Cauet Le meilleur
20.10 Témoin pour cible
22.35 Icarus



CANAL+ CINEMA 19.50

HUNTER KILLER

Film d'action - Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2018

Avec Gerard Butler, Gary Oldman, Michael Nyqvist, Linda Cardellini

Dans la mer de Barents, en Russie, le Konek, un sous-marin russe, est victime d'une explosion, tandis que le Tampa Bay, un sous-marin américain qui naviguait non loin, est frappé par une torpille. Le sous-marin, avec à son bord 110 hommes, est porté disparu. L'armée américaine fait alors appel à Joe Glass, un capitaine au parcours militaire non conventionnel, pour mener une mission de reconnaissance. Glass recrute alors quelques Navy SEALs en permission et tous prennent rapidement leurs quartiers à bord du sous-marin USS Arkansas.

RTL9 19.45

BRAQUAGE À L'AMÉRICAIN



Téléfilm d'action - Canada - Luxembourg - 2014

Avec Adrien Brody, Jordana Brewster, Hayden Christensen, Tory Kittles

Frankie Kelly, qui vient de purger une peine de dix ans de prison, renoue avec Sugar et Ray, des délinquants notoires. Il contacte rapidement James, son jeune frère, qui aspire désormais à une vie rangée. Celui-ci souhaite monter sa propre affaire et tente de renouer avec Emily, son ancien amour. Mais après avoir accepté de conduire Frankie, Sugar et Ray à un rendez-vous, le jeune homme se retrouve contraint de collaborer au braquage d'une banque.

CINE + PREMIER 19.50

GODZILLA



Film de science-fiction - Etats-Unis - Japon - 1998

Avec Matthew Broderick, Jean Reno, Hank Azaria, Maria Pitillo

Après des essais nucléaires en Polynésie française, des mutations génétiques apparaissent chez certains reptiles. L'un d'eux, devenu gigantesque, migre jusqu'à Manhattan. Nick Tatopoulos, un chercheur, est chargé de traquer le monstre baptisé Godzilla. Nick est convaincu que la créature va bientôt pondre. Mais le maire de New York rejette ses mises en garde. Les services secrets français décident d'intervenir.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 Jurassic Park



Film fantastique - Etats-Unis - 1993

Avec Sam Neill, Jeff Goldblum, Laura Dern, Richard Attenborough

Sur une île au large du Costa Rica, des scientifiques, financés par le milliardaire John Hammond, ont réussi à cloner des animaux préhistoriques. Leur découverte a permis de créer un parc d'attractions peuplé de dinosaures. Avant l'ouverture au public, Hammond demande à Alan et Ellie, deux paléontologues de renom, de cautionner son projet.

6

20.05 La France a un incroyable talent : la bataille du jury



Présenté par David Ginola, Marianne James, Hélène Segara, Eric Antoine, Sugar Sammy

Hélène Segara, Marianne James, Eric Antoine et Sugar Sammy passent d'alliés à adversaires. Chaque juré a constitué une équipe de 5 talents issus des saisons précédentes et d'un candidat mystère n'ayant jamais participé au concours : ce soir les circassiens Cécile et Roman, les Frères Jacquard finalistes de la saison 13, les Frères Chaix...

CANAL+

20.06 Mais vous êtes fous



Drame - France - 2019

Avec Pio Marmaï, Céline Sallette, Maxence Tual, Valérie Donzelli

Roman Clementi, dentiste, est marié à Camille et tous deux sont parents de deux petites filles, Lucie et Bianca. Mais Roman cache un lourd secret à sa famille et à ses proches : cet hyperactif est en fait dépendant à la cocaïne. Tout bascule quand Bianca est transportée d'urgence à l'hôpital et que des traces de cocaïne sont retrouvées dans son organisme. Roman est alors obligé d'avouer son addiction à tout son entourage.

PLANETE +

10.37 Made in France
12.14 Colombie sauvage
14.02 La science face au terrorisme
14.51 Aux origines de l'histoire
15.46 La mystérieuse tombe de Shakespeare
16.35 Sur la piste d'une girafe masai
17.30 Chroniques sauvages
18.05 Des villes à hauteur d'hommes
19.04 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Topoi : c'est l'époque qui veut ça
21.43 Nous demain

TFX

08.15 Une nounou d'enfer



12.40 Gossip Girl
16.10 Friends
20.00 Petits plats en équilibre été
20.05 Mon meilleur ami
21.45 Chroniques criminelles


W9

09.30 W9 Hits Gold
10.35 W9 Hits
11.35 Météo
11.40 NCIS
17.40 Un dîner presque parfait



20.00 Météo
20.05 La rage au ventre
22.20 Esprits criminels : unité sans frontières

	3	8		7	9			
			1	6	5			2
6	1	2	8					
	9		6		2	8	7	
						5		
		7				1		9
	4				7			1
	2		9		4			
9		1	3			2		7

 **Poissons** 19-02 au 20-03

Ne vous entêtez pas obstinément dans une affaire compliquée. La persévérance est une qualité, certes, mais il faut aussi, de temps à autre, lâcher du lest pour parvenir à ses fins.

BAC et BEM : le planning des épreuves

Le ministère de l'Education nationale a dévoilé hier le planning des examens du baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (BEM) pour la session 2020. "Les épreuves du BAC se dérouleront du 13 au 17 septembre et débiteront avec la matière langue et littérature arabe pour toutes les branches, la période de l'après-midi du même jour sera réservée aux sciences islamiques et au Droit pour la filière gestion et économie", a indiqué le ministère sur sa page Facebook. Pour le deuxième jour du BAC, la période du matin sera consacrée aux mathématiques, toutes branches confondues alors que l'après-midi sera réservé à la langue anglaise. Les candidats relevant des filières Mathématiques et Sciences expérimentales passeront durant le troisième jour l'examen des Sciences de la nature et de la vie.

De leur côté, les candidats des filières Lettres et philosophie et Langues étrangères, passeront le matin du troisième jour l'épreuve de philosophie. Le même jour sera consacré à la technologie pour la branche math technique et à la gestion financière et comptable pour la Gestion et Economie. L'après midi du troisième jour sera réservé à la langue française pour toutes les filières. Le quatrième jour des épreuves du Baccalauréat, mercredi 16 septembre, sera réservé dans la matinée à l'examen d'histoire et géographie pour toutes les branches et l'après-midi à l'épreuve de Tamazight. Le matin du cinquième et dernier jour sera consacré à la troisième langue étrangère pour la branche des Langues étrangères (espagnol, italien ou allemand). Dans l'après-midi, les élèves de la filière gestion et économie auront à passer l'épreuve économie et management.

Les candidats des filières sciences expérimentales, mathématiques et techniques-mathématiques passeront l'épreuve de philosophie dans la matinée, alors que ceux des filières scientifiques, mathématiques et techniques devront passer cette épreuve dans l'après-midi.

Les épreuves du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) session 2020 seront organisées du 7 au 9 septembre. Les épreuves débiteront le matin du premier jour par la langue arabe et les sciences physiques et technologiques, l'éducation islamique et l'éducation civile sont prévues pour l'après-midi. Les épreuves de mathématiques et de langue anglaise sont prévues pour le deuxième jour matin, alors que celle d'histoire géographie est programmée pour l'après-midi. La matinée du dernier jour sera consacrée à l'épreuve de Français et aux sciences de la nature et de la vie, et l'après-midi à Tamazight.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Covid-19

Confinement : le même dispositif reconduit au 13 juillet



Le dispositif actuel de réaménagement du confinement à domicile, qui prévoit la levée de cette mesure prise dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, pour 19 wilayas et son instauration de 20h00 au lendemain 05h00 pour les 29 autres, a été reconduit jusqu'au 13 juillet prochain, a indiqué hier un communiqué des services du Pre-

mier ministre. Les 29 wilayas concernées par le confinement de 20h00 à 5h00 sont : Boumerdes, Souk Ahras, Tissemsilt, Djelfa, Mascara, Oum El Bouaghi, Batna, Bouira, Relizane, Biskra, Khenchela, M'sila, Chlef, Sidi Bel Abbès, Médéa, Blida, Bordj Bou Arreridj, Tipaza, Ouargla, Bechar, Alger, Constantine, Oran, Sétif, Annaba, Bejaia, Adrar, La-

ghouat et El-Oued, précise la même source. Toutefois, les walis «doivent, lorsque la situation sanitaire l'exige et après aval des hautes autorités du pays, procéder au confinement partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs localités, communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination», ajoute le communiqué.

Libye : neuf corps découverts dans un nouveau charnier



At moins neuf corps ont été découverts dans un nouveau charnier dans la ville libyenne de Tarhouna (ouest) de la Libye, ont annoncé lundi les forces du Gouvernement d'union nationale libyen (GNA) reconnu par l'ONU. "Neuf corps ont été découverts et sortis de terre dimanche (...) sur un site qui est soupçonné d'abriter des charniers, dans la ville de Tarhouna", selon un communiqué des forces du GNA relayé par des médias. L'Autorité chargée de la recherche et de l'identi-

cation des disparus --qui dépend du GNA-- continue ses recherches là où pourraient se trouver d'autres charniers, a ajouté le communiqué.

Le 11 juin, l'ONU s'est dite "horrorifiée" par des informations sur la découverte de charniers dans la région de Tarhouna. Après avoir ouvert dès mars 2011 une série d'enquêtes sur la Libye, la Cour pénale internationale (CPI) a prévenu le 22 juin --par la voix de sa procureure, Fatou Bensouda-- qu'elle "n'hésitera pas" à élargir le

champ de ses investigations à la récente découverte de ces charniers. "Mon bureau a été informé de source sûre de l'existence de onze charniers présumés de cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants" dans la ville de Tarhouna et ses environs en Libye, a déclaré Mme Bensouda, se disant "profondément préoccupée". Cela peut "constituer des preuves de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité", a-t-elle ajouté selon un communiqué de la CPI.

Mostaganem : un réseau d'émigration clandestine démantelé

Les services de Sûreté de la wilaya de Mostaganem ont démantelé au cours des 48 dernières heures un réseau international organisé spécialisé dans le trafic et l'organisation de traversées clandestines par voie maritime, a-t-on appris hier de source sécuritaire.

Les policiers ont mené à bien l'opération grâce à l'exploitation d'informations parvenues aux services de la Sûreté de wilaya, faisant état d'un groupe de personnes s'appêtant à effectuer une traversée clandestine vers les côtes espagnoles à partir du littoral de Mostaganem. Un ratissage de la zone entre la plage "Matraba" et le port commercial avec des patrouilles pédestres et motorisées samedi à 22 heures a permis l'arrestation de sept candidats à l'émigration clandestine, a-t-on indiqué. Aux premières heures de l'aube du dimanche, les unités des garde-côtes ont intercepté 16 personnes restantes de ce groupe en mer à 16 miles marins (30 km) au nord-ouest du port et les enquêtes ont révélé que les deux groupes communiquaient avec d'autres personnes du même réseau qui se trouvaient dans un pays africain et un autre européen, selon la même source. Les personnes interceptées au large ont été remises aux autorités, ce qui porte le nombre de personnes arrêtées appartenant à ce groupe à 23, âgées de 18 à 35 ans, dont 18 ressortissants étrangers.

L'ex-Premier ministre français François Fillon condamné à deux ans de prison



L'ancien Premier ministre français François Fillon a été condamné lundi à 5 ans de prison dont 2 ferme dans une affaire d'emplois fictifs qui avait fait dérailler sa campagne présidentielle en 2017. Le tribunal correctionnel de Paris, qui n'a pas prononcé de mandat de dépôt, a assorti cette condamnation d'une amende de 375.000 euros et d'une peine d'inéligibilité de dix ans.

Son épouse Penelope a été condamnée à trois ans de prison avec sursis et 375.000 euros d'amende et à deux ans d'inéligibilité. Les époux Fillon et leur co-prévenu Marc Joulaud, l'ancien suppléant de François Fillon dans le département de la Sarthe, ont été en outre condamnés à rembourser plus d'un million d'euros à l'Assemblée nationale. Les époux Fillon ont fait savoir qu'ils faisaient appel de cette condamnation. "Cette décision, qui n'est pas juste, va être frappée d'appel, (...), il y aura un nouveau procès", a annoncé devant la presse Antonin Lévy, l'avocat de François Fillon. Le jugement a été prononcé en dépit des demandes de la défense de rouvrir les débats, arguant de "pressions" sur l'enquête.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

BOUDIAF ET LE HIRAK DANS SON TEMPS

Deux personnes seulement dans son environnement immédiat savaient que Boudiaf ne voulait en aucun cas briguer la présidence de la République et qu'il tenait à rendre les clefs une fois les élections annoncées. Une colère noire avait failli l'étouffer quand on était venu lui recommander de se préparer pour s'asseoir sur le trône de la magistrature officielle en clamant qu'il était urgent pour lui et pour sa génération de céder la place pour un saine et patriotique renouveau. L'Algérie nouvelle, prônée et répétée aujourd'hui, Mohamed Boudiaf fidèle à

des principes sains la portait dans sa tête et sur son dos. Doux rebelle, il a été de ceux, rares, qui avaient préconisé un Hirak dans son temps.

Il y avait un peu du Mandela dans ses démarches et dans ses pensées et son évidente stature militante était au niveau de sa simplicité et de son humilité. Pendant la révolution et une fois l'indépendance acquise, l'Algérie avait tout à gagner si tous ses compagnons d'armes s'étaient nourris de cette noblesse d'âme et de cet esprit. L'histoire aurait écrit un autre itinéraire national si tous ceux qui avaient manifesté leur bravoure au maquis et en prison, s'étaient délestés de leurs ambitions personnelles au bénéfice de l'intérêt supérieur de la nation.

Le 29 juin 1992 a été assassiné Mohamed Boudiaf. Des ombres rigides comme celle qui a couvert son assassin persistent toujours pour obscurcir les vraies raisons de sa mort, sinon que la disparition de l'homme a donné un coup d'arrêt à un espoir de normalisation pour le pays, englouti dans le sang et dans la boue. Peut-être est-il allé trop vite pour rétablir une normalité pour une Algérie où les tueries et les égorgements étaient devenus monnaie courante. Peut-être aussi qu'il a été lui-même victime d'un génocide qui s'appêtait à se généraliser. On ne le saura sans doute jamais, mais quand l'histoire inscrit en lettres d'or et retient la noblesse d'un homme, celui-ci ne meurt jamais.